

ALGÉRIE-FRANCE

Entretien téléphonique entre le Président Tebboune et son homologue français

P. 24

ALGÉRIE-MALI

Le Président Tebboune dépêche M. Boukadoum à Bamako

P. 24

ANP

Chanegriha : les frontières de l'Algérie entre "les bonnes mains" de l'ANP

P. 3

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

Dispositions exceptionnelles pour l'année 2019/2020

Un arrêté du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique vient de fixer les dispositions exceptionnelles en matière d'organisation et de gestion pédagogique, de l'évaluation et de la progression des étudiants, durant la période COVID-19 au titre de l'année universitaire 2019/2020. Concernant l'organisation et la gestion pédagogique, l'arrêté stipule que "l'enseignement à distance et/ou en ligne est une forme d'apprentissage pédagogique reconnue entrant dans les cursus de formation supérieure des étudiants" et que "la présence des étudiants aux différentes activités d'enseignement en présentiel n'est pas obligatoire sauf avis contraire de l'équipe pédagogique, s'agissant de certains travaux pratiques et/ou de stages". Pour ce qui est de l'évaluation des étudiants, l'arrêté prévoit qu'elle peut être effectuée, après avis des comités pédagogiques, sous différentes formes: "en présentiel, à distance, pour les matières transversales et de découverte, et sur travaux effectués par les étudiants", indiquant que "les soutenances des mémoires de fin de cycle s'organisent selon des modes appropriés, arrêtés par les équipes pédagogiques" et qu'en l'absence de soutenances, "le mémoire en question est évalué par l'encadrant et par deux examinateurs". P. 4

DKnews/APS



RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Finances, agriculture, commerce et ressources en eau à l'ordre du jour

P. 3

FORMATION PROFESSIONNELLE

"Assurer une rentrée sécurisée à plus de 530.000 apprentis"

P. 4

ZAKAT - FATWA

Possibilité de sortir la Zakat avant l'échéance d'une année complète

P. 2

SANTÉ

CONTRACEPTION APRÈS BÉBÉ

Quand la reprendre ?

P.p 12-13

F OOTBALL T BALL

AFFAIRE USMA-MCA

Le TAS donne gain de cause à l'USMA, le derby ne sera pas rejoué (officiel)

P. 21



DÉBIT INTERNET

La libération de nouvelles fréquences permettra une amélioration "rapide" du débit (opérateurs)

P. 17

ALGÉRIE-NIGER

Envoi de 100 tonnes d'aides humanitaires au Niger

P. 24

SANTÉ - ZAKAT - FATWA

Possibilité de sortir la Zakat avant l'échéance d'une année complète

La Commission de la Fatwa du ministère a indiqué, samedi, que l'acquiescement de la Zakat pouvait intervenir avant l'échéance d'une année complète, partant de son utilité pour les citoyens impactés par le nouveau Coronavirus.



La Commission de la Fatwa relevant du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a décrété, dans un communiqué, que "la Zakat peut être sortie avant son échéance d'une année complète, partant de son utilité pour les citoyens en besoin d'aide et d'accompagnement pour dépasser les difficultés induites par l'épidémie du Coronavirus, notamment en ces jours du mois de Moharem, généralement préféré pour son acquiescement".

Les fidèles qui ont avancé l'acquiescement de leur Zakat "sont tenus, à la date d'exigibilité initiale, revoir leur Nisab et en cas de différence entre le montant sorti et celui obligatoire à l'échéance d'une année complète, ils devront sortir la différence", avise la Commission expliquant que l'avancement de la Zakat n'exclut nullement son exigibilité pour les acquis réalisés durant cet intervalle.

Soulignant l'obligation de la Zakat sur les bétails et les produits agricoles, suivant les conditions et modalités établies, la Commission de la Fatwa rappelle que la Zakat purifie les biens, accroît les richesses et contribue à la prospérité de la société.

A ce propos, elle exhorte les riches et les fortunés à doubler leurs actes de charité et les bienfaiteurs à élargir leurs aumônes aux aspects relevant de l'intérêt général, notamment au profit des catégories démunies, et contribuant au renforcement du système de solidarité nationale et d'entraide sociale, en cette veille de rentrée sociale marquée par une conjoncture exceptionnelle.

SÉISME À TIPAZA

Aucune perte humaine ou matérielle enregistrée (Protection civile)

Aucune perte humaine ou matérielle n'a été enregistrée suite au séisme qui a frappé samedi matin la ville de Sidi Ghilas, dans la daïra de Cherchell (wilaya de Tipaza), indique un communiqué de la Protection civile.

"Jusqu'à présent, aucune perte humaine ou matérielle n'a été enregistrée suite à cette secousse", précise le communiqué, ajoutant que les unités de Protection civile ont procédé, à cet effet, à des "opérations de reconnaissance" à travers les différentes localités de la wilaya de Tipaza. Une secousse tellurique de magnitude 4.2 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée samedi à 06h10 à Sidi Ghilas.

L'épicentre de cette secousse, qui a été ressentie par les habitants des wilayas limitrophes de Tipaza, a été localisé à 3 km au nord-est de Sidi Ghilas.

ALGER - CRIMINALITÉ

Démantèlement d'une bande spécialisée dans le vol par effraction des locaux commerciaux

Les éléments de Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé une bande criminelle spécialisée dans le vol par effraction des locaux commerciaux, a indiqué vendredi un communiqué des mêmes services.

Les éléments de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé une bande criminelle spécialisée dans le vol par effraction des locaux commerciaux, a précisé la même source ajoutant que cette opération a permis l'arrestation de six (06) individus impliqués dans huit affaires de vol durant lesquelles ils ont dérobé plus de 33 millions de centimes. Cette affaire a été traitée suite à une information parvenue aux services de la police judiciaire faisant état d'un vol par effraction d'un restaurant à Alger Centre, selon la même source.

Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent qui a ordonné leur mise en détention provisoire, conclut la même

TRAVAUX PUBLICS - COOPÉRATION

Réunion de travail entre M. Chiali et le DG de l'Agence algérienne de coopération internationale



Le ministre des Travaux Publics, Farouk Chiali, a tenu une réunion de travail avec le Directeur général (DG) de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, Chafik Mesbah, indique jeudi un communiqué du ministère.

La réunion, qui s'est déroulée en présence de cadres des deux instances, a porté sur les différentes activités de coopération du ministère des Travaux Publics et de ses organes, outre les projets pouvant être concrétisés en partenariat à court, moyen et long termes.

Il s'agit également de renforcer et de promouvoir les relations de coopération dans le domaine des travaux publics, notamment au plan régional.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la coordination entre l'Agence et les différents départements ministériels et les instances en vue de mettre en place une stratégie de coopération internationale, conclut la source.

CORONAVIRUS - RAPATRIEMENT

Plus de 30.000 algériens rapatriés depuis mars dernier



Le nombre des ressortissants algériens rapatriés au pays depuis le début des opérations de rapatriement des ressortissants bloqués à l'étranger en raison de la pandémie du covid-19 depuis le mois de mars dernier jusqu'à mercredi, a atteint 30.386 ressortissants à travers 4 étapes lors desquelles tous les moyens nécessaires ont été mis en place par les autorités concernées en vue de la mise en oeuvre de cette opération dans les meilleures conditions, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"Le nombre des ressortissants algériens rapatriés au pays depuis le début de l'opération de rapatriement au mois de mars 2020 jusqu'au 26 août 2020a est de 30.386 ressortissants à travers 4 étapes lors desquelles tous les moyens nécessaires ont été mis en place par les autorités algériennes en vue de la mise en oeuvre de cette opération dans les meilleures conditions", note le communiqué.

"Dans le cadre des efforts permanents pour le rapatriement des ressortissants bloqués à l'étranger en raison de la pandémie du covid-19, la 4ème et dernière étape de rapatriement a été lancée hier mercredi 26 août 2020, où un total de 512 ressortissants algériens ont atterri sur le sol du pays à bord de deux avions en provenance de Paris (319 ressortissants) et de Casablanca (193 ressortissants)", précise la source, soulignant que le programme de la 4e étape de rapatriement inclura deux vols les 28 et 29 août 2020 en provenance de l'aéroport de Paris (France)".

TAMAZIGHT - ÉDITION

Oran : une rencontre sur l'édition en langue tamazighte



Le centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran abritera les 28 et 29 août courant une rencontre sur l'édition en langue tamazighte, a-t-on appris jeudi des organisateurs.

La rencontre, initiée par le Haut Commissariat de l'Amazighité (HCA), en partenariat avec l'association culturelle "Numidia" d'Oran, abordera principalement le thème de l'édition en langue tamazighte, mais sera également une occasion pour faire un état des lieux sur l'enseignement de Tamazight à Oran, a indiqué à l'APS le chargé de communication de l'association Numidia, Akli Ouamara.

L'association Numidia a développé un partenariat avec le HCA depuis quelques années.

Elle a déjà à son actif plusieurs éditions en langue tamazighte, dont des contes puisés du terroir, a fait savoir M. Ouamara, ajoutant que cette rencontre fera le point sur cette expérience et sur les projets futures avec le HCA.

Une rencontre avec les enseignants de la langue amazighe est également au programme de cette rencontre, a-t-on indiqué, ajoutant qu'il sera procédé à une présentation des actions du HCA pour la promotion de l'enseignement de cette langue nationale.

CONSTANTINE

Près de 2.900 aides financières attribuées aux professionnels du secteur du tourisme et de l'artisanat

Pas moins de 2.893 aides financières ont été attribuées dans la wilaya de Constantine, au profit des professionnels du secteur du tourisme et de l'artisanat dont les activités ont été suspendues en raison de la pandémie du Covid-19, a-t-on appris jeudi, du directeur local de ce secteur, Nourredine Bounafaâ.

L'opération a ciblé 2.515 artisans toutes spécialités confondues, 169 employés des agences de voyage, 123 professionnels des structures hôtelières, 41 travailleurs des restaurants classés ainsi que 14 autres relevant des structures de loisirs, a-t-il précisé à l'APS.

Cette procédure, vient en application de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à permettre aux professionnels touchés par les répercussions de la propagation du nouveau coronavirus et les dispositions du confinement sanitaire de bénéficiaire d'aides financières, a expliqué le même responsable. L'opération a concerné exclusivement des pères de familles et les ayants droit à l'instar des veuves et des femmes divorcées avec des enfants mineurs à charge, activant dans les dits domaines, a affirmé M. Bounafaâ. La distribution de ces subventions financières de 10.000 DA, a été effectuée en "toute transparence" et conformément aux conditions arrêtées par les autorités publiques concernées, a encore indiqué le représentant local du secteur.

Il est à noter que le secteur du tourisme et de l'artisanat dans la wilaya de Constantine dispose actuellement de 25 établissements hôteliers et plus de 140 agences de voyages et près de 20.000 artisans sont adhérents à la chambre de l'artisanat et des métiers (CAM).

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Les secteurs des finances, l'agriculture, le commerce et les ressources en eau à l'ordre du jour

"Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présidé, le mercredi 26 août 2020, une réunion du gouvernement, par visioconférence, consacrée à: L'examen d'un projet de décret présidentiel relatif au secteur des finances,

L'examen d'un projet de décret exécutif relatif au secteur des finances, L'examen d'un projet de décret exécutif relatif au secteur de l'agriculture et du développement rural, L'exposé du ministre de l'Agriculture et du développement rural portant sur le programme de développement des filières agricoles stratégiques dans le Sud et l'extrême Sud du pays.

L'exposé du ministre du Commerce sur l'adhésion de l'Algérie à l'accord constitutif de la Zone de libre-échange continentale africaine. L'exposé du ministre des Ressources en eau relatif à cinq (5) projets de marchés de gré-à-gré simple avec des entreprises publiques.

Le gouvernement a entendu une communication du ministre des Finances relative à un projet de décret présidentiel fixant les mesures particulières adaptées aux procédures de passation des marchés publics dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la propagation de l'épidémie de coronavirus (Covid-19).

Ce projet de décret présidentiel vise à prendre en charge les contraintes d'ordre réglementaire rencontrées par les ordonnateurs dans la mise en œuvre des mesures exceptionnelles et urgentes qui ont été prises dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la propagation de l'épidémie de coronavirus (COVID-19).

Le gouvernement a entendu une communication du ministre des Finances relative à un projet de décret exécutif fixant les modalités du main-



tien, à titre exceptionnel, par le Trésor public, de la bonification du taux d'intérêt des crédits accordés par les banques et établissements financiers en faveur des entreprises et particuliers en difficultés à cause de la pandémie du coronavirus (Covid-19). Ce projet de décret s'inscrit dans le cadre des mesures d'ordre financier prises par les pouvoirs publics pour alléger les répercussions de la pandémie du coronavirus (COVID-19) sur les opérateurs économiques et les ménages, à travers la mise en place des conditions nécessaires à la poursuite de l'activité économique ainsi que l'accompagnement et le soutien des détenteurs de crédits octroyés par les banques et les établissements financiers.

Le gouvernement a endossé ce projet de décret exécutif. Le gou-

vernement a entendu une communication du ministre de l'Agriculture et du développement rural relative à un projet de décret exécutif portant création de l'office de développement de l'agriculture industrielle dans le Sud et l'extrême Sud du pays.

Ce projet de décret exécutif portant création de l'office de développement de l'agriculture industrielle constitue un instrument de mise en œuvre de la politique nationale de promotion et de développement de l'agriculture industrielle stratégique dans le Sud et l'extrême Sud du pays.

A ce titre, il assure la promotion des investissements agricoles et agro-industriels et accompagne les porteurs de projets dans les différentes phases de la réalisation de l'investissement.

Le gouvernement a endossé ce

projet de décret exécutif. Le gouvernement a entendu un exposé du ministre de l'Agriculture et du développement relatif au programme de développement des filières agricoles stratégiques dans le Sud et dans l'extrême Sud du pays (notamment les oléagineux, le maïs, les produits sucriers).

La communication présentée par le ministre de l'Agriculture a porté sur la mise en œuvre d'un programme prioritaire pour le développement des filières stratégiques dans le Sud du pays: la culture du maïs, de la betterave sucrière et des cultures oléagineuses. Le foncier disponible dans l'immédiat à mettre à la disposition des investisseurs pour le lancement des projets structurants est de 100.000 ha dont 50.000 ha à Adrar, 30.000 ha à Ghardaïa et

20.000 ha à Ouargla. La priorité sera donnée aux cultures ayant un impact prépondérant sur la substitution des importations et partant sur la réduction de nos dépenses en devises.

Le gouvernement a entendu un exposé du ministre du Commerce sur l'adhésion de l'Algérie à l'accord constitutif de la Zone de libre-échange continentale africaine. Le ministre du Commerce a présenté une communication relative à l'adhésion de l'Algérie de l'accord instituant la Zone de Libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

Le gouvernement a entendu un exposé du ministre des Ressources en eau relatif à cinq (5) projets de marchés de gré-à-gré simple avec des entreprises publiques: Quatre (4) marchés pour la réalisation des travaux d'interconnexion des systèmes de dessalement de Honaine avec le système de Souk Tleta (wilaya de Tlemcen).

- Un marché pour le renforcement et la sécurisation de l'AEP de la wilaya de Constantine, projet de parachèvement des travaux des lots n° 01 et n° 02. Ces projets s'inscrivent dans le cadre du plan d'urgence décidé par le gouvernement afin de sécuriser et d'améliorer sensiblement l'alimentation en eau potable au niveau des wilayas de Tlemcen et de Constantine et réduire ainsi le déficit enregistré en la matière. A l'issue de cette communication, le gouvernement a donné son accord préalable pour la passation des cinq (5) projets de marchés selon le mode de gré à gré simple avec des entreprises publiques".

ANP

Chanegriha : les frontières de l'Algérie entre "les bonnes mains" de l'ANP

Le général de corps d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a affirmé mercredi à Oran que toutes les frontières de l'Algérie sont entre "les bonnes mains des hommes de l'Armée nationale populaire" qui veillent à les défendre à la lumière de la politique constante de l'Algérie, basée sur le principe de non ingérence et de soutien aux pays du voisinage qui sont sa "profondeur stratégique", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

En visite de travail à la 2ème Région militaire à Oran, le général de corps d'armée Saïd Chanegriha a précisé, dans une allocution d'orientation prononcée lors d'une réunion tenue avec les cadres de la 2ème RM et diffusée à l'ensemble des unités de la Région via le système de visioconférence, que cette politique s'articule sur "le principe de la non-ingérence dans les affaires internes d'autrui" et a pour objectif de "porter assistance aux Etats frères et amis".

"Dans ce contexte précisément, toutes nos frontières terrestres, nos eaux territoriales et notre espace aérien sont entre les bonnes mains des hommes de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, qui veillent à les défendre à la lumière de la politique judicieuse et constante adoptée par l'Algérie, qui s'articule sur le principe de la non-ingérence dans les affaires internes d'autrui, et ayant pour objectif de porter assistance aux Etats frères et amis, notamment ceux de notre voisinage", a souligné le chef d'état-major de l'ANP.

Il a ajouté que l'Algérie œuvre à travers ce soutien à "faire prévaloir les fondements de la sécurité, de la paix et de la stabilité politique et sociale au niveau des pays voisins que nous considérons comme notre profondeur stratégique qui doit être préservée". Le général de corps d'armée Saïd



Chanegriha a relevé que "devant cette réalité tangible, il est de votre devoir, dans cette zone, de redoubler de vigilance, d'élever votre sens du devoir, d'assimiler les véritables enjeux de la réussite des missions qui vous sont assignées et d'œuvrer à acquiescer les bonnes pratiques de la maîtrise combattive et opérationnelle en respectant strictement les programmes de préparation au combat et de l'ensemble des consignes et des instructions adaptées à la nature des missions confiées".

Le chef d'état-major de l'ANP a, également, souligné que "la lecture judicieuse des contextes et des dimensions des événements prévalant dans la région et le monde, ainsi que l'assimilation de la sensibilité des missions que nous devons accomplir, de jour comme de nuit, pour faire face à toute situation d'urgence en protégeant la sécurité de l'Algérie, sa souveraineté nationale, ainsi que son intégrité territoriale et la cohésion de son peuple, nous recommandant, en permanence, une quête sans répit des facteurs de force permettant de donner une valeur ajoutée en termes de développement permanent

des capacités opérationnelles de nos Forces armées".

"Tel est l'objectif principal et ultime que nous œuvrons à atteindre, à travers tout effort individuel et collectif fourni tout au long de l'année de préparation au combat. A cet titre, nous avons veillé à ce qu'une grande importance soit donnée à l'ensemble des critères disponibles de développement, de modernisation et de réusite, notamment la ressource humaine dont nous considérons la nécessité de lui accorder l'intérêt et le soin qu'elle mérite, comme la clé maîtresse permettant de répondre aux attentes légitimes du peuple algérien qui aspire à voir son armée, avec toutes ses composantes, se hisser au plus haut niveau de force et de disponibilité".

Le général de corps d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, a entamé mercredi, dans la dynamique de ses visites d'inspection menées aux différentes Régions militaires, une visite de travail à la 2ème Région militaire.

Le général de corps d'armée supervisera, lors de cette visite, un exercice de tir de missile contre un objectif de surface à

partir d'un bâtiment lance-missiles relevant des Forces navales. A son arrivée, le général de corps d'armée a été accueilli par le général-major Djamel Hadj Laaroussi, commandant de la 2ème RM par intérim, avant de se rendre à la Base navale principale de Mers-El-Kébir où il a été accueilli par le général-major Mohamed Larbi Haouli, commandant des Forces navales.

A l'issue de la cérémonie d'accueil, le général de corps d'armée a suivi un exposé sur l'exercice portant tir d'un missile par un bâtiment lance-missiles contre un objectif de surface, avant de procéder à l'inspection des forces devant participer à l'exercice et visiter quelques unités navales flottantes, à l'instar de la frégate "ERRADIE" et le bâtiment de commandement et projection de forces "KALAAAT BENI-ABBES", et ce, afin de s'enquérir de leur état-prêt et de connaître, de près, leurs différentes composantes, leurs équipements modernes et leurs systèmes d'armement sophistiqués en dotation.

Le général de corps d'armée a, ensuite, inspecté l'établissement de construction et de réparation navales, où il a visité les différentes infrastructures et ateliers de construction et de réparation des divers types de navires. Dans l'après-midi, le général de corps d'Armée, accompagné du général-major Djamel Hadj Laaroussi, commandant de la 2ème Région militaire par intérim, s'est rendu au siège du Commandement de la Région où il a observé un moment de recueillement sur l'âme du défunt Moudjahid Boudjnanne Ahmed, dit "Si Abbès", dont le nom est porté par le siège de la Région, a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative et a récité la Fatiha sur son âme et sur celles des valeureux Chouhada. A l'issue, la parole a été cédée aux personnels pour exprimer leurs intérêts et préoccupations.

FORMATION PROFESSIONNELLE "Assurer une rentrée sécurisée à plus de 530.000 apprentis" (Benfriha)

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Hoyam Benfriha, a mis en avant, jeudi, son attachement à garantir une rentrée "sécurisée" à plus de 530.000 apprentis conformément à un protocole sanitaire "clair".

"Le ministère de la Formation professionnelle s'attèle à garantir une rentrée sécurisée, conformément à un protocole sanitaire clair, à plus de 530.000 apprentis devant rejoindre les établissements de formation et d'enseignement professionnels, a déclaré à la presse Mme. Benfriha en marge d'une visite d'inspection aux projets de son secteur dans la wilaya d'Alger, en compagnie du ministre délégué chargé des Start up et de l'Economie de la connaissance Yacine Walid.

Elle a précisé, dans ce sens que les enseignants ont rejoint les postes de travail ce jeudi, alors que le personnel administratif et autres travailleurs ont repris le travail mercredi en vue de préparer l'année professionnelle après une suspension de plusieurs mois. "Avant la rentrée des apprentis, les enseignants s'attèleront à la préparation des ateliers, des groupes et cours et à la planification pour la mise en place d'un protocole spécial rentrée conformément aux mesures sanitaires nécessaires", a-t-elle souligné.

Lors de sa visite au Centre spécialisé en TIC à Rahmania (Alger Ouest), la ministre a mis l'accent sur l'importance d'assurer le transport et d'aménager l'espace pour accueillir les apprentis à la mi-octobre prochain appelant les responsables à livrer le projet, dont les travaux sont à 95% de taux d'avancement, le 15 septembre prochain.

Par ailleurs, la première responsable du secteur a fait état d'études en cours pour la réalisation de projets similaires à travers plusieurs wilayas du pays en réponse à la demande en matière de formation et au regard du besoin économique à ces centres spécialisés. De son côté, M. Yacine Walid a affirmé que son département accordait "une grande importance" aux entreprises actives dans le domaine de l'économie numérique, précisant que des porteurs de projets ont été recensés dans le domaine de l'agriculture de précision et des porteurs d'idées innovantes à même de les aider à leur concrétisation.

UNIVERSITÉ

Le ministère de l'Enseignement supérieur fixe les dispositions exceptionnelles pour l'année 2019/2020

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a fixé les dispositions exceptionnelles en matière d'organisation et de gestion pédagogique, de l'évaluation et de la progression des étudiants, durant la période COVID-19 au titre de l'année universitaire 2019/2020, selon un arrêté signé par le ministre du secteur, Abdelbaki Ben Ziane, et rendu public jeudi.

L'Arrêté en question est réparti en quatre chapitres: le premier concerne l'organisation et la gestion pédagogique, le second l'évaluation des étudiants, le troisième la progression dans les études et le quatrième les dispositions finales.

Concernant l'organisation et la gestion pédagogique, l'Arrêté souligne que "l'enseignement à distance et/ou en ligne est une forme d'apprentissage pédagogique reconnue entrant dans les cursus de formation supérieure des étudiants" et que "la présence des étudiants aux différentes activités d'enseignement en présentiel n'est pas obligatoire sauf avis contraire de l'équipe pédagogique, s'agissant de certains travaux pratiques et/ou de stages".

A ce propos, sont considérés comme cas de force majeure, justifiant les absences, notamment le "confinement pour cause de Covid-19 dûment justifié" et "l'empêchement dûment justifié de rejoindre l'établissement d'enseignement supérieur pour diverses raisons, notamment la suspension de certains moyens de transport et la fermeture de frontières", ainsi que d'autres raisons comme "maladies et hospitalisations confirmées par les entités sanitaires légalées". En cas d'absence à un examen ou une soutenance, justifiée, l'étudiant se voit attribuer le droit à un examen de remplacement,

dont l'organisation et la définition de la forme seront fixées par l'équipe pédagogique en concertation avec l'instance administrative concernée".

Pour ce qui est de l'évaluation des étudiants, l'Arrêté explique qu'elle peut être effectuée, après avis des comités pédagogiques, sous différentes formes: "en présentiel, à distance, pour les matières transversales et de découverte, et sur travaux effectués par les étudiants", indiquant que "les soutenances des mémoires de fin de cycle s'organisent selon des modes appropriés, arrêtés par les équipes pédagogiques" et qu'en l'absence de soutenances, "le mémoire en question est évalué par l'encadrant et par deux examinateurs".

Le droit à la consultation des copies d'examen est suspendu, précise l'Arrêté et ce, au vu de la conjoncture sanitaire actuelle et du temps imparti à l'évaluation des étudiants. Cependant, un barème détaillé de notation de chaque examen "doit être communiqué aux étudiants". S'agissant de la progression et des admissions des étudiants, le texte note que "les formes d'enseignement qui n'ont pas été réalisées pour cause d'impossibilités matérielles, notamment pour raison de confinement, ne sont pas prises en compte dans les décisions d'admission et de progression", précisant que cela concerne notamment les matières à TP, ateliers, sorties sur terrain et stages.



Pour les étudiants du système LMD, la progression de la 1ère à la 2ème année de Licence "est de droit si l'étudiant a capitalisé 30 crédits (avec déduction des crédits des matières non réalisées), sans égard à leurs répartition entre les deux semestres", la progression de la 2ème à la 3ème année de Licence "est de droit si l'étudiant a capitalisé 90 crédits, sans tenir compte des matières fondamentales exigées", et celle de la 1ère à la 2ème année de Master "est de droit si l'étudiant a capitalisé 45 crédits, sans tenir compte des

matières fondamentales exigées", indique l'Arrêté qui souligne que "la compensation entre les Unités d'enseignement des deux semestres est accordée aux étudiants de la 1ère année de Master".

Pour les étudiants du système classique et des écoles supérieures, "la note éliminatoire par matière et/ou par unité d'enseignement obtenue durant le second semestre de l'année universitaire 2019/2020 n'est pas prise en compte dans la progression de l'étudiant", selon le texte qui note, par ailleurs, que "les cours de renforcements programmés en 1ère année de doctorat peuvent être dispensés à distance".

HABITAT PROMOTIONNEL

ENPI : impérative accélération de la cadence de réalisation des projets d'habitat

Le Président-directeur général (P-DG) de l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI), Soufiane Hafedh, a mis l'accent, jeudi à Constantine, sur l'impérative accélération de la cadence de réalisation des projets de logement et de la coordination entre les divers services et directions de wilayas afin de livrer ces projets dans les meilleurs délais. A l'issue du programme de visites d'inspection, débuté mardi 25 août courant, dans les wilayas de Biskra, Batna et Guelma, M. Hafedh s'est rendu, jeudi, au site 380 unités LPP à Constantine, en compagnie du Directeur régional de l'ENPI, d'un Chef de service à la Direction d'Urbanisme et de Construction et de représentants de la Sonelgaz. Lors de cette sortie, le P-DG de l'ENPI a supervisé le lancement officiel des travaux d'aménagement extérieur, primaire et secondaire, du site, dont les travaux sont officiellement achevés, indique un communiqué publié sur la page Facebook de l'ENPI. A ce propos, M. Hafedh a souligné l'impératif de la coordination avec la Direction d'Urbanisme

et de Construction et les services de la Sonelgaz afin d'accélérer le rythme des travaux autant que possible pour livrer "officiellement et pour de vrai" le projet le plutôt possible. Dans la wilaya de Guelma, Hafedh s'était enquis d'un chantier LPP de 222 unités où il a chapeauté le lancement des travaux d'aménagement extérieur. M. Hafedh a donné, à cette occasion, de fermes instructions pour la coordination avec la Direction d'Urbanisme et de Construction, d'une part, et les services de la Sonelgaz, d'autre part, afin d'accélérer le raccordement des 102 logements totalement finis, précise le communiqué. A ce propos, il a fixé aux entreprises de réalisation un délai de 6 mois au maximum pour parachever les 120 logements, dont les travaux de réalisation sont à 65%. Le 25 août courant, le P-DG s'était rendu successivement à Biskra et à Batna. Dans la première wilaya, il inspecté le chantier LPP de 136 unités et où il est parvenu, en compagnie de la délégation l'accompagnant, à la solution définitive du problème de raccordement au réseau d'électricité et d'essai-

nissement, avec un engagement des responsables en charge des travaux de les finir dans un délai d'un mois..

Par la même occasion, l'ENPI a invité les souscripteurs à ce projet de se rapprocher des services commerciaux afin de régulariser leurs redevances en prévision de la remise des clés. Une fois à Batna, M. Hafedh a visité plusieurs chantiers dont celui de 400 logements où il a constaté le parachèvement de 328 unités. Sur un ton ferme, il a ordonné l'accélération de la cadence pour finaliser les 72 logements toujours en réalisation, dans un délai ne dépassant pas 3 mois à compter de la date de cette visite. Lors de sa visite d'inspection au site Parc à Forage 166 + 72 unités LPP, le P-DG de l'ENPI a mis l'accent sur le respect de la qualité, adressant un blâme au chef de projet et une mise en demeure à l'entrepreneur de pallier les défaillances et insuffisances relevées dans un délai de 3 mois. Il a décidé, à cet effet, de dépêcher une commission de suivi du projet de façon hebdomadaire.

PARTIS POLITIQUES

Le RND favorable à tout document constitutionnel "consensuel"

Le Secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni, a annoncé, jeudi à Alger, l'adhésion de son parti au processus d'édification de la nouvelle République et son soutien à tout document constitutionnel consensuel n'entamant pas les fondements du peuple algérien, faisant savoir que "le parti a mis fin à l'ère du soutien et n'apporte son appui qu'aux projets servant les intérêts du pays".

Présidant la cérémonie d'ouverture d'une conférence nationale de formation des chargés de communication électronique au niveau des bureaux de wilayas du parti, M. Zitouni a fait état de "l'adhésion de son parti au processus d'édification de la nouvelle République et de la transition démocratique tout en appelant à voter "Oui" sur tout document constitutionnel consensuel algérien n'affectant pas les fondements du

peuple".

Et d'ajouter: "Nous sommes d'accord avec 80% du contenu du document de l'avant-projet de révision de la Constitution et nous avons suggéré 63 propositions concernant certaines questions techniques examinées en toute responsabilité".

Soulignant, dans ce sens, que "le parti a mis fin à l'ère de soutien et n'apporte son appui qu'aux projets servant l'intérêt du pays", le SG du RND a déclaré "nous ne voulons pas que la Constitution serve les intérêts d'une personne donnée ou d'un quelconque mandat, mais nous aspirons à une Constitution consensuelle servant les intérêts du peuple et du pays", qualifiant "le référendum populaire de tournant décisif dans la vie de la République et l'édification d'un nouvel Etat avec des principes de développement, de modernité et de droits de

l'homme". Répondant à une question sur la phase post-référendum sur la Constitution et la dissolution des assemblées communales et de wilayas, M. Zitouni a relevé "l'adhésion de son parti, à l'instar des autres partis, à l'initiative de renouvellement des assemblées. Nous n'avons aucune crainte quant à cette démarche (...) nous ne sommes pas effrayés par le renouvellement et nous concurrencerons avec force".

Concernant la conférence de formation des chargés de communication électronique, le premier responsable du parti a fait savoir qu'elle s'inscrivait dans le cadre des rencontres lancées par le bureau national lors du dernier congrès suite à l'élection de la nouvelle direction afin de relancer le parti après avoir connu certains échecs et ce à travers structuration du parti, outre la récupération des compétences ay ant

participé à la création du parti et ce à travers l'installation de comités chargés de cette opération. Appelant, à cette occasion, les chargés de communication électronique à "faire preuve de vigilance permanente quant aux publications sur Facebook visant à démoréaliser le peuple algérien durant la phase de référendum sur la Constitution et d'adopter des débats politiques de haute qualité en évitant de se rabaisser à certains débats sur les réseaux sociaux, mais aussi recourir à un dialogue calme pour une Algérie plus sûre et plus stable loin de toute exploitation politique de ses fondements", le SG du RND a insisté sur l'importance du volet numérique et l'impératif pour le parti d'être une force de proposition de programmes de développement ainsi que des programmes économiques et politiques".

TIZI-OUZOU

Construction de deux thoniers de pêche en haute mer

La construction de deux thoniers pour la promotion de la pêche en haute mer a été lancée le mois de juin dernier au niveau du chantier naval de la Société Algeria Koréa marine service (SARL SAKOMAS) à Azffou, au Nord de Tizi-Ouzou, a indiqué mercredi son premier responsable, Nour El Islam Benaoudia.

Ce projet, le premier en Afrique pour ce genre d'embarcation de 30 à 34 mètres, s'inscrit, a-t-il souligné lors d'une réception organisée sur les chantiers de l'entreprise, "dans le cadre du plan économique quinquennal 2020-2025 visant la promotion de la pêche en haute mer afin d'optimiser l'exploitation des ressources halieutiques nationales." Pour pallier au manque de ressources halieutiques enregistré sur les côtes algériennes, il a été décidé de promouvoir la pêche en haute mer qui nécessite des embarcations d'une certaine dimension et avec certaines mesures et caractéristiques, "a-t-il expliqué, à ce propos. La société SAKOMAS, spécialisée dans la construction de bateaux de pêche, a-t-il assuré, "possède les espaces nécessaires au ni-

veau de son chantier, notamment, des hangars de 60 mètres de long et 20 de large, mais aussi l'expérience nécessaire pour la construction de ce genre d'embarcation dans le respect des normes de construction."

Le projet, mené avec une société espagnole avec laquelle un contrat de partenariat a été signé en décembre 2019, pourra générer jusqu'à 600 postes d'emploi, "ce qui n'est pas négligeable, en sus, des sommes réalisées, en millions d'euros, qu'il pourra préserver pour l'Algérie," a fait remarquer M. Benaoudia. S'agissant des deux bateaux de pêche de 14 mètres réalisés en fibre de verre et destinés à des clients mauritaniens dont la construction a été lancée en mars dernier, "ils sont finalisés à 90% et seront livrés aux clients dès la réouverture des



frontières terrestres," a indiqué M. Benaoudia.

Le responsable de la SARL SAKOMAS a indiqué également que d'autres commandes ont été adressées par des clients

mauritaniens, sénégalais et de Côte d'Ivoire à son entreprise qui a déjà produit une dizaine de bateaux de ce type "petit métier" depuis son lancement en 2015.

COMMUNE DE SABT (TIARET)

Les jeunes ambitionnent de créer des coopératives d'élevage cunicole

Les participants à une session de formation sur la cuniculture, clôturée jeudi, dans la commune de Sabt (wilaya de Tiaret) ont plaidé la création de coopératives cunicoles dans cette région, a-t-on appris d'un encadré de cette session. L'encadré Mohamed Mokrane Noad a souligné que les recommandations issues de cette session de formation au profit de 16 jeunes chômeurs de la commune de Sabt, s'inscrivent dans le cadre du programme de soutien au développement local durable et aux activités sociales dans le nord-ouest de l'Algérie financé dans le cadre d'un partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne. Ce programme porte, entre au-

tres, la création par des jeunes de coopératives d'élevage de lapins dans le but de préserver cette activité séculaire associée à la région et de la moderniser pour contribuer au développement local de la commune et générer des emplois. La même source a fait savoir que "la création de coopératives de jeunes versées dans la cuniculture en tant qu'activité non coûteuse et facile contribuera à fournir divers produits liés à cet élevage dont les viandes, le cuir, la fourrure et des résidus en tant que produits organiques actifs en compost agricole". Pour sa part, le représentant de l'instance locale de ce programme, Mohamed Yacine Nouri, a rappelé que cette

session de formation de cinq jours, a été organisée par l'agence de développement local (ADS) de la wilaya de Tiaret. Il a par ailleurs rappelé que des sessions de formation dans le domaine des plantes médicinales et aromatiques ont été également organisées auparavant.

Il est prévu aussi le lancement d'autres formations en apiculture au profit des jeunes de quatre communes de la wilaya. Il s'agit de Nadhora, Madna, Tagdamet et Sabt. Ces sessions de formation visent à créer et promouvoir des activités génératrices de revenus et d'emplois et à valoriser des produits locaux, soutenir et activer des mécanismes liés à ce domaine.

ALGER

Démantèlement d'une bande transfrontalière spécialisée dans le trafic de drogue dure et des psychotropes (Procureur de la République)

Les éléments de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé une bande spécialisée dans le trafic de drogue dure et de psychotropes qui activait dans le cadre d'une bande criminelle transfrontalière spécialisée dans le trafic de cocaïne et d'héroïne, a indiqué jeudi un communiqué du procureur de la République adjoint près le tribunal de Bab El Oued.

"Conformément aux dispositions de l'article 11, alinéa 3 du code de procédure pénale modifié et complété, les éléments de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont dé-

mantelé une bande spécialisée dans le trafic de drogue dure et de psychotropes qui activait dans le cadre d'une bande criminelle transfrontalière spécialisée dans le transport et le trafic de cocaïne et d'héroïne", a précisé la même source ajoutant que "cette bande est composée de 4 Algériens et 5 ressortissants étrangers de différentes nationalités (Mali, Niger et Bénin). Les éléments de sécurité ont saisi, lors de cette opération, "une quantité d'héroïne et de cocaïne et une grande quantité de produits utilisés dans la fabrication de

drogue dure outre la récupération de deux véhicules utilisés dans leurs activités criminelles et de l'argent en monnaie nationale et en devise", a ajouté la même source.

Le 19 août 2020, les mis en cause ont été déferés devant la Justice et une action publique a été mise en mouvement à leur encontre, par le juge d'instruction qui a ordonné la mise en détention provisoire de 7 individus et la mise sous contrôle judiciaire de 2 autres", a conclu le communiqué.

TISSEMSILT

La production de la laine en hausse (DSA)

La production de la laine dans la wilaya de Tissemsilt a connu, durant la saison agricole en cours, une augmentation de près de 7.000 quintaux par rapport à l'année écoulée dont la production avait atteint les 5.486 qx, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale des services agricoles.

Le service des statistiques agricoles a indiqué que cette hausse de la production est due à l'augmentation significative des têtes du cheptel, et celui du nombre d'éleveurs versés dans la production de la laine dans la région. La même source a noté un intérêt certain des éleveurs aux opérations de la tonte de la laine, en particulier dans les zones connues pour l'élevage de bétail, telles que Lâayoune, Khemisti, Tissemsilt, Bordj Emir Abdelkader, Ammari, Ouled Bessam et Lardjam. Au cours de cette campagne agricole, l'opération de tonte a touché plus de 342.555 têtes ovines.

Par ailleurs, l'activité de tonte du cheptel à Tissemsilt est confrontée à un manque de main-d'œuvre qualifiée, car elle est l'apanage d'éleveurs âgés et pratiquée de manière traditionnelle. La laine est collectée aux mois de mai et juin. Elle est destinée à la vente au niveau des marchés populaires de la région ou des wilayas avoisinantes, à l'instar du marché Hassi Fadoul (Djelfa), alors qu'une partie de cette matière est destinée aux entreprises publiques et privées activant dans le domaine des industries textiles.

La DSA, en coordination avec la Chambre agricole, a initié au début de la campagne agricole en cours des actions de sensibilisation ciblant plus de 100 exploitations d'élevage du bétail, au cours desquelles leurs propriétaires ont été invités à recourir aux équipements modernes dans l'opération de tonte de la laine afin d'augmenter la production de cette matière.

EL TARF

Sensibilisation contre le coronavirus et le respect du code de la route

Une campagne de sensibilisation inhérente au respect des gestes barrières de lutte contre le coronavirus et le code de la route ciblant les estivants et usagers de la route affluant vers la wilaya d'El Tarf a été lancée jeudi à l'initiative de la sûreté de wilaya. Des barrages ont été dressés, à cet effet, à l'entrée des villes d'El Tarf, El Kala et d'El Chatt ainsi qu'à travers les différents accès des plages où une affluence impressionnante des visiteurs est enregistrée depuis une semaine, a indiqué le chargé de la communication de ce corps constitué. Les conseils donnés par les agents de la police, accompagnés des éléments de la protection civile et de représentants de la société civile, ont trouvé, a-t-on souligné, un écho favorable chez les estivants qui semblaient "conscients" des risques qu'ils encourent en cas de non suivi des mesures de prévention, principalement la distanciation physique et le port de masque de protection, a détaillé le commissaire principal Mohamed Karim Labidi. Les usagers de la route ont été également sensibilisés au respect du code de la route par des policiers qui ont, aux côtés des services de la gendarmerie et du mouvement associatif local, renforcé leur présence sur les routes, avec la rouverture de neuf (09) plages dans cette wilaya frontalière qui a accueilli, le week-end dernier, 464.000 estivants venus de divers horizons, a-t-on affirmé. Même si la plupart des citoyens adoptent aujourd'hui un comportement plus responsable en veillant à porter leurs masques de protection et en observant davantage le réflexe de la distanciation physique, la sensibilisation reste indispensable du moment que le rush observé ces derniers jours fait baisser, par moment, la vigilance à certains estivants, a-t-on indiqué. Aussi, les éléments de la protection civile ont invité les visiteurs à demeurer vigilants et à ne pas fréquenter les plages non surveillées, rappelant que cinq (5) victimes, noyées dans des plages non surveillées, sont à déplorer depuis le début de l'été. Les mêmes services ont relevé que le week-end dernier, 119 baigneurs ont été épargnés d'une mort certaine, 35 autres secourus sur place et 14 autres ont dû être transférés au service des urgences pour une prise en charge médicale. Nombreux sont les baigneurs sensibilisés au niveau de la corniche de la plage El Mordjane ou à la grande plage, relevant de la daïra d'El Kala, à faire part de leur satisfaction quant aux moyens de prévention mis à leur disposition, notamment la réservation de lieux pour un ramassage plus sécurisé des bavettes et masques de protection utilisés. Ces campagnes de sensibilisation se poursuivront pour cibler l'ensemble des points jugés "à risque" pour les estivants et visiteurs de cette wilaya dans l'extrême Nord-est du pays, a relevé le commissaire principal Labidi.

NÂAMA

290 millions DA pour l'aménagement de quartiers endommagés par les crues

Une enveloppe de 290 millions DA a été allouée pour l'aménagement des quartiers de la commune de Tiout endommagés par les crues survenues en juin dernier, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction des ressources en eau de la wilaya de Nâama. Ce montant sera consacré à la réalisation d'un mur pour protéger des crues la partie en aval de Sidi Lekbir, limitrophe de l'Oued, le vieux Ksar ainsi que le réaménagement du réseau d'assainissement et de drainage des eaux pluviales des quartiers affectés par la crue, a-t-on signalé. Les travaux seront lancés prochainement après l'achèvement des démarches techniques et administratives, a indiqué la même source. Ils consistent aussi à poser de nouvelles canalisations pour l'évacuation des eaux usées et pluviales hors de la zone inondée vers l'embouchure principale de la commune, a-t-on précisé. Cette opération sera suivie, dans le cadre de programmes futurs de la direction locale des ressources en eau, par d'autres projets visant le renouvellement et le renforcement total du réseau de transfert d'eaux usées et de drainage des eaux pluviales dans cette commune et régler définitivement le problème des crues qui menacent la région et ses terres agricoles.

ENTREPRISES-BANQUE ISLAMIQUE

La Finance islamique appuiera les micro-entreprises à partir du 1^{er} novembre

Le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des micro-entreprises, Nassim Diafat a annoncé, jeudi depuis Boumerdès, le recours à la finance islamique pour la promotion des micro-entreprises à compter du 1^{er} novembre.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail et d'inspection à Boumerdès, M. Diafat a indiqué que "le recours à la finance islamique au profit des micro-entreprises et autres entreprises bénéficiaires du soutien des dispositifs de l'Etat, une première dans notre pays, interviendra à compter du 1^{er} novembre".

Ce nouveau type de transaction financière, poursuit le ministre délégué, "facilitera la réalisation de l'objectif du Gouvernement de créer un million de micro-entreprises durant les 4 prochaines années".

En réponse aux questions des journalistes, M. Diafat a assuré que "les jeunes ayant bénéficié de crédits et d'aides financières dans le cadre de l'ANSEJ et n'ayant pas encore remboursé leurs dettes, ne seront pas emprisonnés".

Afin de faciliter le remboursement des dettes des jeunes ayant vendu leur matériel, "ces derniers bénéficieront d'un rééchelonnement sur une période de 15 ans", a-t-il ajouté.

Pour les jeunes concernés par l'effacement ou l'exemption totale ou partielle de l'obligation de remboursement auprès l'ANSEJ, le ministre délégué a cité les cas des jeunes décédés ou ceux dont les entreprises ont été impactées par des catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre et les inondations.

L'effacement des dettes concerne également les personnes victimes d'un handicap moteur ou mental les empêchant de poursuivre leurs activités, ainsi que les jeunes dont le matériel a été saisi par les banques et qui sont restés redevables à l'ANSEJ à hauteur de 30%, ou encore ceux dont le matériel souffre d'usure et nécessité rénovation.

L'ANSEJ connaîtra un changement radical dans ses volets organisationnels en y associant les représentants des associations dans son conseil d'orientation et l'adoption d'une nouvelle approche économique "permettant aux jeunes bénéficiaires du dispositif ANSEM d'élargir leurs activités au niveau de l'ANSEJ, a affirmé M. Diafat.

Par ailleurs, le ministre a annoncé la tenue prochaine de rencontres périodiques à raison de trois réunions par mois au niveau du siège de l'ANSEJ regroupant les responsables de l'Agence et les jeunes investisseurs et porteurs de projets pour écouter les préoccupations et œuvrer à résoudre les différents problèmes.

Lors de sa rencontre avec les propriétaires des micro-entreprises et les représentants du mouvement associatif au siège de la wilaya, le ministre délégué a insisté sur l'importance d'"asseoir des bases solides en comptant sur les micro-entreprises, noyau de l'économie renouée selon une approche économique".

Et d'appeler les jeunes entrepreneurs à la nécessité de s'organiser sous forme de consortium pour concurrencer les autres entreprises et répondre aux mesures et conditions et des cahiers de charge relatifs aux marchés publics. La première halte du ministre délégué était au chef-lieu de la wilaya de Boumerdès où il s'est enquis des conditions du travail aux sièges de l'ANSEJ et le fonds de garantie des crédits et nombre de micro-entreprises ayant bénéficié de ce dispositif. Après avoir présidé une réunion avec les jeunes entrepreneurs bénéficiaires des différents dispositifs d'aide de l'Etat ainsi que les représentants du mouvement associatif à la wilaya pour écouter leurs préoccupations, le ministre délégué a inspecté plusieurs projets au niveau des deux zones d'ombre à savoir, les villages de "Bousmail" à la commune (Est) et de "Touzaline" à la commune de Béni Amrane.

AGRICULTURE

La création de l'Office de développement de l'agriculture industrielle dans le Sud en projet

Le gouvernement a endossé un projet de décret exécutif portant création de l'Office de développement de l'agriculture industrielle dans le Sud et l'extrême Sud du pays, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Ce projet de décret exécutif a été endossé mercredi, lors d'une réunion du gouvernement, tenue par visioconférence, présidée par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, et consacrée aux secteurs des finances, l'agriculture et du développement rural, le commerce, et les ressources en eau, souligne la même source.

Le texte constitue "un instrument de mise en œuvre de la politique nationale de promotion et de développement de l'agriculture industrielle stratégique dans le Sud et l'extrême Sud du pays", souligne le communiqué. A ce titre, le projet de décret "assure la promotion des investissements agricoles et agro-industriels et accompagne les porteurs de projets dans les différentes phases de



la réalisation de l'investissement". Le gouvernement a également entendu un exposé du ministre de l'Agriculture et du développement rural relatif au programme de développement

des filières agricoles stratégiques dans le Sud et dans l'extrême Sud du pays (notamment les oléagineux, le maïs, les produits sucriers). La communication présentée par le

ministre de l'Agriculture a porté sur la mise en œuvre d'un programme prioritaire pour le développement des filières stratégiques dans le Sud du pays : la culture du maïs, de la betterave sucrière et des cultures oléagineuses.

Le foncier disponible dans l'immédiat à mettre à la disposition des investisseurs pour le lancement des projets structurants est de 100.000 ha dont 50.000 ha à Adrar, 30.000 ha à Ghardaïa et 20.000 ha à Ouargla, selon le communiqué.

"La priorité sera donnée aux cultures ayant un impact prépondérant sur la substitution des importations et partant sur la réduction de nos dépenses en devises", poursuit la même source.

FINANCES

Maintien de la bonification du taux d'intérêt aux entreprises et particuliers

Le gouvernement a endossé un projet de décret exécutif permettant le maintien, à titre exceptionnel, de la bonification du taux d'intérêt des crédits accordés par les banques et établissements financiers en faveur des entreprises et particuliers en difficulté à cause de la pandémie du coronavirus (Covid-19), indique jeudi un communiqué des services du Premier ministre.

Ce projet de décret a été endossé mercredi, lors d'une réunion du gouvernement, par visioconférence, présidée par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, et consacrée aux secteurs des finances, l'agriculture et du développement rural, le commerce, et les ressources en eau, souligne la même source.

"Le gouvernement a entendu une com-

munication du ministre des Finances relative à un projet de décret exécutif fixant les modalités du maintien, à titre exceptionnel, par le Trésor public, de la bonification du taux d'intérêt des crédits accordés par les banques et établissements financiers en faveur des entreprises et particuliers en difficulté à cause de la pandémie du coronavirus (Covid-19)", explique le document.

"Ce projet de décret s'inscrit dans le cadre des mesures d'ordre financier prises par les pouvoirs publics pour alléger les répercussions de la pandémie du coronavirus (COVID-19) sur les opérateurs économiques et les ménages, à travers la mise en place de conditions nécessaires à la poursuite de l'activité économique ainsi que l'accompagnement et le soutien des détenteurs de crédits octroyés par les banques et

les établissements financiers", ajoute la même source.

Le gouvernement a également entendu une communication du ministre des Finances relative à un projet de décret présidentiel fixant les mesures particulières adaptées aux procédures de passation des marchés publics dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la propagation de l'épidémie de coronavirus.

Ce projet de décret présidentiel vise à prendre en charge les contraintes d'ordre réglementaire rencontrées par les ordonnateurs dans la mise en œuvre des mesures exceptionnelles et urgentes qui ont été prises dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la propagation de l'épidémie du coronavirus, ajoute le communiqué.

FINANCE ISLAMIQUE

La BNA est disponible pour satisfaire toutes les demandes de ses clients

La Banque nationale d'Algérie (BNA) à travers toutes ses agences "est disponible pour satisfaire toutes les demandes de ses clients souhaitant bénéficier des services de la finance islamique", a indiqué jeudi le secrétaire général de cet établissement financier, Samir Tamrabet.

"La BNA a œuvré à mobiliser les moyens nécessaires à la réussite de son nouveau service, de finance islamique, notamment la mise en place d'un système informatisé de gestion, un réseau "intranet" reliant toutes les directions et agences régionales", a précisé le même responsable dans une déclaration à l'APS, en marge du lancement de ce service bancaire à l'agence 816 de la BNA 816 à Guelma.

Il a fait savoir que "trois cadres de chaque agence BNA, chargés de la finance islamique, ont été formés sur les mécanismes et techniques de ce produit, et l'accueil des clients et la présentation des informations nécessaires sur cette activité", soulignant que les produits proposés permettent d'acquiescer logement, véhi-

cule ainsi que le financement d'investissements.

"Le système d'informatique spéciale, mis à la disposition des potentiels clients, permet à ceux désireux de contracter un crédit dans le cadre de la finance islamique de faire une simulation par internet, et connaître les possibilités et les méthodes de paiement", a révélé le responsable.

Il a ajouté que le délai d'études des dossiers oscille entre 48 heures et 15 jours "dans le cas des demandes qui nécessitent un accord de la direction générale".

Une simulation a été faite à l'occasion pour un demandeur, âgé de 40 ans avec un revenu mensuel de 80 000 DA désirant acquiescer un logement estimé à 8 millions de dinars.

Selon les dispositions de la finance islamique, la mensualité de remboursement du crédit est fixée à 35.000 DA par mois pendant 40 ans.

Le SG de la BNA a déclaré que la finance islamique vise aussi à encourager les clients à l'épargne mettant en avant l'importance de ce procédé pour le client, la banque et

l'économie. Il a ajouté que la BNA met à la disposition des citoyens d'autres produits dans le domaine des dépôts à partir de compte courant, chèques et le financement, conformément aux principes de la charia islamique et les exigences professionnelles des clients. L'agence 813 de Guelma est la 20^{ème} agence qui a officielle-

ment lancé la finance islamique, sur un total de 30 agences qui devront proposer ce nouveau service de la BNA prévu "avant la fin du mois de septembre prochain". La généralisation de la finance islamique à travers les agences de la BNA à l'échelle nationale est prévue "avant la fin de l'année", a conclu la même source.

AGRICULTURE

M. Boulafrakh désigné directeur général intérimaire de l'ONILEV

M. Azzedine Boulafrakh a été désigné directeur général par intérim de l'Office national interprofessionnel mixte des légumes et des viandes (ONILEV), en remplacement de Karim Halou, a indiqué le ministère de l'Agriculture et du développement rural dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook. Créé en 2009, l'office a pour principal rôle de contrôler la production agricole sur le marché pour assurer la sécurité alimentaire du pays tout en protégeant le pouvoir d'achat des citoyens, à travers la constitution des stocks de produits alimentaires de large consommation. L'office qui travaille en collaboration avec les opérateurs publics et privés oeuvre également à organiser les filières à travers des conseils interprofessionnels tels le conseil interprofessionnel de la pomme de terre et celui de la viande blanche.

PÉTROLE

Le prix moyen du panier de l'Opep à près de 46 dollars le baril

Le prix du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est affiché à 45,81 dollars jeudi, contre 46,05 la veille, selon les données de l'Organisation pétrolière publiées vendredi sur son site web.

Le panier de référence de l'Opep constitué de 13 pétroles bruts, dont le Sahara Blend algérien, a ainsi enregistré une baisse de 24 cents. Le Brent brut de référence de la mer du Nord, côté sur le marché de Londres, sur lequel est établi le Sahara Blend algérien, avait fini la séance de jeudi à 45,09. Au cours de leur réunion mensuelle de suivi de l'accord Opep et non-Opep, tenue en visioconférence le 15 juillet dernier, les ministres des pays membres de l'Organisation et leurs alliés ont particulièrement insisté sur l'importance du strict respect



de leurs engagements conclus en avril dernier pour soutenir les prix de l'or noir en chute libre depuis la crise sanitaire du Covid 19. L'accord portant une baisse massive de leur production s'étalant sur deux ans. L'entrée en vigueur de l'accord d'avril et la reprise progressive de la demande sur le marché mondial, ont permis une amélioration relative des prix.

En ce début de mois d'août, les pays signataires de l'accord ont entamé la troisième phase de la réduction portant une baisse de 77 millions de dollars.

FRANCE

Davantage de faillites à attendre dans les mois qui viennent

Il faut s'attendre à davantage de faillites "dans les mois qui viennent", a prévenu samedi le ministre de l'Économie français, Bruno Le Maire, tout en assurant que le gouvernement ferait "plus que tout" pour trouver des solutions pour les entreprises en difficulté.

"Est-ce qu'il y aura plus de faillites dans les mois qui viennent qu'il y en a d'ordinaire? Oui. D'habitude, il y a 50.000 faillites en moyenne par an, il y en aura sans doute plus dans les mois qui viennent", a anticipé le ministre de l'Économie sur France Inter. M. Le Maire a toutefois assuré que le gouvernement ferait "plus que tout" pour "éviter ces faillites et trouver des solutions", citant notamment l'enseigne de prêt-à-porter féminin Camaïeu, placée en redressement judiciaire fin mai et qui a été reprise mi-août par le fonds d'investissement la Financière immobilière bordelaise. M. Le Maire a également évoqué le cas du verrier Arc International, situé dans le Pas-de-Calais, assurant que l'État pourrait de nouveau venir à son aide. Fin avril, l'État avait déjà accordé un prêt de 31 millions d'euros à ce groupe spécialisé dans les arts de la table, qui est en difficulté depuis des années. "Ils ont besoin d'argent frais? On a mis 30 millions d'euros. Ils vont avoir besoin de plus d'argent probablement? Eh bien nous mettrons plus d'argent", a soutenu M. Le Maire. Plus généralement, "on va faire le maximum pour sauver tout le monde. Je ne dis pas que l'on aura des résultats qui nous permettront d'éviter toutes les faillites", a reconnu le ministre.

MENA

La reprise économique sera plus difficile si l'épidémie de coronavirus s'aggrave dans la région

Une escalade de l'épidémie de virus dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA) au cours des semaines et des mois à venir entraînerait un resserrement des restrictions, conduisant à des défis encore plus grands que prévu pour la reprise économique, selon un rapport de Capital Economics.

La société indépendante de recherche économique, basée à Londres, a noté dans sa nouvelle évaluation de l'état du COVID-19 que la crise pourrait à terme laisser des séquelles économiques très profondes.

"Des données récentes ont déjà montré que le chômage en Égypte a augmenté, et une enquête de la Chambre de commerce de Dubaï a montré que plus de 75% des entreprises de voyages et de tourisme pourraient fermer leurs portes d'ici la fin de l'année", notent les auteurs du rapport.

Le Golfe avait été l'épicentre de l'épidémie de coronavirus dans la région ayant représenté environ 80% des nouveaux cas entre avril et

mi-juillet, ont-ils fait observer. La réponse rapide des autorités qui ont imposé des verrouillages stricts ainsi que des tests à grande échelle ont permis une réduction du nombre de nouveaux cas quotidiens depuis le début du mois de juillet, note le rapport, affirmant cependant que les cas aux Emirats arabes unis (EAU) ont commencé à augmenter ces dernières semaines pour atteindre leurs niveaux les plus élevés depuis la mi-juillet. "Les autorités ont déjà prévenu que si les choses continuent de se détériorer, elles pourraient réimposer le couvre-feu national et les programmes de stérilisation". Selon James Swanston, économiste spécialisé de la région MENA chez Capital Economics, "Dubaï est l'économie la plus vulnérable de la région aux mesures de distanciation sociale, aux interdictions de voyager et aux verrouillages, prévenant qu'il y a un risque réel que la crise déclenche de nouveaux problèmes d'endettement dans l'émirat. Quant à l'Égypte, où l'on

craignait que l'assouplissement du verrouillage soit intervenu trop tôt, elle enregistre une augmentation de nouveaux cas quotidiens à la fin mai et au début juin.

"Depuis, le nombre de nouveaux cas quotidiens est passé d'une moyenne de près de 1500 à moins de 200". Pour leur part, le Maroc, la Tunisie, la Jordanie et le Liban ont vu le virus se propager rapidement ces dernières semaines. "Ces économies sont les plus vulnérables de la région à un nouveau resserrement des mesures d'endiguement, et les repri ses pourraient s'avérer encore plus faibles que ce que nous prévoyons actuellement", a déclaré le même économiste.

"Au Liban, les blessures et les décès à grande échelle résultant de l'explosion de Beyrouth au port au début du mois ont mis à rude épreuve un système de santé déjà sollicité, incitant les autorités à imposer un verrouillage partiel et des couvre-feux nocturnes", a-t-il ajouté.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT - ASSEMBLÉES

M. Benabderrahmane appelle au renforcement des capacités de la BAD

Le ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a appelé, lors de sa participation, par visio-conférence, aux assemblées annuelles du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), tenues les 26 et 27 août, au renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles de la Banque.

Le ministre, qui intervenait en tant que Gouverneur de l'Algérie auprès de cette institution régionale, s'est félicité, lors de son intervention au titre du dialogue des gouverneurs, des "efforts louables de la BAD en direction de l'Afrique" en réitérant "le soutien de l'Algérie à cette institution, comme acteur clé pour le développement du continent africain", indique un communiqué du ministère.

Il a, dans ce cadre, mis l'accent sur "l'importance du renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles de la BAD et ce, dans le but d'accroître sa résilience et sa capacité d'absorption des flux financiers actuels et futurs et de les canaliser de façon optimale pour assu-

rer un financement orienté vers les projets structurants et d'intégration régionale".

Sur un autre plan, le ministre a indiqué que la question du genre devrait occuper une place centrale dans la stratégie de développement de la BAD. Il a ainsi appelé la Banque à déployer plus d'efforts pour une meilleure représentation des femmes, notamment au niveau de la haute direction de cette institution. Le ministre a clôturé son intervention, en insistant sur la nécessité de la mise à niveau de la Charte d'éthique au niveau de la BAD et qui doit être appliquée de façon rigoureuse, poursuit le communiqué.

L'ouverture officielle des assises annuelles de la BAD de 2020 a été assurée par M.

Alassane Ouattara, président de la République de Côte d'Ivoire, pays assurant actuellement la présidence du Conseil des Gouverneurs du Groupe de la Banque.

Le thème retenu pour ces assises est "mieux reconstruire l'Afrique après la pandémie de COVID-19". Au titre de ces

assemblées annuelles, le ministre des Finances a participé aux différentes sessions des Conseils des Gouverneurs, dont la première a été consacrée à l'examen des activités du Groupe de la BAD ainsi qu'à l'adoption des rapports annuels des activités financières, informe le communiqué. La deuxième session des Conseils des Gouverneurs à laquelle a pris part M. Benabderrahmane a été consacrée au dialogue du Président de la BAD avec les Gouverneurs.

Cette réunion a offert une occasion pour l'ensemble des Gouverneurs de la BAD d'échanger avec le président et la Haute direction de cette institution sur les progrès réalisés par la Banque dans le cadre de la mise en œuvre du programme de réformes prioritaires, mis en place au titre de la 7ème augmentation générale de Capital, adoptée en octobre 2019.

Lors du dialogue des Gouverneurs avec le président de la BAD, qui s'est inscrit dans le contexte de la pandémie mondiale de COVID-19, les échanges ont notamment

porté sur les voies et moyens pour maximiser l'impact opérationnel des interventions de la Banque sur le continent, renforcer les capacités institutionnelles de cette institution et assurer sa viabilité financière à long terme.

Les assemblées annuelles de 2020 ont été marquées par l'organisation de l'élection du président de la BAD. A ce titre, M. Benabderrahmane a été désigné par le Conseil des Gouverneurs, comme l'un des trois gouverneurs scrutateurs de cette élection, aux côtés de ceux de l'Afrique du Sud et de l'Allemagne.

Dans ce cadre, M. le ministre a eu pour mission de garantir que le processus de vote se déroule conformément au Règlement régissant l'élection du président de la Banque. A l'issue de cette élection, le Dr. Akinwumi A. Adesina, l'actuel président de la BAD, de nationalité nigériane, et seul candidat proposé, a été élu à l'unanimité et a été ainsi reconduit à la tête de cette institution pour un deuxième mandat de 5 ans, précise la même source.

Akinwumi Adesina réélu président de la BAD

Le Nigérian Akinwumi Adesina a été réélu jeudi pour cinq ans, président de la Banque africaine de développement (BAD). En tant que président nouvellement réélu, le Dr Adesina, ancien ministre nigérian de l'Agriculture, débutera son nouveau mandat (de 5 ans) le 1er septembre 2020. "Je suis ravi que le Conseil des gouverneurs ait réélu M. Adesina (...). En tant qu'actionnaires, nous soutenons fermement la Banque et apporterons à M. Adesina tout le soutien nécessaire pour poursuivre et mettre en œuvre sa vision convaincante pour la Banque au cours des cinq prochaines années", a déclaré la présidente du Conseil des gouverneurs de la Banque, Niala Kaba, ministre ivoirienne du Plan et du Développement.

"18 millions de personnes supplémentaires ont désormais accès à l'électricité. 141 millions ont bénéficié de

technologies agricoles plus avancées favorisant la sécurité alimentaire. 15 millions ont eu accès à un financement.

101 millions ont désormais accès à des transports améliorés. Et 30 millions ont reçu un accès à l'eau et à l'assainissement", a assuré mercredi M. Adesina, faisant le bilan de son premier mandat.

Il est aussi revenu sur la pandémie de Covid-19, alors que la BAD a mis en place en avril un fonds de 10 milliards de dollars pour aider les pays africains à y faire face.

"A cause de la pandémie, l'Afrique a perdu plus d'une décennie des gains réalisés en matière de croissance économique.

La reprise sera longue et difficile pour l'Afrique", a-t-il prévenu.

"L'Afrique a besoin d'une BAD forte et stable pour la

soutenir tout au long de cette pandémie et pour permettre à ses économies de rebondir afin d'offrir à ses populations une vie et des moyens de subsistance meilleurs et plus sains", a-t-il estimé.

Le Fonds monétaire international (FMI) avait évoqué fin juin une récession de 3,2% cette année pour l'Afrique subsaharienne, et une baisse des revenus des habitants à leurs niveaux de 2010.

La BAD, une des cinq principales banques multilatérales de développement au monde, a été créée en 1964.

Elle compte 80 pays actionnaires (54 pays africains et 26 non africains, d'Europe, d'Amérique et d'Asie).

Elle est la seule institution africaine cotée triple A par les agences de notation financière.

FORÊTS - INCENDIES Tizi-Ouzou/projets de Harouza : La conservation des forêts dénonce "des centres d'intérêts" derrière les incendies

Le projet de forêt récréative de Harouza, surplombant la ville de Tizi-Ouzou, "dérange des centres d'intérêts" convoitant l'assiette foncière et qui sont derrière les deux incendies ayant ravagé cette forêt, a indiqué jeudi un responsable de la conservation locale des forêts.

"Ce projet dérange des centres d'intérêts, notamment, ceux qui veulent s'accaparer de l'assiette foncière pour y ériger des promotions immobilières et autres villas", lit-on sur la page officielle de la conservation sur les réseaux sociaux.

Contacté par l'APS, le conservateur local des forêts, Youcef Ould Mohand, a indiqué que "plusieurs faits concordent vers la qualification de ces incendies, qui ont ravagé précisément l'assiette devant servir à ce projet de forêt récréative, de criminels." Le projet, a-t-il rappelé, "a suscité une forte opposition dès le début de la part de ceux qui veulent faire capoter le projet et s'accaparer cette assiette sur laquelle ils avaient installé des décharges sauvages, des parkings payants et même érigé plusieurs constructions illicites."

Une plainte a été déposée contre X suite au premier incendie qui avait ravagé 14 hectares la semaine écoulée et une autre le sera incessamment après évaluation des dégâts occasionnés par le second incendie qui s'est déclaré mercredi, a-t-il dit. "Nos équipes sont sur le terrain pour évaluer les dégâts et préparer un dossier pour le dépôt d'une plainte," a-t-il souligné.

L'ouverture partielle de ce projet de forêt récréative à Harouza, véritable poumon écologique de la ville des genêts, lancé en 2013 et qui devait être réalisé sur une superficie globale de 66 hectares, était prévue pour cet été avant d'être reportée pour cause de la crise sanitaire de Covid-19 sévissant dans le monde entier.

Plusieurs équipements ont été installés, des sanitaires, bâches à eau, l'électricité, ainsi que les travaux d'assainissement et l'ouverture de plusieurs pistes pour les randonnées ont été réalisés," a, en outre, souligné M. Ould Mohand qui a déploré ces incendies qui "vont reporter encore son ouverture."

SOUK AHRAS

Le patrimoine forestier, une source de richesse et un facteur d'attractivité des investissements de loisirs

Le patrimoine forestier de la wilaya de Souk Ahras est, du fait de sa richesse et de la diversité de ses essences d'arbres adaptées au climat de la région, une source de richesse non négligeable et s'impose comme un élément-clé pour booster les investissements de loisirs et encourager les populations riveraines à s'établir durablement dans leurs régions d'origine.

Peuplées de plusieurs espèces telles que le pin d'Alep, le chêne-liège et le cyprès pour ne citer que celles-ci, les forêts de la wilaya de Souk Ahras sont également traversées par de nombreux cours dont l'Oued Charef et, surtout, l'Oued Ain Dalia qui alimentent le barrage éponyme, d'une capacité de stockage de 82 millions de m3.

Selon le conservateur des forêts de Souk Ahras, Baroudi Belhouel, ce patrimoine forestier est riche de 43.625 hectares de pins d'Alep, 23.431 ha de chêne vert et de chêne-liège, tandis que le reste des surfaces forestières (21.878 ha) est constitué de cyprès, d'eucalyptus et de broussailles.

Ce précieux réservoir de biodiversité confère, notamment à la partie septentrionale de la wilaya, une beauté magique avec ses majestueux pins d'Alep, ses variétés multiples de chênes et ses bruyères.

Néanmoins, plus l'on avance vers le Sud plus le couvert végétal se dégrade et devient épars.

Certaines plantes y prolifèrent toute-

GHARDAIA

Achoura une fête célébrée cette année dans un contexte inédit

Les familles Ghardaouies célèbrent cette année la fête de "Achoura" dans une atmosphère morose, liée à la pandémie de Covid-19 et ses implications, induisant un contexte inédit marqué par un changement des habitudes ancestrales qui accompagnent cet événement.

Cette fête à portée religieuse, qui favorise l'échange de visites entre proches et voisins dans une ambiance de détente, de convivialité et de générosité envers les nécessiteux et les orphelins, est assombrie cette année par les mesures et les règles de prévention visant à endiguer la pandémie de coronavirus, notamment le port obligatoire de bavette et la distanciation sociale.

Les instances religieuses ont exhorté la population à respecter les mesures et protocoles visant à endiguer la pandémie, notamment dans les mosquées ainsi que l'interdiction des rassemblements et des rencontres familiales.

Habituellement vécu par la population dans les pures traditions ancestrales qui renforcent la cohésion sociale dans la solidarité et le partage et la générosité, la population Ghardaouie dans toute sa diversité sociologique accueille cette fois-ci la fête d'Achoura dans une ambiance bouleversée.

Les habitudes des habitants pendant cette fête très prisée par les enfants ont presque radicalement changé, notamment avec l'interdiction des rassemblements et les défilés des enfants entonnant "abiyanou", un chant déclamé par la circonstance.

Malgré l'impact de la pandémie du coronavirus qui a affecté le mode de vie, les habitants du M'zab expriment, de différentes manières, durant cet événement, leur attachement aux



traditions authentiques léguées par les ancêtres en rapport avec cette fête de Achoura.

Des plats traditionnels locaux dont les recettes se transmettent de mère en fille depuis des générations ne sont plus proposés à la dégustation entre voisins ou famille.

Pour célébrer "Achoura" les familles Ghardaouies ont recourus à des recettes ancestrales jalousement préservées et transmises oralement pour préparer des plats typiquement traditionnels dénommés "Ouchou Tini" (en variante locale de tamazight), un met à base de couscous et de viande séchées et salées du mouton de l'Aid El-Adha, ainsi que "Ibaoun" (fèves), a expliqué Ammi Bakir du Ksar de Melika.

Dès la rituelle immolation du mouton de l'Aid, la ménagère récupère une partie de viande qu'elle sale abondamment et sèche à l'air libre, avant de la conserver dans un

endroit propre durant plusieurs semaines, a-t-il ajouté.

La veille d'Achoura, de nombreuses ménagères Ghardaouies s'appliquent à préparer ce couscous, avec une sauce rouge onctueuse composée de la viande séchée, d'une variété de légumes frais, de pois chiches, de piment, d'épices et autres petites herbes potagères ainsi qu'un jus de dattes donnant pour le plaisir du palais un goût succulent à ce plat.

Ce met est dégusté ensuite dans un grand plat en présence de tous les parents et grands-parents, dans une ambiance conviviale, a-t-il fait savoir.

Traditionnellement, un plat très prisé dans la région dénommé Foul (fèves sèches) en tamazight "Ibaoun" est également préparé à cette occasion.

"El-Foul" ou "Ibaoun", ce plat du terroir, incontournable à Achoura, se prépare dès la veille par la ménagère qui

trempa dans de l'eau douce de la palmeraie de Ghardaia des fèves sèches durant plusieurs heures avant de les faire bouillir à petit feu toute la nuit.

Décortiqué et assaisonné avec du sel, du cumin et de l'huile d'olive, ce plat se déguste dans la matinée et est distribué aux voisins et passants par les enfants en chantant une chanson célèbre dénommée "Aba Nouh".

Par ailleurs, un mélange de confiseries, friandises et autres fruits secs tels amandes, cacahouètes et noisettes est également distribué aux enfants.

Perçue comme une fête de l'enfance, la tradition veut que la veille d'Achoura, les femmes mettent à leurs enfants du "khôl" (poudre d'antimoine que l'on met sur le contour des yeux afin de les mettre en valeur).

Achoura est pour les familles Ghardaouies à la fois une fête sacrée portant de fortes significations religieuses et une occasion de perpétuer des traditions et des coutumes ancestrales propres à chaque couche sociale.

Parmi ses traditions pour accueillir cette fête de Achoura, il y a lieu de citer les opérations de nettoyage et d'embellissement des cimetières dans les différents Ksour du M'zab, suspendues cette année suite à la situation sanitaire.

Cette fête est également une occasion d'accomplir davantage de bonnes actions religieuses, tels le jeûne et l'acquiescement de la Zakat.

sur une superficie de cinq hectares pour chaque projet", affirme le même responsable.

Il a par ailleurs fait savoir que ces projets devraient donner lieu à la création d'espaces de repos, de kiosques en bois, d'aires de jeux pour enfants, en plus de deux pépinières et deux lieux d'élevage dans les mechtas de Souda et Gassât El Cheikh dans la commune de Sidi Fredj d'une superficie totale de 56 hectares.

Evoquant l'investissement dans le domaine de la production forestière aromatiques et médicinales, ce responsable révèle que plus de 8075 quintaux de romarin ont été vendus à des opérateurs économiques en vue d'être distillés et exportés vers des pays européens pour être utilisés par les industries pharmaceutiques et cosmétiques.

Pour sa part, le directeur par intérim du tourisme et de l'artisanat, Azzedine Selama, a affirmé que la réalisation des quatre parcs d'attractions à Souk Ahras, Taoura et Sedrata, ayant récemment reçu l'approbation de la commission de wilaya chargée de l'investissement, va donner "un coup de fouet" au tourisme vert dans la région pour le grand bonheur des familles Soukahrassies en quête de moments de détente et de repos loin du brouhaha urbain.

Pour de nombreux connaisseurs, la zone frontalière d'Ain al-Zana (située à 40

km du chef-lieu de wilaya) regorge d'énormes potentialités en matière d'écotourisme avec, notamment, la région encore vierge dite "El Ma Lahmer" qui dispose de tous les attributs pour abriter un complexe de sport de haut niveau.

El Machrouha, la sempervirente qui ne connaît point de sécheresse

A 20 km au nord de Souk Ahras, le site de Machrouha est à 1.200 m du niveau de la mer. Le mercure y est souvent timide, le visiteur se doit d'être chaudement habillé pour espérer profiter pleinement du paysage offert par une nature verdoyante qui vous convie allègrement au dépaysement à chacun de ses murmures.

C'est dans cette région que la base de l'Est avait établi son poste de commandement durant la glorieuse Révolution, à Dechret el Mazraâ, rappellent les services de la wilaya.

La région abrite encore de nombreux sites naturels restés pratiquement vierges.

La création d'un parc animalier doublé d'un parc de loisirs reste très attendue par toute la région, en l'occurrence dans la zone d'extension touristique de Lemghassel qui, de surcroît, se languit d'investissements pour la création d'infrastructures de santé pour le traitement de l'asthme et autres maladies pulmonaires.

ONU - CONFLIT - FEMMES

L'ONU veut renforcer la participation des femmes dans ses opérations de paix

Le Conseil de sécurité a adopté vendredi à l'unanimité une résolution appelant les membres de l'ONU à renforcer la participation des femmes dans les opérations de paix.

À l'initiative de l'Indonésie, membre non permanent du Conseil, la résolution exhorte "les Etats membres, le secrétariat de l'ONU et les organisations régionales, à redoubler d'efforts collectifs pour promouvoir une participation pleine, effective et significative des femmes en uniforme et en civil dans les opérations de maintien de la paix".

Le texte précise que cet effort doit aboutir à une implication des femmes "à tous les niveaux et à tous les postes, y compris aux postes de direction". Les Etats membres de l'ONU, ajoute la résolution, sont invités "à développer des stratégies et prendre des mesures pour un plus grand déploiement des femmes militaires dans les opérations de paix" via des campagnes d'information, des sessions d'en-



traînement, et en identifiant les obstacles au recrutement et à la promotion des Casques bleus femmes. Pour l'ONU, les femmes ont "un rôle indispensable" dans "l'efficacité des opérations de maintien de la paix". "La présence de femmes

et un meilleur équilibre entre les hommes et les femmes parmi les soldats de la paix contribuent, entre autres, à une plus grande crédibilité des missions auprès des populations", souligne aussi la résolution. Le pourcentage de

femmes en uniforme dans les treize missions de paix menées actuellement par l'ONU dans le monde est estimé à environ 6% sur des effectifs représentant globalement quelque 95.000 Casques bleus.

En 2019, les femmes représentaient 4,7% des contingents militaires et 10,8% du personnel des contingents police dans les missions onusiennes, selon le Département des Opérations de paix.

Leur proportion augmente hors contingents, parmi les officiers et observateurs militaires (16,7%) et les officiers de police (28,9%). L'ONU s'est fixé comme objectif pour 2028 d'atteindre 15% de femmes dans les contingents militaires et 25% pour les observateurs militaires et les officiers d'état-major, a-t-on précisé de même source.

KENYA - RÉFUGIÉS

Réduction de 30 % des aides destinées aux réfugiés vivant au Kenya

Les allocations en espèces pour l'achat de nourriture pour les quelque un demi-million de réfugiés vivant dans les camps de Dadaab et de Kakuma au Kenya ont dû être réduites de 30 pc en raison de la pandémie de coronavirus qui a poussé certains pays riches à limiter leurs dons, a indiqué le Programme alimentaire mondial (PAM).

"En raison de la forte augmentation des dépenses pour lutter contre la pandémie de Coronavirus, certains gouvernements ont réduit leurs contributions au financement de l'aide internationale destinée aux réfugiés", a noté le porte-parole du PAM, Peter Smerdon.

Dans le même temps, l'impact de la pandémie sur les chaînes d'approvisionnement

a augmenté le coût pour l'acheminement de l'aide aux réfugiés dans toute l'Afrique de l'Est, a ajouté M.

Smerdon, cité vendredi par le journal "The Standard".

L'agence a désormais besoin de 323 millions de dollars de dons au cours des six prochains mois pour aider les 2,7 millions de réfugiés vivant au Kenya, en Ethiopie, en Ouganda, au Soudan du Sud et à Djibouti.

Cette somme représente une augmentation de 22% par rapport à la même période en 2019, a précisé le PAM.

Les enfants des camps de réfugiés au Kenya et dans les pays voisins reçoivent moins de nourriture en raison du manque de financement, a déploré le PAM. L'agence

n'a pas été en mesure de fournir des rations à emporter aux enfants dont les écoles ont été fermées en réponse à la pandémie, note l'agence onusienne, ajoutant que les enfants sont confrontés à un risque accru de grossesse chez les adolescentes, d'abus sexuels, de violence à la maison et de travail des enfants.

"Malheureusement, ce sont les plus pauvres et les plus défavorisés qui souffrent le plus", a déclaré Michael Dunford, directeur régional du PAM pour l'Afrique de l'Est.

"Nous ne pouvons tout simplement pas laisser cela se produire.

Covid-19 ne peut pas être une excuse pour que le monde tourne le dos aux réfugiés en cette période terrible", a-t-il souligné.

DANEMARK

2 fois plus de mers en manque d'oxygène qu'il y a un an

Au Danemark, les zones maritimes en manque d'oxygène, un phénomène accéléré par le changement climatique, étaient deux fois plus importantes en août 2020 qu'un an auparavant, selon un rapport universitaire publié vendredi.

Dans le pays nordique qui compte plus de 400 îles et près de 5.000 km de littoral, "la superficie totale touchée par l'appauvrissement de l'oxygène dans les eaux intérieures danoises (à l'intérieur de la ligne de la ZEE) était (...) d'environ 3.300 km² à la mi-août,

où environ un tiers de la superficie était touchée par un grave appauvrissement de l'oxygène", a relevé le Centre national pour l'énergie et le climat de l'Université d'Aarhus (DCE).

Cela représente une zone "deux fois plus importante qu'en 2019".

La perte d'oxygène dans l'eau se retrouve souvent sur les côtes et les mers semi-fermées. Selon le DCE, le climat danois en 2020 a été propice à la perte d'oxygène des mers avec "un ruissellement important au début de l'année et donc

un apport accru de matières organiques et de nutriments, des températures élevées dans les eaux de fond et surtout des vents faibles depuis le milieu du printemps".

La hausse de la température réduit la solubilité de l'oxygène et la faiblesse des vents affecte le transport d'oxygène de la surface vers les profondeurs, contribuant à la désoxygénation. Cette situation a eu des conséquences "graves pour la faune, les plantes et les poissons dans un certain nombre de zones et elle pourrait s'ag-

graver dans la période à venir", a souligné le DCE. En 2019, un rapport l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) notait que le taux d'oxygène dans les océans avait diminué d'environ 2% entre 1960 et 2010.

Ils pourraient encore perdre 3 à 4% de leurs stocks d'oxygène d'ici à 2100 si les émissions continuent à croître au rythme actuel.

Environ 700 sites à travers le globe souffrent de faible teneur en oxygène, contre 45 dans les années 1960.

TEMPÊTE LAURA

Le bilan s'alourdit à 31 morts en Haïti

La tempête Laura, passée dimanche sur Haïti, a causé la mort d'au moins 31 personnes dans le pays, indique le dernier bilan officiel publié vendredi.

Laura "a fait 31 morts, 8 disparus et 8 blessés", détaille un communiqué de la protection civile haïtienne.

Le bilan des dégâts matériels, concentrés dans les départements de l'Ouest et du Sud-Est, précise que plus de 6.200 maisons ont été inondées, plus de 2.300 endommagés et 243 autres détruits.

Dans les communes les plus affectées, 800 familles "ont reçu matelas, matériaux

pour la réparation de leur maison (tôles, bois, clous) ainsi que des kits alimentaires et des repas chauds", indique l'administration publique haïtienne.

En République dominicaine, avec qui Haïti partage l'île de Quisqueya, quatre personnes ont été tuées lors du passage de la tempête.

À Cuba, au moins 340.000 personnes avaient été préventivement évacuées vers des lieux sûrs. Après son passage sur les Caraïbes, la tempête Laura s'était renforcée en traversant le Golfe du Mexique et était devenue ouragan de catégorie 4 sur

l'échelle de Saffir-Simpson, qui en compte cinq. Elle a ensuite été rétrogradée en tempête tropicale jeudi après-midi.

Elle a fait au moins six morts dans le sud des Etats-Unis mais moins de dommages que redouté.

Comme l'ensemble des pays de la région caribéenne, Haïti est chaque année, de juin à novembre, sous la menace de cyclones mais de fortes averses suffisent à menacer la vie des citoyens les plus défavorisés, contraints de vivre dans des zones à risque, à proximité de canaux ou ravines obstrués de déchets.

DÉCHETS PLASTIQUES

Interpol dénonce les réseaux criminels

Des réseaux criminels ont investi le secteur de l'exportation vers l'Asie de déchets plastiques, en constatant une augmentation, contribuant à la pollution en brûlant ou jetant dans la nature des déchets officiellement destinés au recyclage, dénonce jeudi Interpol dans un rapport. En 2018, quelque 360 millions de tonnes de déchets plastiques ont été produits dans le monde, dont huit au moins se retrouvent dans les océans.

Le marché mondial du recyclage, obligatoire dans de plus en plus de pays, devrait dépasser 50 milliards de dollars (42 milliards d'euros) en 2022, selon l'organisation policière internationale.

"La bonne régulation (du secteur) est d'une importance essentielle pour la sécurité environnementale mondiale", a estimé dans un communiqué Calum MacDonald, responsable des questions environnementales à Interpol.

Car cette manne a attiré les organisations criminelles internationales, d'autant que beaucoup de pays exportent leurs déchets pour qu'ils soient recyclés à l'étranger, souvent dans des pays en développement.

"Une prise de conscience sur la façon dont le monde du crime a infiltré le secteur des déchets et contribue à la pollution plastique constitue un pas indispensable" souligne le rapport, basé sur des données issues de 40 pays.

Le respect des seuils légaux en matière de recyclage est souvent impossible à vérifier en raison de la "faible visibilité" du parcours des déchets dans des pays qui n'ont parfois pas les capacités de les traiter, ou d'imposer et de contrôler l'application des réglementations.

Après la décision de la Chine, début 2018, de cesser l'importation de déchets plastiques destinés à son industrie du recyclage, une réorientation vers d'autres pays, notamment d'Asie du Sud-Est, a eu lieu. Les exportations des Etats-Unis ont ainsi bondi de 330% vers la Malaisie au premier trimestre 2018.

Ils ont aussi augmenté de 300% vers la Thaïlande et de 191% vers l'Indonésie.

Mais plusieurs de ces nouvelles destinations reconnaissent leurs difficultés à appliquer les réglementations, comme l'Inde (pour 87% des déchets), l'Indonésie (83%) ou la Malaisie (57%), relève le rapport.

En conséquence "les pays exportateurs peuvent annoncer des taux de recyclages artificiellement élevés, alors que subsistent en fait de grandes incertitudes sur le traitement des déchets exportés", souligne Interpol.

Dans la ville de Jenjarom, non loin de Kuala Lumpur (Malaisie), de nombreuses usines ont ainsi été ouvertes en 2018, mais elles entassent les déchets à ciel ouvert et les brûlent dans d'épaisses fumées. Plusieurs pays ont pris des mesures contre ces importations de déchets, et la Malaisie a par exemple renvoyé en janvier 150 conteneurs de déchets plastiques illégaux vers leurs pays d'origine, en soulignant qu'elle ne voulait pas devenir une "décharge" pour les pays développés.

Mais ce genre de processus peut être "long et difficile", souligne Interpol. Les réseaux illégaux brouillent en effet les pistes sur l'origine des chargements, notamment en passant par des pays de transit. "A mesure que les importations de déchets plastiques seront restreintes dans certains pays, il est très probable que les (réseaux) continueront de transférer des cargaisons vers de nouveaux pays vulnérables", insiste le rapport. Selon lui, des chargements illégaux à destination du Laos et du Myanmar ont déjà été repérés.

Le trafic touche aussi d'autres régions du monde, et le crime organisé a également été lié à une augmentation des décharges et incinérations sauvages en Europe, selon Interpol.

S A N T É - A L G É R I E

MÉDÉA

La polyclinique de Bouaïche "opérationnelle depuis quelques jours"

Une polyclinique est opérationnelle depuis quelques jours au niveau de la commune de Bouaïche, située à l'extrême sud de la wilaya de Médéa, mettant ainsi un terme aux souffrances des habitants de cette localité contraints à des déplacements de plusieurs kilomètres, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

La structure est dotée des équipements médicaux indispensables pour garantir des prestations sanitaires de proximité aux résidents de cette commune steppe et dispose, sur place, d'un staff médical (médecins et paramédicaux) pour permettre la prise en charge des patients, durant tous les jours de la semaine, a-t-on souligné.

Une ambulance médicalisée a été affectée à cette polyclinique dans le but d'assurer l'évacuation, le transport des malades et pourrait, éventuellement, servir dans les campagnes de vaccination ou de dépistage qui ont lieu cycliquement à travers les zones enclavées de la wilaya, a-t-on ajouté.

EL-OUED

Le Centre d'accueil et d'hébergement des cancéreux bientôt opérationnel

Le Centre d'accueil et d'hébergement des cancéreux à El-Oued, relevant de l'Association "El-Fedjr" d'aide aux cancéreux, sera bientôt opérationnel, a-t-on appris jeudi du responsable du bureau régional de l'Association.

Les travaux de ce projet à caractère social, appelé à accueillir les cancéreux venant de wilayas voisines, notamment Khenchela, Tébessa et Biskra, ont atteint les 99%, a affirmé à l'APS Mohamed Zeghidi.

L'instance administrative chargée de la gestion de ce projet d'une capacité de 50 lits, prépare le lancement de la phase d'équipement, en vue d'offrir toutes les commodités aux personnes sollicitant ses prestations.

L'idée de réalisation de cette structure à caractère social est née avec la mise en service à El-Oued, au mois d'avril 2018, du Centre anticancéreux (CAC), et ce, dans l'objectif de répondre aux besoins sociaux des malades, notamment au plan du transport et de l'hébergement, a souligné M. Zeghidi.

Implanté à la cité du 1er novembre au chef lieu de wilaya, sur une assiette de 700 m2, la structure comporte en plus des chambres, un restaurant, un e bibliothèque, une pharmacie et une infirmerie.

L'Association a apporté un financement de plus de sept (7) millions DA pour la réalisation du projet auquel contribuent également des bienfaiteurs.

Le bureau régional de l'Association "El-Fedjr" d'aide aux cancéreux apporte un soutien à quelque 1.500 cancéreux inscrits sur ses registres, en les aidant par la prise en charge de leur transport, leur hébergement et la prise de rendez-vous auprès des services médicochirurgicaux, pour les besoins de diagnostics ou de séances de radio et chimiothérapies.

379 nouveaux cas, 281 guérisons et 8 décès

Trois cent soixante-dix-neuf (379) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 281 guérisons et 8 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 43.782 dont 379 nouveaux cas, soit 0,9 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1491 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 30.717, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

En outre, 15 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, entre 1 et 9 cas, 13 autres ont enregistré plus de dix cas, tandis que 20 wilayas n'ont enregistré aucun cas.

Par ailleurs, 28 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même res-



pensible a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen

vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant

l'obligation du respect du confinement et du port des masques.

ENFANCE - VACCINATION

Disponibilité de tous les vaccins pour enfants au titre du calendrier national (Institut Pasteur)

Le Directeur commercial de l'Institut Pasteur, Dr. Abderazzak Soufi a rassuré les citoyens quant à la disponibilité des différents vaccins inscrits dans le cadre du calendrier national de vaccination infantile, relevant la réception de 950.000 doses de vaccins contre la rougeole, la rubéole et les oreillons par l'Institut.

L'Institut Pasteur dispose d'un stock de réserve des différents vaccins et a reçu récemment un total de 950.000 doses supplémentaires contre la rougeole, la rubéole et les oreillons, a fait savoir Dr.

Soufi dans une déclaration à l'APS, estimant que cette quantité est suffisante pour couvrir les besoins conformément au calendrier national vaccinal.

"En dépit des conditions sanitaires difficiles dues à la propagation du covid-19 et la suspension du trafic aérien dans le monde, l'Etat a réussi à obtenir ces vaccins et les garantir aux enfants dans le cadre du calendrier national vaccinal, outre les quotas destinés aux élèves durant la prochaine rentrée scolaire", a-t-il poursuivi.

Concernant l'alimentation des régions du Sud durant cette période marquée par l'arrêt de l'activité des moyens de transport interne, le même

responsable a valorisé le rôle de l'Armée nationale populaire (ANP) dans l'alimentation des régions du Sud par leurs quotas de ces vaccins.

S'agissant de l'organisation de la distribution, Dr.

Soufi a affirmé que tous les services et les structures chargées de la vaccination des enfants ont reçu les quantités demandées en temps voulu, regrettant, en outre, "le gaspillage enregistré au niveau de certains services mère-enfant par rapport au nombre d'enfants bénéficiaires de cette opération".

De son côté, la directrice des Etablissements publics de santé de proximité d'Alger Nord, Dr.

Nadia Allem a tenu à rassurer quant à la fourniture de tous les vaccins au niveau des établissements placés sous sa direction, affirmant qu'"aucune rupture de cette substance vitale n'a été enregistrée grâce à la solidarité entre ces établissements".

"Un nombre très réduit des établissements ont enregistré une rupture de vaccins contre la rougeole, la rubéole et les oreillons, mais l'administration a pallié à cette situation et résolu le problème grâce à la solidarité entre ces établissements", a-t-elle expliqué. Pour sa part, le président de la Société algérienne de pédiatrie, Pr. Abdellatif Bensnoui, a insisté sur l'impérative "application effectif" du calendrier national vaccinal, exprimant son "inquiétude quant à l'enregistrement d'une pénurie de ces vaccins inscrits dans le cadre du calendrier national durant les prochains mois en raison de la propagation du covid-19 qui a entravé toutes les autres activités".

L'expert a appelé à "l'application urgente de ce calendrier en vue de préserver la santé des enfants et de la société", préconisant la prévention des enfants de certaines pathologies qui les touchent, notamment durant l'automne et l'hiver à l'instar des bronchites, ce qui cause "une grande surcharge au niveau des services de pédiatrie au niveau des établissements hospitaliers à travers le pays".

Après avoir salué les efforts consentis par l'Etat depuis l'indépendance en matière de vaccination infantile, notamment contre la varicelle (30 % des enfants sont décédés à l'époque à cause

de cette maladie) et la poursuite du ministère de la Santé de ses efforts dans le cadre du calendrier national de vaccination avec l'aide des parents, Pr. Bensnoui a qualifié cette opération "d'acquis important pour l'Algérie".

Il a également souligné les efforts du ministère de l'Éducation nationale qui exige depuis des années le carnet de vaccination lors de l'inscription des enfants aux écoles ainsi que les efforts du ministère de la Communication à travers les médias en termes de sensibilisation de la société à l'importance de la vaccination.

Le président de l'association algérienne de pédiatrie a insisté, par ailleurs, sur l'importance de garder la vaccination à un taux de 95%.

Un taux suffisant pour prévenir les enfants de certaines maladies virales mortelles, a estimé Pr.

Bensnoui mettant en garde que "toute diminution de ce taux constituerait un danger sur cette tranche et favoriserait le retour de ces maladies".

Il a cité à titre d'exemple les cas de rougeole enregistrés en 2016 et 2017 dans certaines wilayas du Sud et dans d'autres wilayas en raison du laxisme de certains parents dans l'adhésion aux opérations de vaccination de leurs enfants contre cette maladie.

Grâce aux efforts de l'Algérie en matière de vaccination des enfants, le taux de mortalité infantile est passé de 150 décès pour chaque 1000 naissances après l'indépendance à 20 cas pour 1000 naissances ces dernières années, a rappelé Pr. Bensnoui estimant que ce taux demeure encourageant mais loin des taux réalisés par les pays développés à savoir 5 décès pour chaque 1000 naissances. Les efforts déployés par l'Etat ont permis de développer le calendrier national de vaccination infantile qui a contribué à l'élimination de la poliomyélite en 2016 et le tétanos chez les femmes enceintes et les nouveau-nés en 2018 ce qui a valu à l'Algérie l'obtention de la certification de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en la matière. Ces efforts ont permis, en outre, d'augmenter l'espérance de vie de 42 ans après l'indépendance à 76 ans chez les hommes et à 86 ans chez les femmes en 2019.

RAPATRIEMENT - PANDÉMIE

Rapatriement de 486 ressortissants algériens à partir du Maroc et de la France

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a rapatrié mercredi un total de 486 ressortissants algériens bloqués au Maroc et en Europe en raison de la pandémie du Covid-19, a indiqué mercredi à l'APS le porte d'Air Algérie, Amine Andaloussi.

Le vol Alger-Casablanca-Oran a rapatrié 184 ressortissants algériens à partir du Maroc, a précisé le responsable, ajoutant que l'appareil de type Airbus-A330 a atterri en fin de journée (19h) à l'aéroport d'Oran en provenance de Casablanca. Le deuxième vol opéré par Air Algérie a, quant à lui, rapatrié 302 ressortissants algériens à partir de Paris (Orly), a expliqué M. Andaloussi, soulignant que l'appareil de type Airbus-A330 a atterri à l'aéroport inter-

national d'Alger en fin de journée de mercredi (19h). Au départ d'Alger, l'avion avait transporté vers Paris (Orly) un total de 205 ressortissants, résidents ou détenteurs de visa type "D" pour l'espace Schengen, selon le même responsable. Deux autres vols de rapatriement sont également prévus vendredi et samedi prochain à partir de l'aéroport d'Orly a signalé la même source.

A rappeler que cette opération s'inscrit dans le cadre de la quatrième phase de rapatriement, en application des instructions du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a instruit de rapatrier tous les ressortissants algériens bloqués dans différents pays.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Covid-19 : 838 271 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 838.271 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles samedi à 11h00 GMT.

Plus de 24.795.760 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 15.976.700 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations.

Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.

Sur la journée de vendredi, 5751 nouveaux décès et 287.081 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.177 nouveaux morts, l'Inde (1.021) et le Brésil



(855). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 181.779 décès pour 5.918.381 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Au moins 2.118.367 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus tou-

chés sont le Brésil avec 119.504 morts pour 3.804.803 cas, le Mexique avec 63.164 morts (585.738 cas), l'Inde avec 62.550 morts (3.463.972 cas), et le Royaume-Uni avec 41.486 morts (331.644 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par

rapport à sa population, avec 86 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (85), l'Espagne (62), le Royaume-Uni (61), et l'Italie (59).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.022 cas (9 nouveaux entre vendredi et samedi), dont 4.634 décès et 80.126 guérisons.

L'Amérique Latine et les Caraïbes totalisaient samedi à 11h00 GMT 271.686 décès pour 7.137.854 cas, l'Europe 214.884 décès (3.898.042 cas), les Etats-Unis et le Canada 190.924 décès (6.045.739 cas), l'Asie 95.437 décès (4.979.953 cas), le Moyen-Orient 35.902 décès (1.474.828 cas), l'Afrique 29.097 décès (1.230.662 cas), et l'Océanie 641 décès (28.690 cas).(APS)

GRANDE-BRETAGNE

Londres n'exclut pas de nouvelles restrictions cet hiver

Le ministre britannique de la Santé, Matt Hancock, a indiqué samedi ne pas exclure d'introduire de nouvelles restrictions en Angleterre en cas de deuxième vague de nouveau coronavirus cet hiver, qui pourrait faire 85.000 morts selon un rapport gouvernemental.

"Si les cas augmentent à nouveau, nous devrions recourir à des confinements locaux très étendus ou prendre des mesures supplémentaires au niveau national. Nous ne les excluons pas, même si nous ne voulons pas voir ça", a expliqué le ministre dans le quotidien The Times. Il a estimé qu'une deuxième vague était "évitable" mais que ce n'était "pas facile". "Voici le pire scénario raisonnablement envisageable: une mauvaise (saison de) grippe et une hausse des cas de coronavirus, les gens passant plus de temps à l'intérieur", a-t-il détaillé. Pays d'Europe le plus endeuillé par la pandémie, le Royaume-Uni recense près de 41.500 morts pour plus de 331.000 cas positifs. Chacune des nations constitutives, comme l'Angleterre et l'Ecosse, y décide de ses propres mesures pour faire face à la pandémie.

Selon un rapport du comité scientifique chargé de conseiller le gouvernement sur la pandémie, dévoilé vendredi soir par la BBC, la maladie Covid-19 pourrait causer la mort de 85.000 personnes au Royaume-Uni entre juillet 2020 et mars 2021, selon "le pire scénario raisonnablement envisageable".

Le document, qui reconnaît que ses données font l'objet d'une "grande incertitude", souligne que des restrictions pourraient être réintroduites, par exemple en matière de contacts entre personnes de foyers différents, mais que les écoles resteraient ouvertes.

Ces mesures resteraient en place jusqu'en mars 2021. En juillet, une étude de l'Académie des sciences commandée par le gouvernement conservateur de Boris Johnson estimait même jusqu'à 120.000 le nombre possible de morts dans les hôpitaux britanniques cet hiver.

CHINE

Début des essais cliniques de phase 3 de quatre vaccins chinois

Quatre vaccins candidats chinois contre le COVID-19 ont entamé leurs essais cliniques de phase 3 à l'échelle internationale, selon le mécanisme conjoint de prévention et de contrôle du COVID-19 du Conseil des Affaires d'Etat. Une partie des essais de phase 3 devrait permettre de terminer la première série de vaccinations début septembre, les données préliminaires étant attendues dès novembre. Les essais cliniques de phase 3 impliquent généralement des milliers de personnes pour vérifier la sécurité et l'efficacité des vaccins, ce qui est essentiel pour leurs mises sur le marché. Puisque l'épidémie a été maîtrisée en Chine, le pays ne dispose plus des conditions nécessaires à la réalisation des essais cliniques à grande échelle. Ainsi, tous les essais de phase 3 sont réalisés à l'étranger. Deux vaccins inactivés contre le COVID-19 développés par China National Biotec Group (CNBG) ont été approuvés pour les essais cliniques de phase 3 dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Amérique du Sud, impliquant plus de 30.000 personnes, selon Yang Xiaoming, président de CNBG, cité par l'agence Chine nouvelle. Un vaccin inactivé développé par Sinovac Biotech Co., Ltd.

fait l'objet des essais cliniques de phase 3 dans certains pays d'Amérique du Sud et d'Asie du Sud-Est, selon Yin Weidong, PDG de Sinovac.

Un vaccin contre le COVID-19 recombiné avec l'adénovirus déféctueux modifié comme vecteur fait également l'objet des essais de phase 3.

Selon une directive pour l'évaluation clinique des vaccins contre le COVID-19 récemment publiée par l'Administration nationale des produits médicaux, le vaccin devrait fournir une immunité pendant au moins six mois, de préférence pendant plus d'un an.

ETATS-UNIS

Le coronavirus fait plus de 180.000 morts

L'épidémie provoquée par le nouveau coronavirus (Covid-19) a désormais fait plus de 180.000 morts aux Etats-Unis, selon des données disponibles jeudi, alors que de nouveaux foyers apparaissent dans le Midwest même si la situation semble globalement s'améliorer sur le plan national.

Si l'évolution des données quotidiennes sur les cas, les décès et les hospitalisations est favorable au niveau de l'ensemble du territoire des Etats-Unis, les experts sanitaires craignent néanmoins une recrudescence de l'épidémie avec la rentrée scolaire et l'arrivée de l'automne,

propice aux rassemblements en intérieur. Le nombre de cas confirmés de contamination dans le pays dépasse désormais 5,8 millions.

Les Etats-Unis sont ainsi le pays le plus durement touché au monde en nombre aussi bien de morts que de cas.

FRANCE

Plus de 7.000 cas en 24 heures

L'épidémie de Covid-19 a repris une progression "exponentielle" en France, avec plus de 7.000 nouveaux cas d'infection enregistrés en 24 heures, a indiqué vendredi soir la Direction générale de la Santé.

"La dynamique de progression de l'épidémie est exponentielle" en France métropolitaine, avertit la DGS dans un communiqué, avec 7.379 nouveaux diagnostics positifs enregistrés ces dernières 24 heures, contre 6.111 jeudi et 5.429 mer-

credi. C'est le chiffre le plus élevé depuis que les tests se déroulent à grande échelle. Le seul des 4.000 a été plusieurs fois franchi ces derniers jours. Les cas positifs détectés augmentent du fait de la circulation du virus et parce que le nombre des personnes testées augmente chaque jour (893.146 test réalisés sur la dernière semaine "glissante". Le taux de positivité des tests s'établissait à 3,9% sur la période entre le 19 et 25 août, lui aussi en progres-

sion, contre 3,8% du 18 au 24 août et 3,6% entre le 15 et le 21 août.

"Bien que restant à des niveaux limités, les indicateurs hospitaliers (nouvelles hospitalisations et admissions en réanimation) sont en augmentation, notamment dans les régions où la circulation virale est la plus intense", souligne la DGS, avec au total 4.535 personnes hospitalisées (comme jeudi), dont 387 cas graves en réanimation (+6 en 24 heures).

Depuis le début de l'épidémie 30.596 personnes sont décédées en France, soit 20 de plus en 24 heures, dont 20.089 au sein des établissements hospitaliers et 10.507 (données de jeudi) en établissements sociaux et médico-sociaux. L'obligation du port du masque s'étend, notamment dans les grandes agglomérations. Le gouvernement a déclaré jeudi vouloir "tout faire" pour éviter un "reconfinement généralisé" dévastateur pour l'économie.

GUATEMALA - CUBA

Le gouvernement propose de se passer des médecins cubains, et déclenche une vive opposition

Le gouvernement du Guatemala voudrait se passer des quelque 400 médecins et soignants cubains présents dans le pays, dont le coût est jugé excessif, mais cette éventualité se heurte à une forte opposition tandis que le pays est confronté à la pandémie de coronavirus. La ministre de la Santé, Amelia Flores, a annoncé jeudi devant les parlementaires que le gouvernement de droite envisageait de ne pas renouveler l'accord de coopération avec Cuba, en vigueur depuis 1998, et qui vient à échéance fin 2020. Le coût mensuel des salaires des 441 médecins et soignants, versés directement à l'Etat cubain, s'élève à environ 400.000 dollars, selon Mme Flores. "Le budget consacré à ce poste est suffisamment important pour que nous pensions à embaucher des spécialistes guatémaltèques" à leur place, a fait valoir la ministre.

L'assistance médicale cubaine a commencé fin 1998, après les dégâts catastrophiques causés par l'ouragan Mitch. Selon le consulat cubain à Guatemala, la mission cubaine - présente dans 16 des 22 départements du pays, 16 hôpitaux, 4 centres de médecine ophtalmologique et plus d'une

centaine de centres de santé - a réalisé au cours des 22 dernières années 47,3 millions de consultations et pratiqué 494.000 opérations chirurgicales.

Pour le député de la majorité présidentielle Felipe Alejos, les médecins cubains sont "une façade" du gouvernement communiste, et il exige leur départ, car "on ne peut pas soutenir un régime totalitaire quel qu'il soit". La présence médicale cubaine enlève en outre "des opportunités de travail aux médecins guatémaltèques", assure-t-il. "C'est incroyable qu'au milieu d'une pandémie certains pensent à nous faire quitter le pays", s'indigne le pneumologue Ernesto Jimenez, chef de la mission médicale cubaine. "Nous avons 189 médecins en première ligne dans cette crise, nos 12 épidémiologistes s'occupent directement de l'épidémie de Covid-19 dans tout le pays", souligne-t-il.

Trente membres de la mission ont été contaminés par le coronavirus et deux médecins sont dans un état grave, ajoute-t-il. Des humanitaires et des organisations indigènes et sociales s'élèvent contre un possible départ des médecins cubains. Ceux-ci, assurent-ils, travaillent dans

les zones les plus vulnérables du pays, dont 59% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Le Défenseur des droits du Guatemala, Jordan Rodas, demande le renouveau de l'accord avec Cuba.

"C'est pervers de manipuler le droit à la santé pour des raisons idéologiques quand des vies sont en jeu", s'indigne-t-il.

Vendredi, le Guatemala comptabilisait 72.921 cas avérés et 2.709 morts causés par le coronavirus.

MEXIQUE

5.824 nouveaux cas d'infection et 552 décès en 24h

Le Mexique a enregistré vendredi 5.824 nouveaux cas d'infection au nouveau coronavirus et 552 décès de plus en 24 heures, portant le bilan national à 585.738 cas confirmés et 63.146 décès, a annoncé le ministère de la Santé. Le Mexique est désormais le troisième plus grand pays au monde en terme de mortalité due au COVID-19 après les Etats-Unis et le Brésil. Le gouvernement a lui-même reconnu que le nombre réel d'infections était probablement significativement plus élevé que celui des cas confirmés. L'économie mexicaine est confrontée à un "haut degré d'incertitude", car il est encore difficile de prédire la durée de la pandémie et l'impact qu'auront les mesures de confinement, a noté Banxico, la banque centrale du Mexique, dans un rapport publié mercredi.

CONTRACEPTION APRÈS BÉBÉ QUAND LA REPRENDRE ?

Après votre accouchement, le mode de contraception ne sera plus forcément le même qu'avant la naissance de bébé. Le choix de votre nouvelle contraception se fait aussi en fonction de l'allaitement et des petits soucis que vous avez pu rencontrer durant la grossesse.

Il n'y a pas de reprise de l'ovulation avant le 21e jour après l'accouchement : une contraception n'est donc pas nécessaire avant ce délai. À l'inverse, à partir du 21e jour, il existe un retour de fertilité. Une contraception devient donc indispensable si vous ne souhaitez pas avoir de naissances rapprochées.

Comme le souligne la Haute autorité de santé : "Le choix de la méthode de contraception en post-partum doit prendre en compte l'allaitement éventuel, les pathologies survenues pendant la grossesse (comme l'hypertension gravidique ou le diabète gestationnel par exemple) et le risque de thrombose veineuse qui est majoré dans les 6 semaines qui suivent l'accouchement".

PILULE, IMPLANT SOUS-CUTANÉ, INJECTION INTRAMUSCULAIRE (PROGESTATIFS)

Chez la femme qui allaite : les progestatifs seuls peuvent être utilisés à partir de 21 jours après l'accouchement.

Chez la femme qui n'allaita pas les progestatifs seuls sont utilisables à partir de 21 jours après l'accouchement.

Plusieurs voies d'administration sont disponibles : pilule microprogestative (au lévonorgestrel ou au désogestrel), implant à l'étonogestrel ou injections d'acétate de médroxyprogesterone (tous les 3 mois). Mais



leur indication est limitée aux cas où il n'est pas possible d'utiliser d'autres méthodes contraceptives.

PILULE, ANNEAU VAGINAL, PATCH TRANSDERMIQUE (ESTROPROGESTATIFS)

Chez la femme qui allaite : les estroprogestatifs ne sont pas recommandés dans les 6 mois sui-

vant l'accouchement.

Chez la femme qui n'allaita pas : les estroprogestatifs sont utilisables à partir de 42 jours après l'accouchement en l'absence de contre-indications (principalement d'ordre thromboembolique veineux ou artériel, hépatique, carcinologique...) et en prenant en compte les facteurs de risque de thrombose.

DISPOSITIFS INTRA-UTÉRINS (DIU) AU CUIVRE ET AU LÉVONORGESTREL (STÉRILÉTS)

Ils sont utilisables chez la femme à partir de 4 semaines après l'accouchement, qu'elle allaite ou non. Toutefois, le gynécologue doit avoir évalué et écarté un risque infectieux (il va rechercher une infection à Chlamydia

trachomatis et Neisseria gonorrhoeae avant la pose).

A noter que certains risques (risque d'expulsion, risque de perforation et de migration le plus souvent lié à la pose) restent exceptionnels mais sont augmentés chez la femme qui allaite.

DIAPHRAGME, CAPOT CERVICAL, SPERMICIDÉS

Ils ne doivent pas être utilisés avant 42 jours (6 semaines) après l'accouchement. Si une méthode barrière doit être choisie en post-partum, il faut privilégier le préservatif.

ET LA MÉTHODE DE L'ALLAITEMENT MATERNEL ?

L'allaitement peut avoir un effet contraceptif jusqu'à 6 mois après l'accouchement (le risque de grossesse à 6 mois reste inférieur à 2 %) si toutes les conditions suivantes sont réunies :

allaitement exclusif
allaitement jour et nuit avec 6 à 10 tétées/jour

pas plus de 6 heures entre 2 tétées la nuit, pas plus de 4 heures le jour absence totale de règles.

Il convient d'utiliser une autre méthode de contraception en cas de retour des règles, de réduction de la fréquence ou de la durée des tétées, d'introduction de l'allaitement au biberon ou dès que le nourrisson atteint l'âge de 6 mois

Contraception hormonale Un risque accru de cancer du sein ?

Le risque de développer un cancer du sein augmente de 20% chez les femmes ayant recours à une contraception hormonale, selon une étude danoise. Malgré les controverses, la pilule est le moyen de contraception le plus utilisé en France. Selon une nouvelle étude Danoise publiée le 7 décembre dans le New England journal of medicine, la contraception hormonale (la pilule, le patch ou l'anneau vaginal) augmente le risque de développer un cancer du sein. Pour cette étude de grande ampleur, qui a duré 11 ans en moyenne, les chercheurs se sont appuyés sur les registres

nationaux du Danemark. L'étude a été menée sur 1,8 millions de femmes, soit toutes les Danoises âgées de 15 à 49 ans n'ayant encore jamais eu de cancer ni reçu de traitement contre l'infertilité. Au cours de l'étude, 11 537 cas de cancer du sein ont été détectés.

UN RISQUE QUI AUGMENTE À MESURE QUE LA DURÉE D'UTILISATION S'ALLONGE

Les chercheurs ont démontré que le risque de développer un cancer du sein augmente de 20% chez les femmes qui

prennent ces contraceptifs hormonaux. Autre élément, plus l'utilisation est durable, plus les risques sont élevés. Au-delà de 10 ans, ils sont évalués à 38%. Selon l'Institut national du cancer, "une femme sous pilule combinée semble accroître légèrement son risque de cancer du sein, en particulier les jeunes femmes qui la prennent depuis peu et celles qui l'utilisent depuis 10 ans ou plus".

Il rappelle en revanche que des études ont démontré les effets bénéfiques de la contraception orale contre certains cancers comme celui de l'endomètre, des ovaires ou du col.

LA CONTRACEPTION SANS HORMONES POUR LES FEMMES, BIENTÔT UNE RÉALITÉ

Un laboratoire américain vient de mettre au point une méthode de contraception sans hormones. Est-ce efficace ? Oui et non. La contraception hormonale n'a pas le vent en poupe. En 2012, coup de tonnerre : la Haute Autorité de Santé (HAS) estime que les pilules contraceptives de 3ème génération (Cerazette, Carlin, Désobel...) multiplient par deux le risque de subir un problème thrombo-veineux - par exemple, une phlébite. Serait-ce bientôt la fin des

inquiétudes liées aux méthodes de contraception hormonales ? Ce 24 août 2019, le laboratoire américain Evofem a annoncé avoir mis au point un gel contraceptif sans hormones à destination des femmes. Son petit nom ? Amphora. Le gel serait à appliquer à l'intérieur du vagin (et sur le col de l'utérus), au moins 1 heure avant le rapport sexuel. En maintenant le pH du vagin entre 3,5 et 4,5, le gel - composé d'acide citrique, d'acide

lactique et de bitartrate de potassium - serait capable de créer un environnement acide, dans lequel les spermatozoïdes seraient dans l'incapacité de féconder l'ovule.

Déjà testé sur 1400 femmes âgées de 18 à 35 ans durant un total de 7 cycles menstruels, le gel Amphora pourrait être commercialisé durant l'année 2020. Un progrès pour la contraception féminine ? Oui et non. Si, effectivement, aucun effet

secondaire n'a été constaté chez les femmes testant Amphora, le laboratoire estime que son efficacité plafonne à 98%, tandis que celle de la pilule contraceptive est supérieure à 99 %.

En outre, pour utiliser correctement ce gel (qui n'est pas un spermicide), il sera nécessaire de prévoir (au moins) une heure à l'avance ses rapports sexuels... d'être à l'aise avec son corps. Pas encore gagné !

Bientôt une pilule contraceptive mensuelle ?



Des chercheurs américains ont testé avec succès sur des porcs une pilule contraceptive à prendre une fois par mois. Des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (États-Unis) qui travaillaient sur un dispositif permettant de prendre le traitement contre le VIH ou le paludisme seulement une fois par mois, on essayé de l'adapter à la pilule contraceptive. Les premiers essais menés sur des porcs et publiés dans Science translational medicine, sont encourageants.

UNE MICRO ÉTOILE DE MER QUI DIFFUSE DES HORMONES DANS L'ORGANISME. Le système se présente sous la forme d'une sorte de micro étoile de mer en polymères qui contient les hormones contraceptives et qui est enveloppée dans une gélule. Une fois la gélule avalée, elle se dissout et libère l'étoile de mer, qui étend ensuite ses six bras, s'insèrent dans l'organisme et délivre lentement des hormones. Au bout de 3 à 4 semaines, les polymères commencent à se décomposer. Le dispositif de libération du médicament devenu plus petit passe à travers l'estomac et est évacué par les voies naturelles. "Pour de nombreuses femmes, prendre un contraceptif oral à heure fixe est une contrainte. Il suffit qu'elles foubient ou décalent l'horaire de prise pour augmenter le risque de grossesse. Avoir cette même pilule contraceptive seulement une fois par mois, pourrait diminuer ce risque de grossesse non désirée" explique Anna Kirrane, chercheuse au MIT et principale auteure de l'étude.

Des chercheurs américains ont testé avec succès sur des porcs une pilule contraceptive à prendre une fois par mois. Des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (États-Unis) qui travaillaient sur un dispositif permettant de prendre le traitement contre le VIH ou le paludisme seulement une fois par mois, on essayé de l'adapter à la pilule contraceptive. Les premiers essais menés sur des porcs et publiés dans Science translational medicine, sont encourageants.

© Wikimedia Commons

LA VASECTOMIE LA CONTRACEPTION DÉFINITIVE AU MASCULIN

La vasectomie est une méthode de contraception définitive pour les hommes. Pratiquée sous anesthésie locale, l'opération consiste à ligaturer les canaux qui conduisent les spermatozoïdes. Indications, déroulé... Tout ce qu'il faut savoir sur cette opération.

La vasectomie désigne une méthode de stérilisation masculine. L'opération, mineure, consiste à ligaturer les canaux déférents partant des testicules. Avec une vasectomie, les spermatozoïdes ne peuvent plus arriver au canal éjaculateur et ne peuvent donc plus rejoindre les œufs de l'ovaire dans le corps de la femme lors d'un rapport sexuel. La vasectomie chez les hommes est l'équivalent de la ligature des trompes chez la femme.

Quelles sont les indications d'une vasectomie ?

La vasectomie est indiquée chez les hommes majeurs à la recherche d'une méthode de contraception définitive et permanente, autrement dit à ceux qui ne souhaitent pas plus avoir d'enfant. Il existe une méthode, la vasovasostomie, qui permet de reconstruire les canaux déférents pour redonner à l'homme sa fertilité bien que celui-ci ait décidé de subir une vasectomie. Cette méthode demeure toutefois assez peu efficace et présente des risques de complications plus importants que la vasectomie. Les professionnels de santé s'accordent donc à considérer la vasectomie comme une méthode contraceptive définitive.

Comment se déroule l'intervention ?

Une vasectomie est pratiquée sous anesthésie locale. Selon la méthode classique et traditionnelle, le professionnel de santé réalise deux incisions au niveau du scrotum afin d'atteindre les canaux déférents chargés de véhiculer le sperme. L'opération consiste alors à bloquer ces canaux par une occlusion. Il existe également une autre méthode moins invasive et de plus en plus pratiquée : la vasectomie sans bistouri. Équipé d'outils spéciaux, le



chirurgien ne réalise qu'une seule et petite incision au centre du scrotum. Avec cette méthode, les incisions n'ont plus besoin d'être suturées. En moyenne, une vasectomie ne dure pas plus de 10 minutes.

Une vasectomie, ça fait mal ?

Grâce à l'anesthésie locale, le patient qui subit une vasectomie ne ressent aucune douleur au cours de l'opération. Lorsque l'effet anesthésiant s'est dissipé, il est possible de ressentir une gêne ou un sentiment d'inconfort au niveau des testicules pendant 3 à 4 jours.

Il est par ailleurs généralement conseillé d'appliquer une poche de glace sur le scrotum plusieurs fois par jour pendant un ou deux jours, et de porter des

sous-vêtements serrés pour limiter les mouvements des testicules.

Quelles sont les complications d'une vasectomie ?

Les risques de complications d'une vasectomie sont quasi nuls. Seule la méthode de vasectomie traditionnelle (avec bistouri) peut occasionner des risques d'infection et de saignement. Ces complications demeurent toutefois extrêmement rares (moins de 1 %). On relève également dans de rares cas :

- une épididymite congestive ;
- un nodule cicatriciel ;
- une douleur chronique.

Contrairement aux idées reçues, rien ne prouve aujourd'hui le lien entre vasectomie et la survenue d'un cancer de la prostate.

Quelles suites postopératoires ?

Les suites postopératoires de la vasectomie se limitent à la réalisation d'un spermogramme deux à trois mois après l'opération pour étudier l'absence de spermatozoïdes dans le liquide éjaculé (l'effet de la vasectomie n'est pas immédiat, puisque le canal déférent peut encore contenir des spermatozoïdes après l'opération).

Dans ce laps de temps, il est nécessaire pour l'homme (ou sa partenaire) d'avoir recours à une autre méthode contraceptive. Côté activité sexuelle, la vasectomie ne modifie en rien le désir, la qualité de l'érection, la jouissance ni l'éjaculation.

Le liquide éjaculé ne contient simplement plus de spermatozoïdes.

LES FEMMES SOUS PILULE ONT UN HYPOTHALAMUS PLUS PETIT

Les contraceptifs oraux auraient un impact sur le volume cérébral des femmes et plus particulièrement sur l'hypothalamus, la partie du cerveau qui contrôle la température du corps et le système nerveux central.

Des chercheurs du Collège de médecine Albert Einstein à New-York (États-Unis) ont découvert que les femmes prenant des contraceptifs oraux

avaient un volume d'hypothalamus significativement plus faible que les femmes ne prenant pas la pilule. "Cette première étude devrait motiver une enquête plus approfondie sur les effets des contraceptifs oraux sur la structure du cerveau et leur impact potentiel sur la fonction cérébrale" soulignent les auteurs qui l'ont présentée aujourd'hui lors du congrès annuel de la

Société radiologique d'Amérique du Nord.

A QUOI SERAIT L'HYPOTHALAMUS ?

L'hypothalamus est une zone du cerveau qui produit des hormones et aide à réguler certaines fonctions essentielles, comme la température corporelle. L'appétit, la libido, les cycles de sommeil et la fréquence cardiaque. Elle joue

aussi sur l'humeur.

Pour cette étude, les chercheurs ont recruté 30 femmes dont la moitié étaient sous contraceptif oral. Toutes ont passé un IRM du cerveau, ce qui a permis de montrer que le volume de l'hypothalamus était plus petit. Toutefois, l'étude n'a trouvé aucune corrélation entre le volume de cette partie du cerveau et les performances cognitives.

LIBYE

Le ministre de l'Intérieur suspendu

Le chef du Gouvernement libyen d'union nationale (GNA) a décidé vendredi de suspendre provisoirement le ministre de l'Intérieur, après les incidents survenus lors de manifestations pacifiques à Tripoli la semaine dernière, où plusieurs manifestants ont été blessés.

"Le ministre de l'Intérieur, Fathi Bachagha est suspendu provisoirement" et répondra à une "enquête administrative" sur "ses déclarations concernant les manifestations et les incidents survenus à Tripoli et dans d'autres villes", selon une décision du GNA.

Des centaines de Libyens ont manifesté cette semaine pendant plusieurs jours à Tripoli, siège du GNA - reconnu par l'ONU et qui s'oppose au maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'Est -, contre la corruption et la détérioration de leurs conditions de vie.

Selon la décision, M. Bachagha sera interrogé sur "les autorisations et les permis délivrés" aux manifestants, les mesures de sécurité que son ministère a fournies pour protéger les manifestants mais aussi "les violations commises". Dès dimanche, des hommes armés ont tiré à balles réelles pour disperser les manifestants, blessant plusieurs d'entre eux alors que d'autres ont été arrêtés.

Ces incidents se sont répétés lundi et mercredi. Bien que les manifestations soient encadrées par les forces de l'ordre, des hommes armés ont ouvert le feu sur des "manifestants pacifiques mercredi soir (...), tirant à balles réelles au hasard", avait indiqué M. Bachagha dans un communiqué jeudi. Le ministre a accusé ces groupes armés d'avoir "enlevé et séquestré" des manifestants pacifiques, les menaçant de "recourir à la force pour protéger les civils".

CÔTE D'IVOIRE

Un ex-ministre de Ouattara candidat

Abdallah Albert Mabri Toikeusse, ministre à plusieurs reprises sous la présidence d'Allassane Ouattara, passé dans l'opposition en 2020, a été officiellement investi candidat de son parti à la présidentielle du 31 octobre.

"Militants et militantes, vous venez de me mettre en mission. Avec vous, pour vous, je veux bâtir la nation ivoirienne. Je veux être l'ami de tous et l'ennemi de personne", a lancé l'ancien ministre à plusieurs milliers de militants de l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI) au Palais de la culture d'Abidjan.

"Nous avons réussi à remplir les conditions requises de parrainage de notre candidature", a promis M. Mabri Toikeusse qui devrait déposer sa candidature à la Commission électorale indépendante (CEI) lundi. "Je veux être celui qui sera le trait d'union entre tous les Ivoiriens.

Après des décennies d'incompréhension... Notre défi est de remettre notre pays sur les rails de +l'union, du travail et de la discipline+ (devise de la Côte d'Ivoire, ndlr)", a-t-il conclu. M. Mabri Toikeusse avait été candidat de l'UDPCI à la présidentielle de 2010 (4e avec 2,57 % de voix).

Ministre des Affaires étrangères, du Plan et jusqu'en mai 2020 de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, il était une figure de la coalition du président Ouattara, le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la Paix (RHDP).

Toutefois, il en a claqué la porte, quand le RHDP a désigné comme candidat le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, décédé quelques mois plus tard d'un infarctus, en juillet. Ce décès a conduit le président Ouattara à briguer un troisième mandat.

Comme la précédente, la Constitution de 2016 limite à deux les mandats présidentiels.

Les partisans de M. Ouattara affirment que le changement de Constitution a remis le compteur des mandats à zéro, ses adversaires jugent anticonstitutionnelle une troisième candidature.

Cette candidature controversée a débouché sur des violences interethniques dans plusieurs villes du pays, qui ont fait au moins 8 morts.

Allassane Ouattara, 78 ans, l'ancien président Henri Konan Bédié (1993-1999), 86 ans, ou l'ancien Premier ministre de Laurent Gbagbo Pascal Affi N'Guessan ont déjà déposé leur dossier à la CEI. Les candidats ont jusqu'à lundi minuit pour déposer leurs dossiers et ne doivent pas être nécessairement présents physiquement. Des proches de l'ancien président Gbagbo et de l'ancien chef rebelle et Premier ministre Guillaume Soro, tous deux à l'étranger et sous le coup de condamnations par la justice ivoirienne, devraient déposer leurs dossiers d'ici lundi, selon l'agence AFP.

APS

MALI

M. Boukadoum s'entretient avec les membres du CNSP au Mali

Le ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum, s'est entretenu, vendredi, dans le cadre de sa visite à Bamako, avec les membres du Comité national pour le salut du peuple (CNSP) au Mali, rapporte un communiqué du ministère des Affaires étrangères (MAE).

Cette rencontre a eu pour objet "la situation prévalant au Mali ainsi les paramètres de la sortie de la crise", note la même source. Lors de ces entretiens, le ministre des Affaires étrangères a réitéré "la disponibilité de l'Algérie à accompagner le Mali en ces circonstances particulières, comme elle l'a toujours fait". Il a réitéré, à cet égard, "l'engagement indéfectible de l'Algérie en direction du Mali et du peuple malien frère, qui a depuis toujours caractérisé les relations entre les deux pays, y compris dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, issu du Processus d'Alger". Cette rencontre a été l'occasion de "réitérer l'attachement à sa mise en œuvre effectif pour une sortie durable de la crise au Mali". M. Boukadoum a mis en



exergue la conviction de l'Algérie que "seule la voie pacifique du dialogue entre les enfants du pays est à même d'amorcer un réel processus permettant de surmonter les difficultés de l'heure", souligne le communiqué.

A cette occasion, les membres du CNSP "ont exprimé leur gratitude

pour cette visite, la première du genre et de ce niveau, qui constitue un grand geste d'amitié et de solidarité en direction du Mali. Ils ont exprimé leur confiance en l'Algérie qui s'est toujours tenue du côté du peuple malien frère", ajoute-t-on. Au terme des discussions, les membres du

CNSP, tout en réitérant leur attachement aux relations bilatérales avec l'Algérie, "ont exprimé leur souhait d'être accompagnés dans leurs efforts visant à aller vers une sortie de crise consensuelle dans les délais les plus courts possibles", conclut le communiqué du MAE.

M. Boukadoum s'entretient avec le chef de la MINUSMA

Le ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum, s'est entretenu, vendredi à Bamako, avec, M. Saleh Annadif, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la Mission intégrée multidimensionnelle des

Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. M. Boukadoum a également eu des discussions avec le Chef de la Mission de l'Union africaine pour le Sahel (MISAHEL),

M. Pierre Buyoya. Ces deux rencontres ont eu pour objet "la situation prévalant actuellement au Mali ainsi que les voies et moyens à même d'accompagner ce pays frère et voisin pour surmonter les défis de l'heure", précise la même source.

Boukadoum : «Le Mali est pays "extrêmement important" pour l'Algérie»

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a indiqué vendredi à Bamako, que le Mali est pays "extrêmement important" pour l'Algérie et tout ce qui concerne ce pays voisin "nous concerne aussi".

"Le Mali est pays extrêmement important pour nous et tout ce qui concerne le Mali nous concerne aussi", a indiqué M. Boukadoum dans

une déclaration à la presse à son arrivée dans la capitale malienne pour une visite d'une journée. "Je suis venu sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour écouter d'abord, discuter et échanger les points de vue sur la situation au Mali de manière à ce que le peuple malien puisse vivre dans la paix, la sérénité et la concorde", a-

t-il souligné. M. Boukadoum a, en outre, relevé que l'Algérie et le Mali sont deux pays voisins qui partagent de longues frontières et qui sont liés par des relations "historiques, familiales, tribaux et d'amitié". Pour rappel, M. Boukadoum a été dépêché par le président de la République pour une visite d'une journée au Mali, laquelle s'inscrit dans "la continuité des

relations historiques de fraternité et de solidarité que l'Algérie a toujours entretenues avec le Mali", avait indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Cette visite vient également "marquer le soutien indéfectible au peuple malien frère et son attachement ferme à la sécurité et à la stabilité du Mali".

ZIMBABWE

Des diplomates étrangers dénoncent la "répression"

Les ambassadeurs de plusieurs pays occidentaux au Zimbabwe, dont les Etats-Unis et le Royaume-Uni, ont exprimé vendredi leur "vive préoccupation" après la récente vague de "répression" ordonnée par le gouvernement.

Ces dernières semaines, plusieurs opposants au président Emmerson Mnangagwa ont été arrêtés pour avoir appelé à une manifestation, interdite pour cause de pandémie de coronavirus, dénonçant la corruption et la crise catastrophique que traverse le pays.

Parmi eux figurent le vice-président du principal parti d'oppo-

sition du pays, le Mouvement pour un changement démocratique (MDC), Job Sikhala, le chef du petit parti Transformer le Zimbabwe, Jacob Ngarivhume, ou le journaliste et lanceur d'alerte Hopewell Chin'ono.

La célèbre écrivaine Tsitsi Dangarembga a elle aussi été interpellée puis remise en liberté sous caution.

"Le Covid-19 ne doit pas servir de prétexte à une restriction des libertés fondamentales des citoyens", écrivent les diplomates dans un communiqué.

"Les libertés de la presse, d'opi-

nion et de réunion sont universellement reconnues comme des droits fondamentaux et sont garanties par la Constitution du Zimbabwe", insistent les ambassadeurs du Canada, d'Allemagne, des Pays-Bas, de Norvège, de Pologne, du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

Leur lettre regrette également "la rhétorique inutile et les accusations" du régime contre ses opposants, la société civile et les diplomates étrangers.

En juin, le parti au pouvoir avait dénoncé l'ambassadeur américain Brian Nicholls pour avoir critiqué des arrestations d'opposants.

MÉDITERRANÉE ORIENTALE L'UE menace Ankara de nouvelles sanctions

Le représentant de l'UE pour la diplomatie Josep Borrell a menacé vendredi Ankara de nouvelles sanctions, s'il n'y a pas de progrès dans le dialogue avec Athènes sur la crise en Méditerranée orientale.

"En l'absence de progrès de la part de la Turquie, nous pourrions établir une liste de nouvelles mesures restrictives" qui serait discutée au sommet de l'UE le 24 septembre, a dit M. Borrell, à l'issue d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Etats membres à Berlin.

"Le recours de l'UE à la menace de sanctions n'aide pas à résoudre le problème", a dit le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Hami Aksoy, ajoutant que cela poussait au contraire son pays à être plus déterminé que jamais.

Les tensions entre Ankara et Athènes, qui se disputent certaines zones maritimes en Méditerranée orientale, riches en hydrocarbures, sont montées d'un cran cette semaine, avec des manœuvres militaires rivales, incluant d'un côté des navires de guerre turcs et américains, et de l'autre des bâtiments grecs, chypriotes, français et italiens.

"Nous voulons donner une sérieuse chance au dialogue et j'apprécie énormément



l'effort déployé par l'Allemagne - qui assure la présidence semestrielle de l'UE, ndr - pour trouver des solutions", a dit M. Borrell.

Les 27 ministres de l'UE se sont entendus pour sanctionner de nouvelles personnalités - dont les noms ont été suggérés par Chypre - pour leur rôle dans les forages exploratoires turques dans les eaux revendiquées par l'île. Actuellement, seules deux personnes sont frappées

de sanctions. Questionné sur les "mesures restrictives" contre la Turquie qui pourraient être discutées au sommet de l'UE le 24 septembre, M. Borrell a déclaré que cela pouvait par exemple être une interdiction d'utilisation des ports de l'UE ou une saisie éventuelle de navires impliqués dans les forages.

Des sanctions visant des secteurs entiers de l'économie turque pourraient également être envisagées, a-t-

il dit, mais il a indiqué qu'elles seraient décidées seulement dans le cas où celles ciblant les forages s'avéraient inefficaces.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères grec Nikos Dendias a déclaré aux médias grecs: "Je pense que la partie grecque a obtenu ce qu'elle pouvait, c'est-à-dire des sanctions possibles si la Turquie ne choisit pas la désescalade et ne revient pas au dialogue".

FRANCE-TURQUIE

Macron veut "réengager" un dialogue positif avec la Turquie, avec des "préalables"

Le président français, Emmanuel Macron, souhaite réengager "un dialogue positif" avec la Turquie, mais avec des "préalables", a-t-il déclaré vendredi soir.

"Il est clair qu'il y a une série de préalables pour réengager un dialogue de confiance", a-t-il déclaré, soulignant que "ces dernières années, la stratégie qui a été celle de la Turquie n'est pas la stratégie d'un allié de l'Otan".

"J'assume complètement ce que nous avons fait cet été, qui a été simplement d'avoir des actes proportionnés derrière les mots", a expliqué Emmanuel Macron. Paris a déployé mi-août deux navires de guerre et deux avions Rafale pour soutenir la Grèce qui dénonce des recherches turques d'hydrocarbures "illégalles" dans ses eaux.

"Nous n'avons pas déployé une armada en Méditerranée orientale mais nous avons simplement dit que nous considérons que les déploiements faits (par la Turquie, ndr) sont une provocation", justifie le chef de l'Etat.

"J'ai eu une longue discussion avec la chancelière Merkel cet été, (...) tout le monde est en train de voir qu'il y a un problème.", a-t-il poursuivi. Le représentant de l'UE pour la diplomatie Josep Borrell a menacé vendredi Ankara de nouvelles sanctions s'il n'y a pas de progrès dans le dialogue avec Athènes sur la crise en Méditerranée orientale.

"La stratégie qui est la nôtre, a souligné M. Macron, c'est d'avoir une position commune, qui permette de réengager une relation possible avec la Turquie sur la base d'exigences préalables de respect de la souveraineté de nos états membres, et derrière aussi le réengagement d'un dialogue positif: la Turquie est un partenaire sur les sujets migratoires, la Turquie doit être un



partenaire sur les sujets énergétiques, un partenaire pacifique et pacifié, et la Turquie est aujourd'hui dans un projet d'union douanière avec nous".

BÉLARUS

Les autorités retirent leur accréditation à plusieurs journalistes de médias étrangers

Les autorités belarusses ont retiré samedi l'accréditation de plusieurs journalistes de médias étrangers à la veille d'une nouvelle grande manifestation prévue par l'opposition, qui conteste les résultats de la présidentielle du 9 août.

Selon le porte-parole de la diplomatie belarusse, Anatoli Glaz, cette décision a été prise sur la base d'une recommandation de la Commission interministérielle de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

Il n'a pas précisé combien de journalistes sont concernés par cette mesure, mais des médias étrangers dont la BBC et Radio Liberty ont fait état du retrait de l'accréditation de plusieurs de leurs journalistes.

"Le ministère des Affaires étrangères

belarusse m'a appelée et m'a signifié l'annulation de mon accréditation et de celle d'une de mes collègues en tant que correspondants de la BBC.

Ils ont exigé que je rende ma carte", a indiqué la journaliste Tatiana Melnitshouk.

Le président belarusse Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 1994, fait face à un mouvement de contestation inédit depuis l'élection contestée du 9 août, qui l'a donné gagnant avec 80% des suffrages et que l'opposition dénonce comme frauduleuse.

L'opposition, dont la cheffe de file Svetlana Tikhanovskaïa est réfugiée en Lituanie, a organisé deux manifestations monstres les 16 et 23 août et prévoit une nouvelle action d'ampleur ce dimanche.

CHINE - ETATS UNIS

Le chef du Pentagone accuse la Chine de "déstabiliser" le Pacifique

Le chef du Pentagone Mark Esper a accusé vendredi la Chine de "déstabiliser" la région Pacifique, au cours d'une escale éclair dans la nation insulaire de Palau.

La visite qui a duré à peine trois heures intervient alors que Washington tente de contrer les efforts de Pékin d'accroître son influence sur les nations insulaires du Pacifique, peu peuplées mais d'une grande importance stratégique.

"Les Etats-Unis et Palau partagent des valeurs de liberté où tous les pays respectent des règles et des normes assurant la paix et la prospérité de toutes les nations", a déclaré M. Esper.

"C'est particulièrement important aujourd'hui, alors que nous travaillons avec nos alliés et partenaires pour protéger ce système international menacé par la Chine et ses activités de déstabilisation dans la région", a-t-il déclaré.

Pékin a réussi l'an dernier à persuader les îles Solomon et le Kiribati à renoncer à leurs liens diplomatiques avec Taïwan au profit de la Chine.

Taïwan ne compte plus que quatre Etats alliés dans le Pacifique, dont Palau.

Cette nation de 22.000 habitants située à 1.500 kilomètres à l'Est des Philippines, garde des liens solides avec Taïwan et les Etats-Unis, malgré les pressions chinoises.

"Ce n'est pas un secret qu'ils (les Chinois) prêtent de l'argent, et injectent de l'argent dans les économies de nombreuses nations insulaires du Pacifique", a expliqué aux journalistes le président de Palau Tommy Remengesau.

Mark Esper a indiqué avoir évoqué avec le président Remengesau la nécessité de respecter la "souveraineté des nations quelle que soit leur taille".

Les Etats-Unis ont l'intention de construire une installation radar à Palau mais le projet a été suspendu en raison de la crise du coronavirus, Palau souhaitant rester exempt de tout cas de Covid-19.

Selon un accord signé avec Palau, les forces militaires américaines ont accès à l'île mais n'ont pas de soldats stationnés là-bas actuellement.

M. Remengesau a salué les projets d'augmenter la présence militaire américaine dans la région Indo-Pacifique. "Cela nous donne à Palau un plus grand sentiment de sécurité et de stabilité", a-t-il commenté.

Les résultats de la présidentielle ont été rejetés par l'Union européenne, qui prépare des sanctions contre des hauts responsables du pouvoir belarusse et a exhorté Alexandre Loukachenko à dialoguer avec l'opposition.

M. Loukachenko s'est pour sa part refusé à toute concession et dénonce un complot occidental destiné à le faire tomber.

Les premières manifestations au Bélarus après l'élection du 9 août avaient été réprimées par la force, faisant trois morts, des dizaines de blessés et plus de 7.000 personnes avaient été arrêtées. Les journalistes travaillant au Bélarus ont fait l'objet de pressions et de brèves interpellations.

HISTOIRE - PUBLICATION

"Ali Rédha El Jazairi, gouverneur de Tripoli", nouvel ouvrage de Mostéfa Khiati

Dans son dernier ouvrage intitulé "Ali Rédha El Jazairi, gouverneur de Tripoli", le professeur Mostéfa Khiati met au jour le parcours de deux personnalités algériennes du XIXe siècle qui s'étaient illustrées à l'étranger en tant que gouverneurs, diplomates et chefs militaires.

Paru récemment aux éditions "Ac com", ce livre de 120 pages revient sur le parcours de Ali Rédha El Jazairi (1820-1876), écrivain, stratège, chef militaire, médiateur et gouverneur de Tripoli sous l'empire Ottoman et sur la vie de son père Hamdane Ben Othman Khodja (1773-1842), écrivain et conseiller à la santé auprès de la porte sublime.

L'ouvrage s'intéresse d'abord au parcours de Hamdane Ben Othman Khodja, enseignant de théologie puis membre du conseil municipal d'Alger, après la prise de la ville par la France coloniale, un poste qu'il a utilisé pour "entraver la main mise colonialiste sur les édifices religieux et mosquées d'Alger" avant d'être médiateur entre le duc de Rovigo et Ahmed Bey en 1832 pour "amener les deux parties à un arrangement pacifique".

Menacé et dépossédé de ses biens, Hamdane Ben Othman Khodja, va s'exiler volontairement en France et créer le "comité des Maures bannis d'Alger" avec Ibrahim Ben Mustapha Pacha.

Un an plus tard, il a publié à Paris le livre "Le miroir", un aperçu historique et statistique sur la régence d'Alger décrivant la situation politique, économique, sociale et culturelle de l'Algérie à cette époque et dressant un réquisitoire contre le colonialisme ce qui va le mener à fuir la France pour s'installer à Istanbul où il dirigera le service de santé du sultan.

Il a également publié le livre "Le don fait aux justes et aux lettrés pour se prémunir des maladies épidémiques" récemment réédité par l'Université d'Alger.

Hamdane Ben Othman Khodja s'est éteint en 1842 à Istanbul sans avoir revu son épouse et sa fille, restées à Alger.

Son fils Ali Rédha Ben Hamdane Khodja, né à Alger en 1820 a suivi des études dans les écoles militaires françaises jusqu'en 1840 avant d'in-



tégrer l'armée ottomane où il va mener une brillante carrière en jouant un rôle militaire et diplomatique important lors de la guerre de Crimée (1853-1856) qui a opposé les empires ottoman et russe.

En tant que civil, Ali Rédha El Jazairi a été intendant de la province de Sivas au centre de la Turquie et reçoit en 1867 le grade de Maréchal et devient gouverneur de Tripoli jusqu'en 1870.

Après deux années passées à la tête de la deuxième armée ottomane stationnée en Anatolie, il revient à Tripoli "suite à une pétition adressée par les habitants au sultan".

A Tripoli Ali Rédha El Jazairi a été chargé de mener des réformes administratives et urbaines de grande envergure, il a réorganisé la gestion de la ville en créant la "Baladya" (mairie), établi un recensement de la population et résolu les problèmes d'eau potable, de propreté et d'éclairage de la ville.

Sous sa gouvernance, l'enseignement primaire était devenu obligatoire dans les villes et villages de Tripoli en plus de l'ouverture de collèges et d'une école des arts et des métiers. Après son décès en

1876 l'ouvrage considéré comme livre rare et intitulé "Miroir d'Algérie" a été publié en langue ottomane, Ali Rédha El Jazairi y relate l'histoire de l'Algérie avant la régence ottomane jusqu'à la colonisation française et revient sur la résistance populaire entre 1830 et 1847. Auparavant, il avait également publié un ouvrage en arabe dialectal traduit vers le français sous le titre "Souvenirs d'un voyage à Constantine" relatant son périple avec son père et sa rencontre avec Ahmed Bey en 1832.

Médecin chercheur et enseignant à l'université d'Alger, Mostéfa Khiati est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire de l'Algérie et la médecine algérienne dont "Histoire de la médecine en Algérie de l'antiquité à nos jours" (2003), "Les blouses blanches de la révolution" (2011), "Histoire des épidémies, des famines et des catastrophes naturelles en Algérie" (2011), "Les irradiés algériens, un crime d'Etat" (2018), "Les 83 guerres menées par l'Algérie durant la période ottomane" ou encore "Femmes ayant marqué l'histoire de l'Algérie" publié en juillet dernier.

VIENNE

Le Musée Sigmund Freud rouvre ses portes après 18 mois de rénovation

Le Musée Sigmund Freud rouvre samedi à Vienne après 18 mois de rénovation et d'agrandissement, montrant pour la première fois les appartements privés laissés vacants par le fondateur de la psychanalyse à son départ pour Londres en 1938, rapportent des médias.

Situés dans un immeuble bourgeois du centre ville depuis 1891, ils jouxtaient au premier étage du numéro 19 de la Berggasse le cabinet médical où les patients venaient s'allonger sur un divan pour faire parler leur inconscient. En 1971, ce cabinet était devenu un musée avec la bénédiction d'Anna, la fille de Sigmund Freud, mais pas les appartements. Depuis, barbe taillée et lunettes rondes, le médecin né en 1856 dans l'Empire d'Autriche est devenu une "icône pop", l'un des visages les plus connus de Vienne.

Devenu trop petit pour faire face à une fréquentation toujours en hausse, le musée a donc lancé des travaux et en a profité pour dévoiler les pièces dans lesquelles vivait la famille.

La nouvelle exposition permanente retrace, notamment avec des films et des photos, le riche parcours de Sigmund Freud, médecin, théoricien, collectionneur, éditeur et écrivain. Selon la directrice du musée Monika Pessler, elle doit faire vivre "l'enseignement de Freud pour une société ouverte". Le musée passe de 280 à 550 m2, une bibliothèque a été ouverte. Mais les intérieurs n'ont pas été reconstruits.

En fuyant le nazisme pour trouver refuge en Grande-Bretagne un an avant sa mort, le théoricien des rêves et de l'inconscient a emmené presque tous ses meubles avec lui. Ils se trouvent encore dans sa dernière demeure britannique, elle aussi ouverte au public. Pour l'architecte Herman Czech, on aurait "falsifié l'histoire en ramenant le sofa de Londres". Il fallait au contraire montrer "qu'il n'y a plus rien ici", a-t-il dit à des journalistes cette semaine.

Ce vide symbolise "la perte de culture et d'humanité" de l'Autriche annexée par Hitler, a-t-il expliqué en présentant le résultat des travaux, retardés de quelques mois par la pandémie. Le musée honore aussi la mémoire de plusieurs dizaines d'habitants de l'immeuble, les voisins des Freud, déportés en camp d'extermination.

BELGIQUE

Décès du bédéiste belge, André-Paul Duchâteau

Le romancier et scénariste belge André-Paul Duchâteau, connu pour la série de bandes dessinées des années 60 "Ric Hochet", est décédé mercredi à l'âge de 95 ans, ont rapporté jeudi des médias auprès des éditions du Lombard.

Duchâteau avait travaillé avec le dessinateur français Tibet dès 1955 sur les aventures du journaliste-détective Ric Hochet, qui paraîtront d'abord dans le journal "Tintin".

Suivront des dizaines d'albums à partir de 1963 dont l'action se situe en France ou en Belgique avec chacun plusieurs histoires (Le trésor des Marolles, Le nombre maudit, Silence de mort...).

Une intégrale en 20 tomes a été publiée par les éditions Le Lombard.

"Il faut une immense amitié pour être capable de travailler une soixantaine d'années avec quelqu'un, sans jamais se disputer..."

Avec Tibet nous n'avons pas vu le temps passer et nous nous sommes vraiment amusés", avait confié Duchâteau, cité dans le communiqué du Lombard.

Le scénariste, né à Tournai (ouest de la Belgique), près de la frontière française, a écrit dès l'adolescence et publié son premier roman "Meurtre pour meurtre" à l'âge de 16 ans.

Un temps rédacteur en chef de Tintin, il a produit plusieurs centaines d'albums.

Outre Tibet, il a collaboré avec Daniel Hulet (Pharaon), William Vance, l'auteur de la série XIII (Bruce J. Hawker) ou Grzegorz Rosinski, le dessinateur de Thorgal (Hans).

Il avait été récompensé du Grand prix de littérature policière pour "De 5 à 7 avec la mort" en 1974.

APS

ETATS-UNIS

Réouverture de musées à New-York après six mois de fermeture à cause de la pandémie

Des musées new-yorkais ont pu rouvrir ses portes jeudi après presque six mois de fermeture à cause de la pandémie, avec une capacité d'accueil limitée à 25%, des contrôles de température à l'entrée et de strictes mesures de distanciation, ont rapporté des médias citant des responsables du secteur.

Dans ces conditions, et avec un secteur touristique à l'arrêt, seuls quelques amateurs d'art avaient réservé un créneau horaire pour ce premier jour de réouverture.

Le célèbre musée d'art moderne new-yorkais



MoMA se limite à accueillir 100 personnes par heure, même s'il espère pouvoir progressivement augmenter ce nombre, a expliqué Sonya Shrier, chargée des relations avec les visiteurs au musée. "C'est un excellent mo-

ment pour visiter le musée, il y a moins de monde, et c'est aussi une belle occasion pour les visiteurs de se rassembler sans risque (...) en cette période difficile", a-t-elle ajouté.

La réouverture a fait l'objet d'une minutieuse

préparation, et "c'est vraiment gratifiant de la voir mise en oeuvre, de voir les portes ouvertes et les visiteurs revenir", selon elle.

Le plus grand des musées new-yorkais, le Metropolitan Museum, rouvrira lui samedi, et la plupart des autres musées doivent rouvrir d'ici début octobre. Frappée de plein fouet au printemps par le coronavirus, avec plus de 23.600 morts, la capitale économique et culturelle américaine est désormais un modèle de contrôle de l'épidémie, avec un taux de contamination autour des 1%.

INTERNET

La libération de nouvelles fréquences permettra une amélioration "rapide" du débit

Les opérateurs de téléphonie mobile en Algérie sont tous unanimes à affirmer que la décision du ministère de la Poste et des Télécommunications relative à la libération de nouvelles fréquences internet qui seront mises à leur disposition, est "un pas positif" qui permettra "une amélioration palpable du débit Internet dans les semaines à venir".

Dans des déclarations à l'APS, les trois opérateurs (Mobilis, Djezzy, Ooredoo) ont estimé que l'ouverture par le premier responsable du secteur, Brahim Bouemza, du débat sur leurs différentes préoccupations, dénotait l'engagement du ministère de tutelle à assurer un haut débit et à améliorer la qualité des prestations au profit des citoyens.

Le PDG de Mobilis, Billal Mekid a indiqué que la libération de nouvelles fréquences au profit des opérateurs de téléphonie mobile permettrait à ces derniers d'améliorer le niveau de leurs prestations en un temps record", ajoutant que les décisions annoncées hier par le ministre "nous permettront d'augmenter sensiblement la qualité des prestations offertes à nos clients et celle de leurs communications".

L'octroi de nouvelles fréquences "bandes RPN" par l'Agence nationale des fréquences, dans le cadre d'un cahier des charges bien défini, "permettra d'accorder un débit plus grand et plus large", à mettre à la disposition des clients.

De son côté, le PDG de Djezzy, Matthieu Galvani s'est félicité de la réunion tenue hier avec le ministre de la Poste et des télécommunications, et qui a permis

"d'aborder avec les opérateurs de téléphonie mobiles les voies et les moyens susceptibles de régler le problème du débit internet en Algérie dans le cadre des recommandations de Monsieur le Président de la République émises lors du dernier Conseil des ministres".

Il a salué "cette initiative de Monsieur le ministre des télécoms dont la volonté clairement affichée est de parvenir à créer une synergie susceptible d'aborder les problèmes du secteur dans un esprit de sérénité et de transparence pour pouvoir offrir aux consommateurs algériens ne haute qualité de service et une connectivité sans faille".

"Nous avons eu une excellente réunion, pragmatique et positive et qui est de très bon augure pour le futur. C'est une démonstration parfaite d'une nouvelle démarche de partenariat pour améliorer la qualité de service aux citoyens", a-t-il ajouté.

«Nous sommes ravi par la décision ministérielle d'allocation de fréquences supplémentaires pour les opérateurs.

Nous sommes aussi venus avec des propositions concrètes de solutions orientées pour le citoyen afin d'améliorer l'accès

de tous au service, la qualité de service et l'innovation", a poursuivi le PDG de Djezzy.

Pour sa part, le chargé d'affaires de l'opérateur "Ooredoo", Mohamed Tewfik Dhouakh a qualifié cette décision de "pas très positif", qui permettra à son entreprise de présenter ses meilleurs offres, ajoutant que "la volonté d'améliorer les prestations est en, elle-même, louable".

L'annonce par le ministre d'allouer de nouvelles fréquences permettra à "Ooredoo" d'"intervenir rapidement pour améliorer sensiblement le débit internet", saluant par la même l'ouverture d'un dialogue entre le Gouvernement et les opérateurs de téléphonie mobile", ce qui traduit une grande volonté d'améliorer les prestations offertes aux citoyens".

"Le plus important est qu'un dialogue existe avec les autorités et le ministère de la Poste et des Télécommunications, ce qui nous facilitera le débat sur les détails techniques, dont l'amélioration permettra d'améliorer la qualité du débit internet et les communications téléphoniques", a-t-il ajouté précisant que toutes les parties qui coordonneront dans ce domaine se-



ront concernées par l'application directe de ces décisions.

"L'allocation de nouvelles fréquences permettra d'améliorer la qualité des prestations en quelques semaines, un travail profond et durable à mener en coordination avec tous les opérateurs". A rappeler que le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Bouemzar avait présidé, hier mardi, une rencontre avec les responsables des trois opérateurs de téléphonie mobile pour "unifier les efforts et œuvrer à améliorer les services et le débit internet au profit des citoyens, assurer un haut et très haut débit, dans le respect du principe d'équité dans le traitement avec les différents opérateurs public et pri-

vés. L'accent avait été mis sur l'importance d'"unifier les efforts et d'œuvrer à améliorer les services et le débit internet au profit des citoyens, en application des instructions données par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune".

Le ministre avait annoncé "la libération d'une bande du spectre de fréquences en coordination avec les différentes parties concernées, laquelle constitue une ressource rare et précieuse, en vue de la mettre à la disposition des opérateurs et leur permettre d'améliorer les prestations à travers une coordination étroite avec l'Autorité de régulation de la Poste et des Télécommunications".

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILYA DEL OUED
DAIRA DJAMAA
COMMUNE M RARA

AVIS D ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l' article 65 du décret présidentiel n 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation marchés publics la commune de M' rara informe l' ensemble des des soumissionnaires ayant répondu a l' avis d' appel

D' offres: DK NEWS
Qu' a l' issue de l' evaluation des offres , les marchés sont attribués provisoirement aux entreprises suivantes.

N	Projet	Entreprise	Montant	delai	Note	Motif de selection
01	Realisation ET Equipement Station de pompage d'Abadaliya	Entreprise ARROUK ROBOUAN de travaux hydrologique et construction	19.516.714,00 d.a	05 mois	42 pts	Offre et delai acceptable
02	Réhabilitation DE ROUTE RELIANT LA ROUTE COMMUNALE 840 AVEC LE CENTRE DE PROTECTION CIVILE A UNE DISTANCE DE 1 KM	Sarl satralom des travaux publics et hydraulique	12.526.654,00 da	45 JOUR	62,00 pts	Offre et delai acceptable

Tout soumissionnaire qui conteste le choix opere peut intraduire un recours dans les 10 jours a compter de la publication du present avis.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ADRAR

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
NIF : 29613101083420

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 73 du décret présidentiel n°15-247 du 16 /09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya d'Adrar informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres N°: 04/2020 relative au projet : Réalisation et Equipement d'une Maison de Jeunes Type 3 à Tinerkouk.

- *Lot n° 03 : Equipement audio visuel.
- * Lot n° 04 : Equipement informatique, scientifique et technique.
- * Lot n° 05 : Equipement de musique.
- * Lot n° 06 : Equipement de l'activité de jeunesse et sport de loisir.
- * Lot n° 07 : Equipement de bureau.

Dont le cadre à l'opération : Réalisation et Equipement d'une Maison de Jeunes type III à Tinerkouk (P.C.C.E 2014). Les résultats des délibérations de la commission d'évaluation des offres les lots du projet est attribué provisoirement à:

Fournisseur	Lots	Délai de livraison	Délai de garantie	Montant DA	Observation
Ghorid Boumadiane N° FISCAL 197917200059425	Lot n° 03 : Equipement audio visuel.	10 Jours	36 Mois	362 950.00	Mieux disant
	Lot n° 04 : Equipement informatique, scientifique et technique.	10 Jours	36 Mois	1 364 930.00	Mieux disant
	Lot n° 05 : Equipement de musique.	10 Jours	24 Mois	1 288 770.00	Mieux disant
AICHAOUI Elmalik N° FISCAL 199001010832648	Lot n° 06 : Equipement de l'activité de jeunesse et sport de loisir.	10 Jours	36 Mois	2 104 872.00	Mieux disant
Ghorid Boumadiane N° FISCAL 197917200059425	Lot n° 07 : Equipement de bureau.	10 Jours	36 Mois	4 688 362.00	Mieux disant

NB : Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés public de la WILAYA d'Adrar dans un délai de 10 jours à compter de la publication du présent avis conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 /09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Taxi 5



Sylvain Marot, policier parisien intrépide doublé d'un pilote émérite, a une façon bien à lui de faire parler les suspects. Mais son comportement hors du service lui cause des soucis : pour avoir approché de trop près la femme du préfet, Marot est immédiatement muté à Marseille. Le policier découvre avec effroi un commissariat qui ne répond pas à ses normes d'efficacité. Lors de sa première sortie en ville, il fait rapidement connaissance d'Eddy Maklouf, chauffeur de taxi qui se moque du code de la route.

france 2 21:05

Garde alternée



Jean, professeur de lettres à l'université, mène depuis un an une double vie bien réglée entre sa femme, Sandrine, professeure de musique, ses enfants, Jeanne et Antoine, et sa maîtresse, Virginie. Tout bascule quand Sandrine découvre la tromperie et le somme de choisir entre ses deux vies. Jean quitte Virginie, mais Sandrine ne s'en satisfait pas et se rend à la rencontre de Virginie. Elle propose alors à celle-ci de partager Jean, qui passera la moitié de son temps avec Sandrine et l'autre avec Virginie.

france 3 20:55

Van Der Valk



Le meurtre de Ed Loman, 22ans, vlogger de mode, plonge Van der Valk et son équipe dans l'univers sans pitié des maisons de couture où les apparences sont très souvent trompeuses. Le jeune homme a été poignardé, sa bouche scotchée et ses paupières cousues avec un fil à base de champignon. En parallèle, Van der Valk et Julia Dahlman sont rattrapés par une ancienne affaire à l'issue de laquelle ils avaient fait mettre un officier de police corrompu en prison. Son fils, Willem Visser, cherche à le venger.

CANAL+ 20:45

Wolfsburg / Lyon



Ligue des champions féminine 2019/2020. Finale. Wolfsburg / Lyon. Reale Seguros Stadium.

6 20:35

Zone interdite



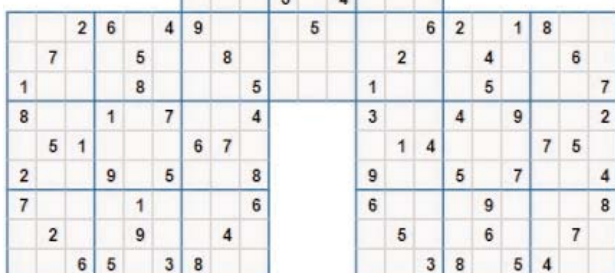
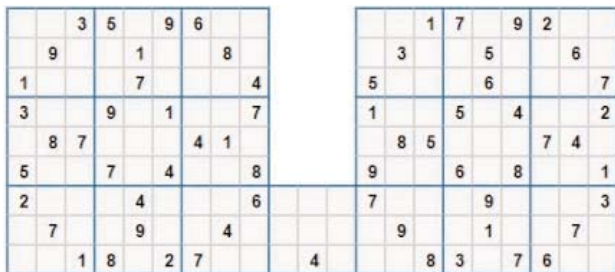
L'équipe du magazine a suivi les vacances post-confinement de plusieurs Français. Parmi eux, les membres de la famille Lavelle. Ayant à l'origine prévu de se rendre à l'étranger, ils se sont finalement retrouvés à Urval, en Dordogne, pour resserrer leurs liens et redonner vie à la maison familiale. De leur côté, les infirmières en réanimation, Marine, Laura, Calipso et Solène ont passé une semaine au camping d'Arès, dans la Gironde. Anaïs et Alexis, quant à eux, se sont mariés début août au prix d'une organisation compliquée. Frappé par la Covid-19 et ayant passé 12 jours en réanimation, Benjamin est allé en Vendée avec son épouse et leurs trois enfants.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2539

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



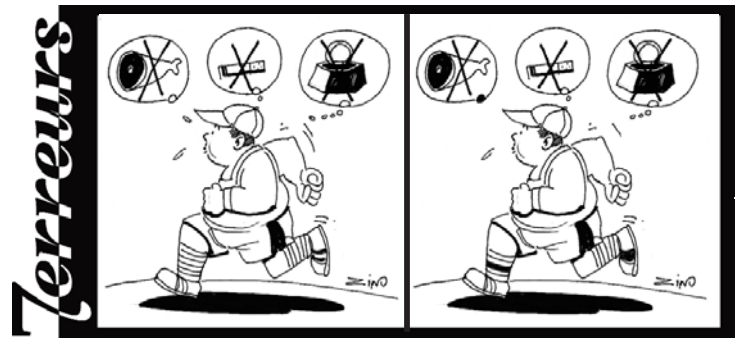
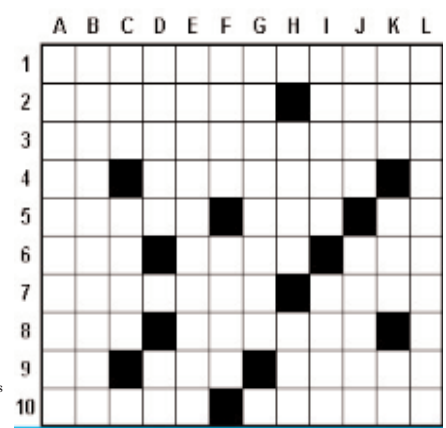
«Ne dis pas peu de choses en beaucoup de mots, mais dis beaucoup de choses en peu de mots.»

Pythagore

Mots croisés n°2539



- 1 - Dépression
- 2 - Dupée - C'est la même chose
- 3 - Objets d'échange pendant la trêve
- 4 - Sigle militaire - Remarquable
- 5 - Non de comédie - Parcoursus - Nombre transcendant
- 6 - Sainte bien réduite - Noir de fumée - Pas bien du tout
- 7 - Pourfendirent - Halo pour initié
- 8 - Riches décors - Plaisantins
- 9 - Démonstratif - Dessert du Morbihan - Coup de pied en vache
- 10 - Fortins africains - Moitiés bien féminines



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1239

narquois échange de plis	indéniable rendras	apprécie davantage	conspué	amas de graisse genre théâtral	première page piquant de morue	embryon
colosse homme d'harmonie			genre de note envoûtée	saint de Bigorre corrié	il vaut de l'or dieu coquin	rectal
le mot qui lie patientes mèneuses		tout-puissant espace de temps		émoussera courbé		médicament liquide
foyer intérieur montée des eaux			U.F.O. aux USA libèreras		cri de liesse espagnol savante	
cube à jeter lobes cervicaux		mécontent pêle-mêle	liques avales	ancien carburant	parasites craniens assommée	très dépouillé bataillon d'antan
assaison née de nouveau	marneuses aménagement			arborer rougir à peine		parcours du jour
répandit des miasmes	nettoyé- rent ferai bouger	posses- sif provocant		enjoli- veras coupure		couloir de navigation imitant
fendis quettas			glacial influé	illusion	nom de pomme membre de ballet	
attendri signe		rude refuge de vaisseau		renvoi riches déçus	petit aluminium organe de la vue	vêtement populaire pronom très personnel
ver de sable gratins du midi			son époux est un cochon		roue de poulie article de bazar	à fêter s'il est neuf
régions remarquables			équipant le cheval			

Solution

Sudoku n°2539

8	4	3	6	2	9	6	7	1	4	6	1	7	8	9	2	3	5			
7	9	6	4	1	3	2	8	5	8	3	7	1	5	2	9	6	4			
1	2	5	6	7	8	3	9	4	5	2	9	4	6	3	1	8	7			
3	6	4	9	8	1	5	2	7	1	7	6	6	3	4	8	9	2			
9	8	7	2	5	6	4	1	3	3	8	6	9	2	1	7	4	6			
5	1	2	7	3	4	9	6	8	9	4	2	6	7	8	3	5	1			
2	3	9	1	4	7	8	5	6	3	9	2	7	1	4	8	9	6	5	2	3
6	7	8	3	9	5	1	4	2	8	7	5	6	9	3	2	1	5	4	7	8
4	5	1	8	6	2	7	3	9	6	4	1	2	5	8	3	4	7	6	1	9

Mots Croisés n°2539

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	
1	A	F	F	A	I	S	S	E	M	E	N	T	
2	L	E	U	R	R	E	E		I	T	O	U	
3	P	R	I	S	O	N	N	I	E	R	E	S	
4	E	M		I	N	S	I	G	N	E		S	
5	N	E	N	N	I		L	U	S		P	I	
6	S	T	E	R		S	U	I	E		M	A	L
7	T	U	E	R	E	N	T		A	U	R	A	
8	O	R	S		R	I	E	U	R	S		G	
9	C	E		F	A	R		R	U	A	D	E	
10	K	S		A	R	S		D	E	M	I	E	S

Grille géante n°1239

.	G	.	V	.	E	.	H	.	A	.	A	.	C	.	D
C	C	O	R	E	S	.	P	.	H	.	A	.	C	.	D
C	O	R	E	S	.	P	.	H	.	A	.	C	.	D	
M	O	S	I	C	.	I	E	N	I	.	N	O	N	.	A
A	N	E	T	I	E	R	.	O	M	E	S	.	P	.	H
A	N	A	T	I	E	R	.	O	M	E	S	.	P	.	H
C	R	A	T	I	E	R	.	O	M	E	S	.	P	.	H
C	D	E	R	V	E	L	E	L	E	.	S	.	O	.	S
C	D	E	R	V	E	L	E	L	E	.	S	.	O	.	S
R	E	S	.	A	R	G	E	.	P	.	E	.	S	.	O
R	E	S	.	A	R	G	E	.	P	.	E	.	S	.	O
P	U	A	N	C	.	T	A	.	S	.	A	.	S	.	O
P	U	A	N	C	.	T	A	.	S	.	A	.	S	.	O
E	P	I	N	C	.	A	S	.	S	.	I	.	B	.	E
E	P	I	N	C	.	A	S	.	S	.	I	.	B	.	E
P	R	E	M	.	S	.	A	.	G	.	P	.	R	.	O
P	R	E	M	.	S	.	A	.	G	.	P	.	R	.	O
T	A	R	E	N	.	S	.	A	.	G	.	P	.	R	O
T	A	R	E	N	.	S	.	A	.	G	.	P	.	R	O
I	S	.	I	T	E	.	S	.	R	.	S	.	E	.	L

Le pays de Galles suspend les activités de son équipe de rugby à VII

La Fédération galloise de rugby (WRU) a décidé vendredi de suspendre sine die son programme de rugby à VII, en raison de l'impact financier de la pandémie de coronavirus.

"L'expansion mondiale de la pandémie et ses implications financières, y compris la perturbation deq World Rugby Sevens Series (circuit mondial de rugby à VII, ndr), ont rendu le programme intenable dans le contexte actuel", justifie l'instance dans un communiqué.

Il était peu probable, selon le directeur de la performance de la WRU Ryan Jones, que l'équipe galloise de rugby à VII puisse se préparer pour une compétition avant le mois d'avril prochain.

Toutefois, l'ancien capitaine du XV du Poireau a déclaré qu'il viendrait en aide à tout joueur qui avait entamé sa préparation en vue d'intégrer l'équipe britannique de rugby à VII pour les prochains Jeux olympiques de Tokyo.

Certaines stars de rugby à XV, parmi lesquels le flanker des Scarlets James Davies et l'arrière des Ospreys Sam Cross, médaillés d'argent aux Jeux de Rio, envisageaient de participer au rendez-vous de Tokyo à VII.

"Nous sommes déterminés à participer à des compétitions de classe mondiale et le développement continu des joueurs est une priorité absolue pour la WRU", a déclaré Jones.

"Nous soutiendrons donc pleinement nos athlètes dans leurs aspirations olympiques", a-t-il assuré. "Ne pas avoir de programme à VII serait une perte pour notre sport, et en tant que tel, je ne considère pas cette annonce comme la fin du rugby à VII pour la Fédération galloise de rugby à long terme," a insisté le dirigeant. Le pays de Galles, vainqueur de la Coupe du monde 2009, était dernier au classement du circuit mondial lorsque la pandémie a imposé un arrêt prématuré à la saison en mars.

MASTERS 1000 DE CINCINNATI

Le Canadien Raonic bat le Grec Tsitsipas et se qualifié pour la finale

Le Canadien Milos Raonic, 30e mondial, s'est qualifié pour la finale du Masters 1000 de Cincinnati, exceptionnellement délocalisé à New York, en battant vendredi le Grec Stefanos Tsitsipas, 6e mondial, 7-6 (7/5), 6-3.

En quête d'un 9e titre sur le circuit ATP, après plus de quatre ans de disette, le joueur de 29 ans affrontera le N.1 mondial Novak Djokovic ou l'Espagnol Roberto Bautista Agut, opposés dans le seconde demi-finale programmée aussi vendredi. La première manche s'est décidée au tie break, aucun des joueurs n'ayant concédé son service.

Raonic, qui a tout de même dû sauver une balle de set à 6-5 contre lui, a alors fait la différence en profitant de services moins efficaces du Grec, pourtant au point jusque-là.

Au second set, Raonic a breaké à 3-1 et, s'appuyant notamment sur 12 aces, a conservé cet avantage pour remporter une deuxième victoire en autant de confrontations face à Tsitsipas, après leur 16e de finale au dernier Open d'Australie.

Vendredi devait initialement être le jour des finales féminine et masculine, au lieu de quoi ce sont les demi-finales qui se disputent au lendemain de la pause observée par les organisateurs du tournoi, en signe de solidarité avec le boycott de Naomi Osaka, pour protester contre l'injustice raciale après l'affaire Jacob Blake. Cette dernière s'est alors ravisée et s'est même qualifiée plus tôt vendredi pour la finale où elle rencontrera la Bélarusse Viktoria Azarenka. Le tournoi de Cincinnati a lieu exceptionnellement cette année à Flushing Meadows, dans une "bulle" sanitaire pour éviter tout risque de contagion au coronavirus. L'US Open, deuxième tournoi du Grand Chelem de l'année, débute lundi sur son site habituel.

APB

CYCLISME/TOUR DE FRANCE Exclusion d'une équipe si deux cas de Covid confirmés

L'exclusion d'une équipe du Tour de France sera prononcée si deux de ses membres, encadrement inclus, sont positifs au Covid-19, a annoncé samedi le directeur du Tour, Christian Prudhomme.

L'Union cycliste internationale (UCI) avait proposé vendredi qu'une telle exclusion n'intervienne que si deux des huit coureurs étaient positifs. "On en reste à deux cas sur 30 personnes d'une même équipe sur une période de sept jours", a déclaré à l'AFP Christian Prudhomme, ajoutant que la décision "avait été prise par la cellule interministérielle de crise". Cette décision renforce les doutes sur cette édition 2020 de la plus grande course cycliste du monde, déjà reportée de deux mois en raison de la crise sanitaire. Le Tour débute aujourd'hui à Nice sous haute surveillance, sans public au départ, avec interdiction de stationner dans les cols



pour les spectateurs qui devront tous porter un masque. Les 176 coureurs des 22 équipes devront porter le masque dans les zones de départ et d'arrivée.

CYCLISME

Des Mondiaux de cyclisme seront organisés en 2020

Des Mondiaux de cyclisme seront organisés en 2020, après le désistement d'Aigle-Martigny (Suisse), a confirmé vendredi le président de l'Union cycliste internationale (UCI) David Lappartient lors d'un point presse à Nice.

"Il y aura bien des Championnats du monde sur route cette année, ils se tiendront aux dates prévues (du 20 au 27 septembre, ndr) et nous allons prendre la décision (du site) le 1er septembre prochain", a indiqué le président de l'UCI. La question du

programme, allégué ou non, n'a pas encore été tranchée et dépendra des villes candidates, a précisé David Lappartient sans les révéler.

La question de savoir si Nice était susceptible d'accueillir ces Mondiaux, le président de la fédération internationale a répondu en souriant: "Il y aurait tout pour faire des Championnats du monde ici".

"Si toutes les villes aimaient autant le vélo que Nice, le cyclisme se porterait bien", a-t-il ajouté.

Dans tous les cas, le circuit doit

être similaire à celui d'origine, taillé pour les grimpeurs: "C'est une exigence que j'avais posée, le parcours était prévu pour être difficile et certains coureurs avait fait du C championnat du monde un de leurs objectifs", justifie David Lappartient.

Il souligne aussi que la date de la course en ligne, le dimanche 27 septembre, une semaine après le Tour de France et près d'une avant le Giro en fait le "point de rencontre entre tous les coureurs des grands tours" qui devraient tous être en forme.

MASTERS 1000 DE CINCINNATI

Djokovic souffre mais rejoint Raonic en finale

Le N.1 mondial Novak Djokovic, toujours invaincu en 2020, s'est qualifié pour la finale du Masters 1000 de Cincinnati, délocalisé à New York, en battant difficilement Roberto Bautista Agut 4-6, 6-4, 7-6 (7/0), vendredi.

"Djoko", qui tentera de remporter ce tournoi pour la 2e fois en sept finales, affrontera le Canadien Milos Raonic, 30e mondial, qui s'est lui-même qualifié du Grec

Stefanos Tsitsipas, 6e mondial, 7-6 (7/5), 6-3.

Le Serbe qui convoite un 35e titre en Masters 1000, pour rejoindre Nadal seul détenteur du record de victoires dans cette catégorie de tournois, se méfiait d'autant plus de l'Espagnol (12e), qu'il avait perdu leurs deux dernières confrontations sur ciment.

Cette fois, il s'est imposé au bout de trois heures d'effort, dans ce qui aura été

son match le plus difficile pour sa reprise après six mois sans jouer.

D'autant qu'il a semblé souffrir de l'estomac à partir de la moitié du 3e set, après avoir dû faire intervenir le kiné pour se faire manipuler le cou au milieu du deuxième.

Mais face à Bautista Agut, excellent dans son jeu de fond de court et dans ses changements de rythme qui lui ont valu

d'empocher la première manche, "Nole" a, à chaque fois, su se ressaisir et hausser son niveau de jeu pour s'imposer. Le tournoi de Cincinnati a lieu exceptionnellement cette année à Flushing Meadows, dans une "bulle" sanitaire pour éviter tout risque de contagion au coronavirus.

L'US Open, deuxième tournoi du Grand Chelem de l'année, débute lundi sur son site habituel.

CYCLISME

L'UCI diligente une enquête sur la chute d'Evenepoel au Tour de Lombardie

L'Union cycliste internationale (UCI) a annoncé vendredi avoir diligente une enquête sur la chute du Belge Remco Evenepoel dans le Tour de Lombardie le 15 août, et s'intéresse notamment à un objet sorti de sa poche et à la possible transmission de données en course.

"Nous avons saisi la CADF (la fondation antidopage, NDLR) sur les images qu'on a pu voir à la télévision pour qu'elle mène son enquête, auditionne les personnes impliquées et qu'on en sache plus sur ce qui a pu être sorti de la poche de Remco Evenepoel", a indiqué le président de l'UCI David Lappartient lors d'un point presse tenu à la veille du départ

du Tour à Nice. Des images sur lesquelles on voit Davide Bramati, le directeur sportif du coureur extraire un objet de la poche arrière du coureur, ont suscité des interrogations sur les réseaux sociaux.

David Lappartient a évoqué aussi le sujet des données qui auraient été transmises à partir du vélo d'Evenepoel.

"A un moment le directeur sportif déclare qu'ils avaient pensé qu'il avait chuté parce qu'il avait cessé d'émettre ses données.

De quelles données parle-t-on?", s'est interrogé le président de l'UCI, à Nice à la veille du départ du Tour de France 2020. "Il est interdit d'en

transmettre un certain nombre. Nous sommes en train d'investiguer sur ce point", a précisé David Lappartient.

"S'il s'agit juste de données de localisation, c'est différent. Ce sont les +datas+ qu'on n'a pas le droit de transmettre." Remco Evenepoel, 20 ans, qui était le grand favori de l'épreuve, a lourdement chuté lors du Tour de Lombardie.

A une quarantaine de kilomètres de l'arrivée, dans la descente du Mur de Sormano, il est tombé dans un ravin après avoir heurté un muret en pierre.

Le jeune Belge doit être observé une période de repos absolu d'au moins six semaines.

AFFAIRE USMA-MCA Le TAS donne gain de cause à l'USMA, le derby ne sera pas rejoué

Le Tribunal Arbitral du Sport (TAS), sis à Lausanne (Suisse), a rendu ce vendredi son verdict, en donnant gain de cause à l'USM Alger dans l'affaire du derby face au MC Alger, a appris l'APS vendredi auprès de la direction du club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football.

"C'est une victoire pour nous. Le TAS nous a donné gain de cause, avec la décision de nous restituer les trois points défalqués, tout en infligeant une amende à la Ligue de football professionnel (LFP) et la Fédération algérienne (FAF). Le TAS a reconnu que ces deux instances ont bafoué les règlements.

Le tribunal arbitral n'a pas mentionné dans le verdict qui nous a été transmis de rejouer le derby", a affirmé à l'APS le directeur général de l'USMA Abdelghani Haddi.

L'USMA avait boycotté son derby contre le MCA qui devait se jouer le 12 octobre 2019, en raison de sa programmation pendant une date Fifa, alors que son effectif était amoindri par l'absence de plusieurs joueurs, retenus en sélection nationale militaire, ou avec les sélections de leurs pays, comme cela a été le cas de l'attaquant international libyen, Muaid Ellafi. Après un premier recours rejeté par la commission d'appel de la Fédération algérienne, le TAS algérien



avait confirmé la décision prononcée par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel : match perdu pour l'USMA (3-0), en plus d'une défalcation de trois points. "Je tiens à préciser que nous n'avons aucun problème avec le MCA, mais plutôt avec les instances footballistiques

nationales. C'est une question de principe, nous nous sommes engagés à aller jusqu'au bout. Dieu merci, aujourd'hui nous avons été rétablis dans nos droits", a-t-il ajouté.

Le Bureau fédéral de la FAF, réuni en session extraordinaire à la fin du mois de juillet

dernier, avait validé l'arrêt du championnat de Ligue 1 en raison de la pandémie du Covid-19, déclarant ainsi le CR Belouizdad champion de la saison 2019-2020. En récupérant ses trois points, l'USMA termine la compétition à la 7e place, avec 32 points, en compagnie de l'AS Ain M'lila.

LIGUE 1

L'ES Sétif demande l'application des décisions du TAS

Le Conseil d'administration de l'ES Sétif a demandé l'application des décisions du Tribunal arbitral du Sport (TAS) de Lausanne pour défalquer trois points au MC Alger et permettre au club sétifien de participer à la Ligue des champions d'Afrique, selon un communiqué publié vendredi soir par la SSPA/Black Eagles.

Faisant référence à la décision du TAS de Lausanne relative au match USMA-MCA où elle a donné gain de cause aux Rouge et Noir, la direction de l'ES Sétif demande à la Commission de discipline de la Ligue de football ainsi qu'à la Fé-

dération de défalquer 3 points au MCA et annoncer que l'ES Sétif disputera la Ligue des champions.

L'administration de l'ESS tient à préciser dans son communiqué qu'elle a suivi toutes les procédures légales pour récupérer la deuxième place au club sétifien, demandant ainsi à la Ligue de football et la FAF d'éviter toute nouvelle transgression en utilisant l'indice comme précisé dans le communiqué de la FAF du 27 juillet dernier pour départager le MC Alger et l'ES Sétif qui ont comptabilisé le même nombre de points. Le Tribunal

Arbitral du Sport (TAS), sis à Lausanne (Suisse), avait rendu vendredi son verdict, en donnant gain de cause à l'USM Alger dans l'affaire du derby face au MC Alger.

Le Bureau fédéral de la FAF, réuni en session extraordinaire à la fin du mois de juillet dernier, avait validé l'arrêt du championnat de Ligue 1 en raison de la pandémie du Covid-19, déclarant ainsi le CR Belouizdad champion de la saison 2019-2020.

En récupérant ses trois points, l'USMA termine la compétition à la 7e place, avec 32 points, en compagnie de l'AS Ain M'lila.

FRANCE

Le milieu de terrain de l'Olympique lyonnais Houssem Aouar testé positif au Covid-19

Le milieu de terrain de l'Olympique lyonnais Houssem Aouar a été testé positif au Covid-19 et a déclaré forfait pour le match de Ligue 1 contre Dijon ce vendredi, mettant en suspens son intégration de l'équipe de France initialement prévue lundi.

C'est un coup dur pour le star de l'été de l'OL, demi-finaliste de la dernière Ligue des champions à Lisbonne.

Aouar, 22 ans, devait parachever son beau mois d'août avec une première apparition

chez les Bleus. Il va sans doute manquer à l'appel du sélectionneur Didier Deschamps, qui l'a convoqué jeudi pour deux matches de Ligue des nations début septembre.

Aouar a déjà officiellement déclaré forfait pour la rencontre de la 2e journée de L1 contre Dijon, prévue à 21h00 (19h00 GMT) ce vendredi, peu avant le coup d'envoi.

"L'Olympique Lyonnais informe avoir organisé, ce jeudi 27 août, un nouveau test de l'ensemble de ses joueurs et

de son staff professionnel en prévision du match contre Dijon au Groupama Stadium", a expliqué le club.

"Les résultats reçus ce (vendredi) matin par la direction médicale du club révèlent qu'Houssem Aouar est le seul joueur de l'effectif à être déclaré positif au Covid-19.

Dès la prise de connaissance des résultats, Houssem Aouar a été isolé et mis en quatorzaine alors qu'il est totalement asymptomatique", poursuit le texte.

"L'Olympique Lyonnais précise par ailleurs que la contamination du joueur s'est produite à l'extérieur du club.

Houssem Aouar reprendra avec le groupe professionnel dans 10 à 15 jours en fonction des prochains tests de contrôle qu'il devra subir", a précisé l'OL.

Cette annonce signifie qu'Aouar ne pourra pas honorer sa première convocation avec les Bleus pour les matches en Suède et contre la Croatie (5 et 8 septembre).

TUNISIE - CS SFAXIEN L'entraîneur Faouzi Benzarti aux commandes du CS Sfaxien

L'entraîneur Faouzi Benzarti s'est engagé avec le CS Sfaxien jusqu'à la fin de la saison, en remplacement de Fathi Jbel qui a quitté le club au lendemain de la défaite face au CS Hammam-lif (1-2) pour le compte du championnat tunisien de première division de football.

Le nouvel entraîneur a dirigé vendredi au stade Mhiri de Sfax, sa première séance d'entraînement, en prévision du clasico de la 23e journée de la Ligue 1 qui l'opposera dimanche à l'Etoile du Sahel.

"Le club compte beaucoup sur Faouzi Benzarti pour réaliser les meilleurs résultats. Même si l'accord est conclu dans ces conditions-là, et même si l'assemblée générale électorale aura lieu bientôt (ndlr, le 2 octobre), le comité directeur partira la conscience tranquille en laissant à la disposition de l'équipe un entraîneur chevronné qui a dirigé les meilleurs clubs du pays", a déclaré à l'agence TAP le président du club, Moncef Khemakhem.

"Nous sommes d'accord sur tous les détails du contrat qui sera signé juste après la séance d'entraînement", a ajouté Khemakhem qui a tenu à rendre hommage à l'entraîneur Fathi Jbel pour le parcours réalisé avec le CS Sfaxien en remportant notamment avec lui la coupe de Tunisie et qui le quitte dans une honorable deuxième place, à quatre journées de la fin de la Ligue 1". Benzarti avait entraîné le CS Sfaxien lors de la saison 1995-1996. Le CSS compte dans ses rangs l'attaquant algérien Zakaria Benchaâ prêt par l'USM Alger jusqu'à la fin de saison en cours.

CHAMPIONNAT DE FRANCE (2^E JOURNÉE) MONTPELLIER Andy Delort forfait contre Rennes

L'attaquant international algérien de Montpellier Andy Delort, qui a repris l'entraînement individualisé mercredi après avoir contracté le Covid-19, n'est pas encore remis et manquera le déplacement à Rennes samedi (16h00 heures algériennes) pour le compte de la deuxième journée du championnat de France de Ligue 1 de football. Andy Delort avait annoncé le 19 août avoir été infecté par le nouveau coronavirus (Covid-19).

"J'ai été testé positif au Covid-19. Je vais revenir au plus vite, je vais bien. Prenez soin de vous et de vos proches", a-t-il indiqué dans un message posté sur sa page officielle Facebook. Montpellier entame la nouvelle saison ce samedi à Rennes car la réception de Lyon à la Mosson pour la première journée initialement prévue la semaine dernière avait été différée au 16 septembre en raison de la participation des Lyonnais aux demi-finales de la Ligue des champions à Lisbonne, éliminés par le Bayern (3-0), future vainqueur de l'épreuve.

Delort, meilleur buteur montpelliérain, avait été appelé au dernier moment par le sélectionneur Djamel Belmadi pour participer à la Coupe d'Afrique des nations 2019, remportée par les "Verts" en Egypte, en remplacement du milieu de terrain Belkebla, écarté pour des raisons disciplinaires.

APS

LIGUE 1 PROFESSIONNELLE

Le CS Constantine signe la convention tripartite

Le CS Constantine a signé mercredi au siège de l'instance fédérale à Dely Ibrahim, la convention tripartite avec le cabinet d'expertise en management, la Société sportive par actions (SSPA) et la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF), a indiqué jeudi la Fédération algérienne de football (FAF).

Le président du conseil d'administra-

tion de la SSPA CS Constantine Laala Yazid a paraphé le document le liant avec le cabinet Br2C sur la mise à niveau du management des clubs, précise le site officiel de la FAF, soulignant que le CSC est l'un des clubs qui accomplissent d'énormes efforts pour améliorer la gestion sur tous plans. Pour rappel, plusieurs clubs de Ligue 1 professionnelle entre

autres, le MC Alger, CR Belouizdad, Paradou AC, NC Magra, l'USM Alger avaient paraphé cette convention qui entre dans le cadre de l'opération d'accompagnement des clubs professionnels par la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) de la Fédération algérienne de football (FAF), en attendant la signature des autres pensionnaires de L1.

LIGUE 1

Les travaux de restauration du stade Omar-Hamadi débiteront la semaine prochaine

Les travaux de restauration du stade Omar-Hamadi de Bologhine (Alger) "débiteront à partir de la semaine prochaine", a annoncé jeudi le directeur général de la SSPA/USMA (Ligue 1 de football), Abdelghani Hadi.

" Certes, nous avons mis beaucoup de retard dans le lancement de ces travaux, initialement prévus pour le début du mois de juillet, mais tout est entré dans l'ordre et nous allons pouvoir entamer la restauration de cette enceinte mythique à partir de la semaine prochaine", a indiqué Abdelghani Hadi dans une déclaration vidéo accordée à la page officielle Facebook du club algérois, à l'issue de la réunion du Conseil d'administration, tenue sous la conduite de M.

Achour Djeloul, P-dg du Groupe Serport et président du Conseil d'administration de la SSPA/USMA. Le directeur général du club algérois a expliqué les retards dans le lancement des travaux par " les différents problèmes administratifs liés essentiellement au renouvellement du contrat avec l'APC de Bologhine". "Maintenant que nous avons renouvelé le contrat avec l'APC de Bologhine, je peux dire que le stade de Bologhine connaîtra une série de travaux dès la semaine prochaine.", a-t-il précisé.

La réunion du Conseil d'administration de la SSPA/USMA a été consacrée à l'approbation de la politique sportive et administrative ainsi que les démarches à suivre pour la réalisation des projets entrepris par le groupe Serport, le nouveau actionnaire majoritaire du club algérois.

Parmi les grands projets que compte réaliser le groupe Serport, la réalisation d'un centre de formation à Aïn Benian, le renouvellement du cercle mythique de l'USM Alger et l'exploitation d'un stade de football conforme au standing et aux ambitions du club algérois, probablement le stade de Douera, ainsi que la mise en place d'un pôle commercial dédié aux produits dérivés du club.

LIGUE 1

Le président du MC Alger sanctionné six mois par la LFP

Le président du Conseil d'administration du MC Alger Almas Abdennasser a écopé de six mois de suspension dont trois avec sursis pour "violation de l'obligation de réserves", a indiqué jeudi la Ligue de football professionnel (LFP).

M. Almas Abdennasser a diffusé un communiqué du club MCA à la presse, qui comprenait des déclarations qualifiées comme violation de l'obligation de réserve prévue par l'article 121 du règlement du championnat professionnel, précise la LFP sur son site officiel.

Après avoir convoqué et auditionné le président du Conseil d'administration du MCA en présence de son avocat en date du 24 août 2020, ce dernier déclare devant la commission qu'il reconnaît les déclarations et les faits qui lui sont reprochés, souligne la même source.

Outre la sanction de six mois dont trois avec succès, le dirigeant du MC Alger devra s'acquitter d'une amende de 200.000 DA.

Pour le même motif, le président de la JS Kabylie, Cherif Mellal est convoqué le 5 septembre 2020, ce sera pour la troisième fois.

APS

LIGUE 1 - MC ORAN

Mehiaoui : «Le nouvel entraîneur connu au plus tard samedi»

Le nouveau président du Conseil d'administration du MC Oran (Ligue 1 algérienne de football), Tayeb Mehiaoui, a affirmé vendredi que le nouvel entraîneur de l'équipe sera connu au plus tard samedi, tout en laissant planer le doute sur une éventuelle arrivée du technicien Tuniso-suisse Moez Bouakaz.

"Le nouvel entraîneur sera connu ce vendredi soir, ou au plus tard samedi. Pour Bouakaz, rien n'a été conclu", a indiqué le dirigeant oranais sur les ondes de la radio nationale.

Outre Bouakaz, qui avait déjà dirigé la barre technique du MCO (2017-2018), le nom de l'entraîneur français Bernard Casoni (ex-MC Alger) a été également cité dans l'entourage du club, pour remplacer Mecheri Bachir.

Par ailleurs, Tayeb Mehiaoui, qui signe son retour aux commandes de la formation de l'Ouest, a révélé le chiffre "de près de 11 milliards de centimes, représentant les dettes du club envers ses anciens joueurs", soulignant que "la direction s'est engagée à régler ce passif".

Côté recrutement, le MCO a entamé son marché dès la semaine, en engageant le gardien de but du CS



Constantine Houssam Limane (30 ans), et l'attaquant du WA Boufarik Adel Khettab (27 ans), qui se sont engagés pour un contrat de deux sai-

sons. Pour rappel, le MCO a terminé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Co-

vid-19), à la 8e place au classement avec 30 points, à dix longueurs du CR Belouizdad, désigné champion d'Algérie à "titre exceptionnel".

LIGUE 1 (USM ALGER)

Anthar Yahia dévoile une liste de 8 joueurs libérés en attendant Belkaroui

Le directeur sportif de l'USM Alger (Ligue 1 algérienne de football) Anthar Yahia, a dévoilé une liste de 8 joueurs libérés, en attendant de discuter avec Hicham Belkaroui, soulignant qu'il ne s'agissait nullement d'un "renvoi".

"J'ai terminé les entretiens avec les joueurs en question, ou avec leurs agents, il s'agit de Ardjil, Yaiche, Mansouri (gardien de but, ndlr), Redjimi, Tiboutine, Chérifi, Kheiraoui, et Oukkal.

Il reste le cas du défenseur Belkaroui, qui se trouve actuellement en Tunisie.

Dès qu'il rentre à Alger, nous allons discuter avec lui pour une éventuelle résiliation du contrat", a indiqué Anthar Yahia dans un entretien vidéo, diffusé jeudi soir sur la page officielle Facebook du club. Anthar Yahia (38 ans), a pu rallier Alger le dimanche 9 août à bord d'un vol de rapatriement d'Algériens bloqués en France, quelques mois après sa désignation à ce poste par le P-dg du Groupe Serport et président du Conseil d'administration de la SSPA Achour Djeloul.

Il a entamé ses fonctions après une semaine de confinement, en s'attaquant au dossier des libérés mais également au recrutement.

"Les joueurs en question sont tou-

jours liés par un contrat avec le club.

Il ne s'agit nullement d'un renvoi, mais nous allons trouver une solution, soit l'option d'un prêt, une résiliation du contrat à l'amiable, ou bien un départ avec un pourcentage sur une éventuelle revente pour le club", a-t-il ajouté.

Convoité par le MC Alger et le MC Oran, le portier Mohamed Lamine Zemmamouche, en fin de contrat, pourrait bien prolonger son aventure avec les "Rouge et Noir", comme souhaité par Anthar Yahia.

"Je suis en discussion avec notre gardien de but emblématique Zemmamouche, pour une éventuelle prolongation du contrat.

Nous comptons sur lui.

Il y aura d'autres jeunes éléments, à l'image de Khemaïssia, Boumechra, ou Benhamouda, ou encore Chita, qu'on va construire avec eux avec des prolongations qui sont dans nos tuyaux. Il ne faut pas laisser partir nos enfants".

Le PAC rejette l'offre de l'USMA pour Benkhalifa

Appelé à évoquer le cas du milieu de terrain offensif Tahar Benkhalifa, que l'USMA souhaite prolonger le prêt pour une deuxième saison de suite, l'ancien capitaine de l'équipe nationale

a révélé avoir essuyé un refus de la part du Paradou AC. "Nous avons fait plusieurs propositions au PAC, en atteignant même le maximum de ce qu'on peut proposer, ça reste pour moi une offre très honorable. Malheureusement la proposition a été rejetée.

Benkhalifa est un très bon joueur, nous espérons qu'il fasse partie de l'équipe pour la saison prochaine.

Nous sommes dans l'attente d'un signe de nos homologues du Paradou".

Pour ce qui est de l'attaquant du CS Constantine Ismaïl Belkacemi, convoité par l'USMA, Anthar Yahia a indiqué avoir discuté avec le joueur, dans l'objectif de le convaincre de rejoindre la formation de Soustara, mais rien n'est encore conclu.

"Belkacemi est un joueur qui a de bonnes statistiques, j'ai discuté avec lui au téléphone.

On verra ce qui nous réserve l'avenir, mais nous n'allons jamais faire de la surenchère concernant le salaire, ce n'est pas notre stratégie".

Pour rappel, le club algérois assuré jusque-là trois nouvelles recrues estivales : les défenseurs latéraux Fateh Achour (USM Bel-Abbès) et Saâdi Redouani (ES Sétif), ainsi que l'attaquant franco-algérien Ouassama Abdeldjelil.

ALGÉRIE

L'Olympique Médéa reçoit le bouclier de champion de la Ligue 2

L'Olympique Médéa a reçu jeudi le bouclier de champion de la Ligue 2 professionnelle 2019-2020, au cours d'une cérémonie organisée au siège du club à Médéa en présence des membres du bureau exécutif de la Ligue de football Professionnel (LFP), conduit par le président Abdelkrim Me-

douar, rapporte vendredi LFP sur son site officiel.

Outre le bouclier, le président de la LFP a remis au club de la capitale du Titteri un chèque représentant la prime.

L'Olympique Médéa occupait la première place du classement de Ligue 2 avec 42 points, au moment de l'ar-

rêt des compétitions le 16 mars dernier, décidé par les autorités du pays en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

En juillet dernier, la FAF avait validé le classement au moment de la suspension des championnats et décidé de l'accession de quatre clubs : l'O.Médéa, le RC Relizane,

la JSM Skikda et le WA Tlemcen.

Le CR Belouizdad, désigné "à titre exceptionnel" champion d'Algérie 2019-2020, a reçu son bouclier mercredi soir, au cours d'une cérémonie organisée dans les salons du Groupe "Madar-Holding", actionnaire majoritaire du Chabab.

Mariano veut s'imposer à Madrid

Auteur de seulement cinq matchs sous les couleurs madrilènes la saison dernière, le buteur de 27 ans est bien décidé à rester au Real et à s'imposer. D'après le journal espagnol, aucune offre n'a encore été transmise de la part de Benfica au clan Mariano, et le joueur n'a eu aucun contact avec le coach ou les dirigeants lisboètes.

Longtemps sur la piste d'Edinson Cavani, le club portugais va désormais devoir se montrer convaincant pour déloger l'ancien buteur de l'OL.



JAMES VA SIGNER AVEC CARLO ANCELOTTI

James Rodriguez ne sera pas un joueur du Real Madrid la saison prochaine.

Le joueur du Real Madrid va quitter le club de la capitale pour rejoindre l'Angleterre. Selon les informations de AS, le Colombien va découvrir la Premier League avec une signature imminente à Everton. Une petite surprise pour les suiveurs du joueur.

Le joueur va donc retrouver son ancien entraîneur du côté de la Maison Blanche, Carlo Ancelotti. Un transfert estimé entre 25 et 30 millions d'euros.

Le joueur était en fin de contrat en juin 2021. Une belle affaire pour le champion d'Espagne...et pour le joueur ? Réponse dans les prochains mois.

BRAHIM DIAZ PROCHE DE L'AC MILAN

Après 18 mois compliqués à Madrid, avec peu de temps de jeu, Brahim Diaz devrait rebondir à l'AC Milan. L'accord est total, d'après Marca.

"Il ne manque plus que l'officialisation", assure Marca qui avait été le premier à annoncer un rapprochement entre Brahim Diaz et l'AC Milan. Le jeune espagnol, longtemps réticent à l'idée d'un prêt, a finalement été séduit par la proposition du club italien. Il évoluera une année en série A sous la forme d'un prêt et sans option d'achat pour le Milan.

D'après le quotidien Marca, de nombreux clubs ont fait part de leur intérêt pour l'ancien joueur de Manchester City et certains voulaient même discuter d'une vente. Néanmoins, le Real garde confiance en Brahim Diaz et il n'est pas question de s'en séparer définitivement pour le moment.



RODRIGO MORENO REJOINT LEEDS

L'attaquant espagnol s'est engagé pour les quatre prochaines saisons avec Leeds United, fraîchement promu en Premier League. Ce n'était plus vraiment un secret depuis le début des négociations entre Valencia et Leeds mais l'officialisation a mis plus de temps à arriver. Mais, ce samedi, le club anglais a annoncé la signature de Rodrigo Moreno pour les quatre prochaines saisons. Un sacré coup pour le promu en Premier League qui a malgré tout dû sortir le chèque pour s'offrir l'international espagnol. Pour 30 millions d'euros, Rodrigo Moreno rejoint donc le nord de l'Angleterre et efface des tablettes un certain Rio Ferdinand, recruté contre 26 millions d'euros en 2000. Avec ce renfort, Leeds souhaite se mettre dans les meilleures dispositions pour accrocher rapidement un maintien dans l'élite, qu'il n'a plus connu depuis 2004.

ARSENAL : UMTITI RELANCÉ ?

Les dirigeants d'Arsenal et leur manager Mikel Arteta auraient relancé le dossier de recrutement du défenseur français, Samuel Umtiti. Celui-ci ne ferait plus partie des plans du FC Barcelone. Selon des informations du média britannique TeamTalk, Arsenal aurait relancé le dossier concernant Samuel Umtiti. Le défenseur français aurait été invité par Ronald Koeman, le nouvel entraîneur du FC Barcelone, à se trouver un nouveau club. Les Gunners font partie d'un lot de six clubs qui aimeraient recruter l'ancien défenseur de l'Olympique Lyonnais.

Dzeko aurait donné son accord à la Juventus

L'attaquant de l'AS Rome, Edin Dzeko, accepterait de poursuivre sa carrière avec la Juventus Turin. Selon les informations du Corriere dello Sport, le canonier bosnien aurait donné son accord au champion d'Italie, à la recherche d'un nouvel élément offensif pour pallier à un départ de Gonzalo Higuaín. Si sa venue dans le Piémont venait à se confirmer, l'avant-centre de 34 ans toucherait un salaire annuel de 7,5 millions d'euros au sein de l'effectif d'Andrea Pirlo. Sous contrat pour encore deux années avec la Louve, l'ex-footballeur de Manchester City devrait être transféré chez les Bianconeri pour la somme de 10 millions d'euros, assorti de 2 millions d'euros de bonus. La saison dernière, Edin Dzeko avait marqué 19 buts en 43 matches toutes compétitions confondues.

Matic prend sa retraite internationale

A 32 ans, le milieu dit au revoir à la sélection de la Serbie. C'est la sélection nationale qui a annoncé la nouvelle officiellement, par la voie du directeur de la Fédération serbe, Vladimir Matijasevic : "Nous respectons sa décision. Il a 32 ans et il a fait une saison de club très intense. Le football européen est exigeant et nous sommes donc conscients que nous devons injecter du sang neuf dans l'équipe nationale." Nemanja Matic a connu 42 sélections avec la Serbie. Il est actuellement sous contrat avec Manchester United jusqu'en 2023.

Anniversaire

Abdi Walaa a soufflé sa quinzième bougie le samedi 29 août 2020. En cet heureux évènement, son papa Mohamed, sa maman Maïchi Rafika, son frère Waël et sa sœur Meriem lui souhaitent un joyeux anniversaire et une longue vie pleine de santé, de bonheur et de succès.

«Akouba li 100 ans Incha-Allah»

ALGÉRIE-FRANCE Entretien téléphonique entre le Président Tebboune et son homologue français

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu jeudi une communication téléphonique de son homologue français, M. Emmanuel Macron, au cours de laquelle les deux Présidents ont évoqué les relations bilatérales et les développements de la situation en Libye et au Mali, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, une communication téléphonique de son homologue français, Emmanuel Macron, au cours de laquelle les deux Présidents ont examiné l'évolution des relations entre les deux pays et évoqué notamment les derniers développements de la situation en Libye et au Mali", précise la même source.

ALGÉRIE-MALI Le Président Tebboune dépêche M. Boukadoum à Bamako

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, est arrivé vendredi à Bamako (Mali) pour une visite d'une journée, dépêché par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères. "Dépêché par monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Af-



fares étrangères, Sabri Boukadoum est arrivé ce matin à Bamako pour une visite d'une journée", a précisé la même source. Cette visite qui

s'inscrit dans "la continuité des relations historiques de fraternité et de solidarité que l'Algérie a toujours entretenues avec le Mali, vient

marquer le soutien indéfectible au peuple malien frère et son attachement ferme à la stabilité du Mali", a ajouté la même source.

ALGÉRIE-NIGER Algérie : envoi de 100 tonnes d'aides humanitaires au Niger

Une aide humanitaire de 100 tonnes de denrées alimentaires et de médicaments, sera acheminée, à partir d'aujourd'hui à bord de trois avions de transport des Forces aériennes algériennes, de destination de l'aéroport international d'Agadez (Niger), dans le cadre de l'acheminement des aides humanitaires destinées à ce pays.

Le coup d'envoi de cette caravane de solidarité a été donné par la présidente du Croissant rouge algérien (CRA), Saïda Benhabyles, depuis le Palais des expositions à Alger.

"Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a décidé, dans le cadre du respect du bon voisinage, de l'envoi de cette aide de solidarité hu-

manitaire pour le peuple nigérien, particulièrement aux familles en difficulté dans la région d'Agadez", a-t-elle déclaré, précisant que cette aide est composée de 90 tonnes de denrées alimentaires et 10 tonnes de médicaments.

Mme Benhabyles a fait savoir qu'à travers ce geste, le Président Tebboune a voulu mettre en exergue "la solidarité du peuple algérien envers le peuple nigérien frère". Elle a saisi l'occasion pour exprimer "sa gratitude" aux unités de l'ANP pour "leur entière disponibilité" à contribuer à la réussite des opérations d'aides humanitaires que ce soit à l'échelle nationale ou régionale".

FONDS DE LA ZAKAT Hausse de la collecte à 1,57 milliard DA en 2019

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmechdi, a indiqué jeudi à Sétif que la collecte du Fonds national de la Zakat a atteint l'année dernière (2019) 1,57 milliard de dinars contre 50 millions DA à ses débuts. "Le montant de la collecte de la zakat, très timide à son lancement en 2003, est aujourd'hui de 30 fois plus grâce aux imams, à leurs efforts, leur patience et leur adhésion à ce projet de Fonds de la zakat, à travers lequel 4,2 millions de décisions d'aides ont été attribuées", a précisé le ministre au lancement de la 19^e campagne du Fonds de la Zakat depuis la maison de la culture Houari Boumediène.

M. Belmechdi a indiqué, à ce propos, que le "défi a été relevé par les imams et tous ceux qui ont endossé la mission de faire connaître le projet du Fonds de la zakat auprès des citoyens et qui ont patiemment travaillé pour faire adhérer les donateurs." "Le fonds de la Zakat est devenu aujourd'hui comme une institution grâce aux efforts des uns et des autres depuis le lancement de la réflexion autour de ce projet, il y a 18 ans (en 2001) à la première campagne nationale de collecte de la zakat en 2003", a indiqué le ministre, précisant que ce Fonds porte une "vision stratégique futuriste."

Selon M. Belmechdi, le Fonds de la Zakat a contribué dans le développement socio-économique et a accompagné des familles ayant subi de plein fouet les répercussions durant la crise sanitaire qu'a connu le pays suite à la propagation du Covid-19.

Et d'ajouter : "A 18 ans de sa création, le projet du Fonds national de la

zakat fait face à de nombreux autres défis et affiche de grandes ambitions grâce au travail des imams et chouyoukh qui demeurent conscients de leur part de responsabilité dans le soutien des catégories fragiles de la société, notamment en ces circonstances économiques mondiales de plus en plus complexes qui rendent la sortie de la crise plus difficile."

A cette occasion, le ministre qui a appelé à contribuer à la 19^e campagne nationale de la Zakat conformément aux préceptes de l'Islam et de la Sunna du prophète (QSSSL), a mis en avant l'importance d'aider et soutenir les familles démunies. Relevant le rôle des imams, Chouyoukh et savants dans la préservation des valeurs sociales, Youcef Belmechdi a souligné que ceci se traduit dans leurs discours et prêches et se reflète dans "l'accompagnement de la société dans ses aspirations pour un lendemain meilleur, sa lutte contre la propagation du Covid-19 et l'appui des staffs médicaux et paramédicaux en première ligne dans cette crise sanitaire."

Le ministre a présidé la cérémonie d'ouverture des travaux d'une journée d'étude sur la Zakat, en présence de cadres du secteur, des Cheikhs et imams, au cours desquels il a été souligné "l'importance de la Zakat dans la vie des musulmans et dans le développement de la société et l'économie nationale."

Le ministre a également distribué des décisions d'attribution d'aides du Fonds de la Zakat au profit de citoyens avant d'inaugurer la mosquée Khadidja Oum El Moumine, implantée à la cité Kaoua au nord de Sétif.

SERVICE PUBLIC DE L'EAU

Fin de fonctions du DG de Seaal et 26 directeurs d'unités de wilayas de l'ADE (ministère)

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, a mis fin aux fonctions du Directeur général de la Société des eaux et d'assainissement d'Alger (Seaal), ainsi que de 26 directeurs d'unités de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE), a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

"Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, a procédé hier mardi, à une série de limogeages à la tête de structures importantes, responsables de la gestion du service public de l'eau", selon le document. De fait, M. Berraki a décidé de mettre fin aux fonctions du Directeur général de la Société des eaux et d'assainissement d'Alger (Seaal), ainsi que plusieurs de ses cadres dirigeants, souligne le ministère.

"La décision a été prise suite à une large opération d'inspection et d'évaluation, notamment après les perturbations enregistrées lors des deux jours de l'Aid El Adha", a expliqué la même source. "Suite à un rapport de l'inspection générale du ministère des Ressources en eau, qui a mené une enquête approfondie, il a été établi que les perturbations et insuffisances dans les wilayas d'Alger et de Tipaza étaient dues, dans une large mesure, à la mauvaise gestion",

ajoute le communiqué.

Par ailleurs, 26 directeurs d'unités de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE) ont été relevés de leurs fonctions, ajoute la même source, précisant que "la décision est intervenue après un long processus d'évaluation". Expliquant que des indicateurs de performances ont été définis et communiqués à l'ensemble des responsables concernés février dernier, le ministre a expliqué qu'après une série de réunions et d'évaluation menées par une commission ministérielle, "des manquements

importants" ont été relevés dans la gestion service public de l'eau dans 26 wilayas du pays.

Ainsi, afin d'insuffler une "nouvelle dynamique" dans le service public de l'eau, M. Berraki "tient à injecter de nouvelles compétences, prioritairement de jeunes universitaires, capables d'assurer un management de haut niveau, en cohérence avec la nouvelle stratégie du secteur "Eau 2030".

A cet effet, l'ADE a lancé une annonce de recrutement par voie de presse nationale.

JAPON

Démission du Premier ministre Shinzo Abe pour raisons de santé

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe a annoncé officiellement vendredi sa démission de son poste en raison de problèmes de santé, affirmant assurer ses fonctions jusqu'à ce qu'un nouveau Premier ministre soit nommé.

"J'ai décidé de démissionner du poste de Premier ministre", a déclaré M. Abe, 65 ans, lors d'une conférence de presse, expliquant subir un retour de son ancienne maladie chronique, la rectocolite hémorragique ou colite ulcéreuse.

"Je vais continuer à remplir fermement mes fonctions jusqu'à ce qu'un nouveau Premier ministre soit nommé", a-t-il ajouté. M. Abe a refusé vendredi d'exprimer publiquement une préférence pour un successeur, affirmant que "toutes les personnes dont les noms circulent sont des gens très capables". Son conseiller Yoshihide Suga, actuel porte-parole du gouvernement, ainsi que le ministre des Finances Taro Aso figurent parmi les candidats pressentis.

M. Abe s'est aussi dit "profondément désolé" envers le peuple japonais de quitter son poste environ un an avant la date initialement prévue et en pleine crise du coronavirus.

M. Abe occupe son poste de maniéré ininterrompue depuis fin 2012, un record de longévité pour un Premier ministre japonais. M. Abe avait déjà dû quitter le pouvoir au bout d'un an en 2007, notamment à cause d'une maladie inflammatoire chronique de l'intestin.